

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES
ASSOCIATIONS AGRICOLES

DU
DÉPARTEMENT DE LA COTE-D'OR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE

devant la FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON LE 30 JUIN 1899, à une heure et demie

PAR

G. GRUÈRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR-ADJOINT

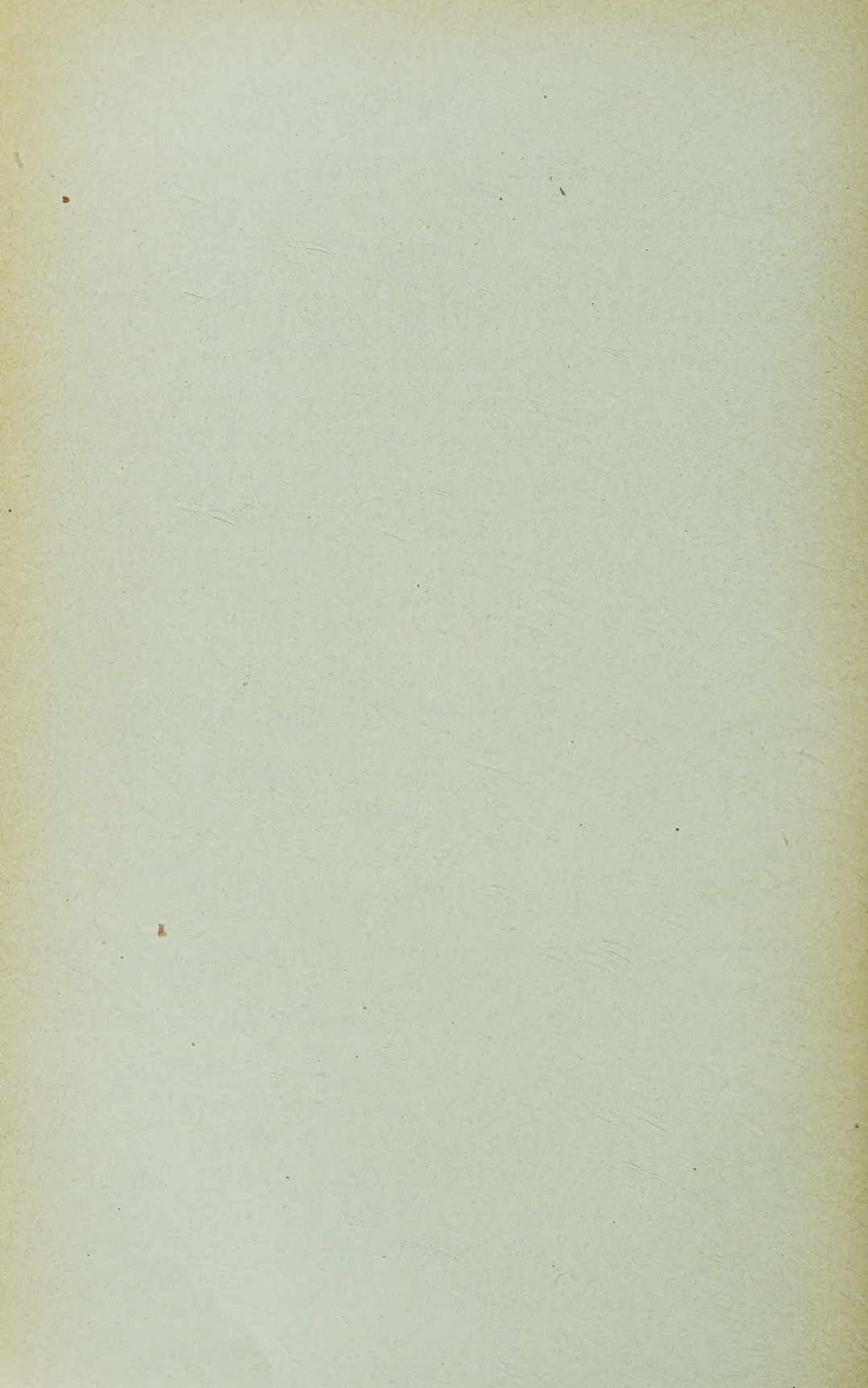
SUFFRAGANTS { M. MONGIN, PROFESSEUR
 { M. DESLANDRES, PROFESSEUR

DIJON

LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1899



LES
ASSOCIATIONS AGRICOLES
DU
DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-D'OR

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LES
ASSOCIATIONS AGRICOLES

DU
DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-D'OR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE

devant la FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON LE 30 JUIN 1899, à une heure et demie

PAR

G. GRUÈRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR-ADJOINT

SUFFRAGANTS { M. MONGIN, PROFESSEUR
M. DESLANDRES, PROFESSEUR



DIJON

LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1899

AVANT-PROPOS

Le département de la Côte-d'Or n'est pas l'un des plus intéressants à étudier au point de vue des résultats de l'association appliquée à l'agriculture. Le crédit agricole, l'assurance mutuelle sous toutes ses formes (accidents, grêle, incendie, mortalité du bétail), la coopération ont reçu un faible développement. La Côte-d'Or est en retard sur les départements voisins, la Haute-Saône et le Jura, par exemple, où les Caisses de crédit, les assurances-bétail et les Sociétés coopératives sont en grand nombre.

Cependant notre département occupe un rang honorable dans le mouvement agricole; les personnes qui s'intéressent à la viticulture et à l'agriculture, — qui sont les mamelles de la Côte-d'Or, — craignent de lui voir perdre sa vieille renommée et emploient toute leur activité et leur intelligence pour regagner le temps perdu. Et peut-être est-il permis d'espérer que, dans un avenir très prochain, les efforts que l'on commence à tenter de tous côtés seront couronnés de succès, et qu'à ses nombreux titres de gloire, la Côte-d'Or ajoutera encore celui d'être l'un des plus beaux exemples d'organisation économique et sociale.

Tout en constatant l'insuffisance de l'organisation

des Sociétés agricoles de notre département, nous sommes obligé d'avouer que l'étude approfondie des institutions déjà créées dépasserait la mesure de nos forces, car certaines questions, celle du crédit agricole, par exemple, peuvent fournir la matière de plusieurs volumes.

Notre but est beaucoup plus modeste ; nous désirons simplement donner un tableau d'ensemble des résultats acquis, en l'accompagnant de quelques critiques. Ce travail, malgré son caractère superficiel qui tient à sa nature même, conservera quelque mérite, puisqu'il a pour base une enquête entièrement personnelle et qu'il est appuyé sur des documents et des notes recueillis au siège même des diverses Sociétés (1).

Après avoir esquissé l'historique de l'association agricole, nous passerons en revue les formes sous lesquelles elle se manifeste dans le département de la Côte-d'Or.

Les Comices agricoles et les Sociétés d'agriculture, plus spécialement destinées à donner des récompenses et des encouragements, sortent du cadre de notre travail et ne feront pas l'objet d'une description spéciale.

(1) Les *Annuaire*s agricoles n'offrent aucune garantie d'exactitude, malgré les recherches consciencieuses de leurs rédacteurs. Il est impossible d'obtenir des Syndicats des notes précises : beaucoup envoient des renseignements erronés, soit par crainte de la publicité, soit pour se donner une importance qu'ils n'ont pas. Il n'existe même pas de liste complète des Syndicats ; l'*Annuaire Hautefeuille*, l'Office du Travail et le Musée Social publient chacun des nombres différents ; nous avons dû établir nous-même la liste placée à la fin de ce volume (Voir documents annexes).

Dans une première partie, nous étudierons les Syndicats agricoles ; dans une deuxième, les Sociétés de crédit ; dans une troisième, les assurances mutuelles ; dans une quatrième et dernière partie, les Sociétés coopératives de production et de consommation ; nous terminerons par quelques conclusions pratiques.

Sous forme de documents annexes, classés par ordre alphabétique à la fin du volume, nous donnerons les détails d'organisation qui n'auraient pu trouver place dans le corps de notre étude, et qui offrent cependant un grand intérêt pour l'organisation agricole de la Côte-d'Or.

Dans chacune des parties, — et lorsque cela ne nuira pas à la clarté de l'exposition, — nous adopterons la subdivision suivante :

- 1° Notions préliminaires et historiques.
 - 2° Situation actuelle de la Côte-d'Or.
 - 3° Examen critique et réformes.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

HISTORIQUE DE L'ASSOCIATION AGRICOLE ⁽¹⁾

Avant d'étudier les associations agricoles de la Côte-d'Or, nous donnerons quelques détails sur leurs origines. Un coup d'œil rétrospectif, en dehors de l'intérêt qu'il présente en lui-même, fera mieux saisir les caractères propres des Sociétés d'agriculture, des Comices et des Syndicats dont nous aurons souvent à parler.

L'Association agricole est de date récente ; elle est née en France au milieu du siècle dernier. Elle eut pour promoteur Berthier de Sauvigny, intendant de la généralité de Paris. Le marquis de Turbilly en fit la première application, le 15 août 1755, à Volandry, dans l'Anjou. Mais dans sa forme primitive, conservée aujourd'hui par les Comices, l'Association a pour objet unique la distribution de *récompenses* et d'*encouragements* à l'agriculture ; la défense des intérêts communs n'apparaît pas encore comme une nécessité, et c'est seulement en 1884 que les cultivateurs songeront à utiliser pour eux-mêmes un mode d'organisation jusque-là réservé aux ouvriers de

(1) V. Préface de l'*Annuaire Hautefeuille*, 1890. — *Dictionnaire d'Économie politique*, de L. SAY, v^o Syndicats agricoles, etc.

l'industrie. Il ne faut donc voir dans les Sociétés d'agriculture qui ont précédé la loi de 1884, que des Sociétés d'encouragement, dont le seul moyen d'action était l'attribution de récompenses aux cultivateurs les plus méritants.

La *Société d'Agriculture, des Arts et du Commerce*, fondée à Rennes en 1756, sous le patronage du duc d'Aiguillon, gouverneur de la province, et approuvée par Vincent de Gournay, était un véritable Comice agricole. Elle reçut des Etats Généraux une subvention assez élevée qu'elle répartit de la façon suivante : « 3,000 livres devaient être consacrées à
« l'achat de semences de trèfle, pour être celles-ci
« distribuées gratuitement dans la province ; 6,400
« livres devaient être réparties par primes de 50
« livres chacune entre les plus zélés créateurs de
« prairies artificielles ; enfin, un troisième crédit,
« assez élevé, devait être employé à l'acquisition de
« taureaux et de béliers de bonnes races, propres à
« améliorer les races locales ».

De Gournay, en présence des résultats obtenus par ces deux fondations, comprit les services que les Sociétés agricoles pourraient rendre à la France. Il organisa et fit autoriser diverses Sociétés à Lyon, Toulouse, Orléans, Rouen, Soissons, en Auvergne, en Touraine. Il mourut en 1759, mais il laissa des continuateurs de son œuvre.

Le 1^{er} mars 1761, une Société fut créée à Paris ; elle avait quatre bureaux ou sections à Paris, Meaux, Beauvais et Sens ; ces bureaux prirent le nom de Comices (*comitium*, assemblée) parce que leur objet principal était la réunion, au chef-lieu de chaque

élection, des douze cultivateurs les plus distingués. Malesherbes, Turgot, La Rochefoucauld, de Noailles, présidèrent ces assemblées. « Tous les ans il y avait
« une grande fête à laquelle assistaient les autorités
« civiles, religieuses et militaires. On y décernait
« des médailles, des instruments aratoires, des bes-
« tiaux, des semences de choix et des sommes en
« argent; les médailles, portées à la boutonnière,
« étaient devenues une sorte d'ordre agricole très
« recherché. » La Révolution ruina toute cette organi-
sation (Loi des 8-14 août 1793).

Ce ne fut qu'en 1820 que Decazes, ministre de l'intérieur, prit l'initiative de reconstituer les Comices (Circulaires des 14 août 1819 et 22 mai 1820). Mais, faute d'encouragements, les résultats furent médiocres. Le gouvernement de Juillet donna un nouvel essor à ces Sociétés en leur faisant attribuer des subventions (Circularité du 22 mars 1833).

La loi des 20-25 mars 1851 a réglementé les Comices; elle leur ajoute un caractère nouveau : ils sont une représentation officielle et légale de l'industrie agricole.

« Les Comices ont rendu bien des services par les
« encouragements sans nombre qu'ils ont donnés
« aux cultivateurs; mais beaucoup sont encore mal
« organisés et n'ont pas sur les cultivateurs toute
« l'influence qu'ils pourraient exercer. Toutefois il
« est à remarquer que, si beaucoup de ces asso-
« ciations ont à cœur de s'occuper de leur mission,
« diverses autres, par contre, ont dévié de leur but
« et ont mêlé la politique aux questions agricoles,
« au grand détriment de ces dernières, bien entendu.

« Souvent même, quelques membres influents des
« Comices s'en sont servis comme de tremplins élec-
« toraux (1). » (V. *Dictionnaire d'Économie politique*,
de Léon Say; — v^o Comice agricole).

La véritable coopération agricole naquit vers 1840; mais, malgré les efforts de Louis Raybaud, de Cormenin, de Rossi, elle resta en France à l'état embryonnaire.

En Allemagne, au contraire, Schultz-Delitsche obtint de bons résultats par la création des Sociétés coopératives de crédit.

En traitant la question des assurances, nous signalerons l'apparition de quelques Sociétés mutuelles

(1) L'organisation et le fonctionnement des Comices ne rentrent qu'indirectement dans le cadre de ce travail et nous renvoyons purement et simplement à la loi du 20 mars 1831 et à la circulaire ministérielle du 11 novembre 1882. (Bul. du Ministère de l'Agric., 2^e année, n^o 1). Nous résumons les caractères qui distinguent le Comice du Syndicat :

1^o *L'autorisation préfectorale* est nécessaire pour créer un Comice; une *déclaration à la mairie* suffit pour un Syndicat;

2^o Le Comice n'est pas une *personne civile* (*Pand. françaises*. Rep. V^o Comice, n^{os} 86 s.); le Syndicat est une personne civile;

3^o Le Comice doit limiter son action aux distributions de *récompenses*, tandis que le Syndicat est créé pour *l'étude et la défense* des intérêts communs.

Le second point, l'absence de personnalité civile, est particulièrement caractéristique. Les Comices et les Sociétés d'agriculture qui ont voulu profiter des avantages de la loi de 1884 ont dû fonder un Syndicat agricole entre leurs membres; ils peuvent ainsi acheter, en tant que Syndicats, tandis qu'ils ne le pouvaient pas en tant que Comices ou Associations.

Les Syndicats-Comices sont nombreux dans la Côte-d'Or : Auxonne, Fontaine-Française, Genlis, Sombernon, etc. Comme Société d'agriculture doublée d'un Syndicat, nous citerons la Société d'agriculture et de viticulture de Châtillon-sur-Seine, qui forme en même temps le Syndicat agricole et viticole de Montliot et Courcelles.

vers le milieu de ce siècle ; mais ces tentatives isolées eurent de médiocres résultats.

L'idée d'association se heurtait en France à deux obstacles : les entraves imposées aux Sociétés par le régime de l'autorisation administrative et l'esprit d'indépendance jalouse des cultivateurs.

La loi de 1884, en substituant la déclaration à l'autorisation administrative pour l'établissement des Syndicats professionnels, supprimait l'une des causes d'arrêt du mouvement agricole. Mais l'indifférence ou l'hostilité des propriétaires fonciers, petits ou grands, n'a pas disparu complètement et rend difficile la tâche des hommes qui ont pris la direction de ce mouvement. Toutefois la loi de 1884 est le point de départ d'une marche en avant qui s'accroît chaque jour davantage et qui se manifeste par la création de Sociétés où la coopération apparaît sous toutes ses formes.

Nous constaterons plusieurs fois, dans la suite de ce travail, une tendance très marquée à interpréter trop largement la loi de 1884 et même à la violer impunément. Les promoteurs de l'association agricole se trouvent à l'étroit dans les limites imposées aux Sociétés par la législation française et veulent profiter de l'élasticité apparente de la loi syndicale pour s'affranchir des règles du droit commun. Mais cette loi ne suffit pas à elle-même, comme on le prétend à tort ; elle se combine, il est vrai, assez mal avec certaines autres lois, — la loi de 1867 sur les Sociétés, par exemple ; — mais la seule conclusion que l'on puisse raisonnablement déduire de ce défaut d'harmonie, c'est la nécessité de créer un ensemble de

dispositions nouvelles complétant la loi de 1884 et de modifier des règlements un peu vieillis. La loi de 1894 sur les Caisses de crédit agricole, la loi de 1899 sur les Caisses régionales et le projet de loi sur les Sociétés coopératives viennent heureusement combler une partie des lacunes de la loi de 1884.

Nous retrouverons ces idées plus développées dans la suite de notre travail qui portera désormais uniquement sur le département de la Côte-d'Or.



LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

DU DÉPARTEMENT DE LA COTE-D'OR

PREMIÈRE PARTIE

LES SYNDICATS AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

Notions préliminaires

Etymologiquement le mot syndicat (du grec συνδίκος) désigne une réunion de personnes intéressées à défendre la même cause, et le langage courant lui a conservé ce sens. On qualifie de *Syndicats* les associations qui ont pour objet une lutte défensive ou offensive dans l'intérêt de leurs membres. Ce mot éveille dans l'esprit une certaine idée d'activité, absente des mots association et société, parce qu'en fait il s'applique à des groupes qui, soit sur le terrain économique, soit même sur le terrain politique, savent déployer une grande énergie.

Au point de vue légal, il faut distinguer trois catégories de Syndicats agricoles :

1° Les *Associations syndicales*, créées par la loi du 21 juin 1865, — complétée par la loi du 22 décembre 1888, — pour l'irrigation et l'assainissement des terres ;

2° Les *Syndicats antiphylloxériques*, régis par les lois des 15 juillet 1878, 2 août 1879 et 15 décembre 1888 (1) ;

3° Les *Syndicats agricoles* proprement dits, organisés par la loi du 21 mars 1884.

Notre étude portera uniquement sur les Syndicats agricoles proprement dits; nous donnons à l'expression *Syndicat agricole* son sens le plus compréhensif ; nous désignons ainsi les syndicats qui ont pour objet non seulement l'agriculture au sens restreint de ce mot, mais encore la viticulture et tous les modes d'exploitation de la production végétale du sol.

Le but du Syndicat agricole est trop connu pour que nous y insistions : c'est de faire profiter ses membres des bienfaits de l'association. L'individu isolé est sans défense ; en se groupant, en unissant leurs forces, les travailleurs lutteront avec avantage pour leurs intérêts communs ; ils perfectionneront leurs procédés en mettant à profit l'expérience de tous, et ils éviteront la misère en créant des institutions de prévoyance pour le temps de la maladie et de la vieillesse.

Le régime de liberté établi par la loi de 1884 n'était pas, dans l'esprit des auteurs de cette loi, destiné à l'agriculture.

Le projet présenté à la Chambre des députés par MM. Cazot, ministre de la justice, et Tirard, minis-

(1) Cette catégorie de Syndicats tend à disparaître ou à se transformer en Syndicats agricoles ; la lutte anti-phylloxérique, par le sulfure de carbone, a donné de faibles résultats, et le seul remède efficace est la reconstitution des vignobles en plants américains. Le Syndicat agricole possède des moyens d'action qui manquent au Syndicat anti-phylloxérique, désormais inutile.

tre du commerce et de l'agriculture, le 22 novembre 1880, ne visait d'une façon précise que les Syndicats industriels. Grâce à un mot glissé sous forme d'amendement à l'article 3 par M. Oudet, pendant la deuxième délibération de la loi au Sénat, les Syndicats agricoles eurent une existence légale (1).

Cette loi, qui devait uniquement régulariser la situation des associations d'ouvriers industriels, « consacrer le fait acquis et placer sous la discipline « d'une loi des sociétés qui existaient en fait et « n'étaient que tolérées », a donné, grâce à l'introduction d'un seul mot, des résultats inattendus. Dans le domaine de l'industrie, elle a singulièrement accru l'antagonisme des classes et l'acuité des débats entre employeurs et employés; « elle a, pour ainsi « dire, renforcé et mieux armé les ennemis en présence, loin de jeter entre eux le pont de la réconciliation.

« Dans le monde agricole, au contraire, elle a suscité « soudain une admirable efflorescence d'institutions. « d'union et de progrès, parce que le caractère « mixte s'est trouvé l'essence même de ces fondations, et que les initiateurs ont été, pour la plupart, « des hommes à vues larges et justes, désintéressés,

(1) M. OUDET. — Messieurs, je propose d'ajouter à la fin de l'article 3 un mot que la Commission accepte comme un développement utile. Ce serait de mettre à la suite des mots « la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux », l'expression « *et agricoles* ». Il semble qu'il est utile, en effet, de ne rien laisser d'équivoque sur la portée de la loi. Le projet n'a pas entendu limiter aux seuls patrons et ouvriers de l'industrie proprement dite le bénéfice de la possibilité de former des Syndicats et surtout en exclure l'agriculture qui, sous beaucoup de rapports, constitue une industrie.

(Sénat. — Séance du 22 février 1884. — J. O., Sénat. S. P., p. 431).

« supérieurs aux préjugés de castes et aux inspirations de l'esprit de parti (1) ».

La loi de 1884 a fait sortir de l'ombre les travailleurs de la terre jusque-là oubliés et dédaignés, et dans l'espace de quelques années les Syndicats agricoles ont groupé un nombre d'adhérents supérieur à celui des Syndicats industriels.

Voici, en effet, la statistique de l'année 1898 :

NATURE DES SYNDICATS	NOMBRE des Syndicats	NOMBRE des Syndiqués
Syndicats agricoles..	1.371	438.596
— ouvriers ..	2.316	431.794
— patronaux.	1.823	159.293
— mixtes....	170	32.237

Si l'on consulte le graphique n° 1 (V. documents annexes), on constate la régularité remarquable du développement des Syndicats agricoles, tandis que la courbe des Syndicats ouvriers subit de brusques déviations et même un abaissement en 1894.

Le nombre des Syndicats agricoles n'est pas aussi élevé qu'il devrait l'être parce que la tendance primitive était la création de grands Syndicats régionaux; le petit Syndicat communal est préférable, — nous en expliquerons les raisons, — et paraît destiné à se multiplier rapidement. La statistique accusera prochainement, croyons-nous, un relèvement du chiffre de ces Syndicats.

(1) A. BOISSARD. — *Le Syndicat mixte*, p. 46.

CHAPITRE II

Situation actuelle de la Côte-d'Or

Résultats des Syndicats

Les Syndicats agricoles de la Côte-d'Or soulèvent plusieurs questions économiques et juridiques que nous discuterons après l'exposé de la situation du département au point de vue syndical.

Avant la loi de 1884 les Sociétés agricoles étaient peu nombreuses dans la Côte-d'Or. Les Comités de Beaune et de Semur, fondés en 1831, les Comices d'Époisses, de Flavigny et de Précy, fondés en 1835, et environ douze Comices créés plus récemment étaient les seules associations agricoles existant lors de la promulgation de la loi sur les Syndicats. Le graphique n° 2 (V. doc. ann.) montre l'essor donné au mouvement syndical par cette loi (1).

La Côte-d'Or, d'après la statistique dressée en 1898 par l'Office du travail (2), possédait 46 Syndicats agricoles, et ce chiffre plaçait notre département au troisième rang, comme l'indique le tableau suivant :

1. Indre-et-Loire.....	80 syndicats.
2. Yonne	52 —
3. Côte-d'Or.....	46 —

Au point de vue du nombre des adhérents, la Côte-d'Or vient au huitième rang avec 10.373 membres :

(1) Environ 12 Comices ont été fondés depuis 1884 (V. doc. ann., v° Comices).

(2) Office du Travail. — *Annuaire des Syndicats*, 1898.

1. Sarthe.....	18.935
2. Vienne.....	12.471
3. Rhône.....	11.677
4. Maine-et-Loire.....	11.150
5. Indre-et-Loire.....	11.062
6. Ain.....	10.494
7. Charente.....	10.433
8. Côte-d'Or.....	10.373

La Côte-d'Or occupe donc une place excellente dans le classement départemental.

Six nouveaux Syndicats ont été créés dans le cours des années 1898 et 1899, et au 1^{er} mai leur nombre est de 52; mais nous ne possédons pas les éléments nécessaires pour déterminer le rang du département à cette date. (V. documents annexes, — liste des Syndicats et Graphique n° 4).

Par leur nombre et leur effectif, les Syndicats agricoles viennent au premier rang dans la Côte-d'Or en 1898 (Graphique n° 3).

NATURE DES SYNDICATS	NOMBRE des Syndicats	NOMBRE des Syndiqués
Syndicats agricoles..	46	11.018
— ouvriers ..	30	2.000
— patronaux.	24	1.018
— mixtes (1).	1	9

Les Syndicats agricoles se rattachent en partie à deux Unions :

1^o Union des Syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté :

25 syndicats..... 12.000 membres.

(1) Syndicat des marchands de journaux (1^{er} janvier 1885).

2° Union des Syndicats agricoles de la Côte-d'Or :

18 syndicats..... 5.400 membres.

Tous les Syndicats sont loin de déployer la même activité, et beaucoup limitent leurs opérations à l'achat des engrais pour leurs membres. L'ensemble de leur œuvre mérite cependant d'être exposé avec quelques détails parce qu'ils ont su faire quelques applications intéressantes et fructueuses de l'idée d'association agricole et du principe coopératif.

L'article 4 de la loi du 21 mars 1884 assigne pour objet aux Syndicats agricoles l'étude et la défense des intérêts de l'agriculture. Nous consacrerons une section à l'exposé de chacune des branches où s'exerce l'activité syndicale pour atteindre ce double but.

SECTION PREMIÈRE

Étude et défense des intérêts communs par les publications et l'enseignement.

Les Syndicats agricoles ne se bornent pas à l'application pure et simple des nouveaux procédés de culture et des théories que leur indique la science; ils font encore œuvre de chercheurs et s'appliquent à perfectionner l'exploitation du sol.

Les résultats de ces recherches sont publiés par des journaux spéciaux : la *Bourgogne agricole* et le *Bulletin du Syndicat viticole de la Côte dijonnaise*. (V. doc. ann. V° Journaux agricoles).

De petites brochures publiées par les présidents de Syndicats, ou par des personnes s'intéressant à l'agriculture, donnent des conseils pratiques soit pour l'emploi des engrais, soit pour des cultures spéciales. (V. doc. ann. V° Publications).

Sous forme de conférences, les professeurs d'agriculture, les instituteurs et les personnes compétentes expliquent l'emploi et la composition des engrais, le choix des semences, les questions d'assurance et de crédit, etc. Ces conférences ont le caractère de simples causeries faites soit dans une salle de réunion, soit sur le terrain ; le conférencier provoque les demandes d'explications et cherche à éclairer chacun au mieux de ses intérêts. (V. doc. ann. V^o Chaires d'agriculture).

Les Syndicats, et surtout les Comices, dont c'est le but spécial, organisent périodiquement des concours entre les cultivateurs, les ouvriers agricoles et les constructeurs de machines. Ces concours, destinés soit à récompenser les efforts des cultivateurs, soit à encourager les améliorations du matériel agricole et l'habileté de certains ouvriers spéciaux, excitent au plus haut degré l'émulation des concurrents et produisent les meilleurs résultats. (V. doc. ann. V^o Concours).

L'Union des Syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté, estimant avec raison que des examens d'agriculture passés devant un jury de praticiens seraient un puissant moyen de diffusion de la culture rationnelle, a chargé en 1898 trois commissions d'interroger les candidats ; ce système paraît efficace pour mettre les études agricoles en honneur dans les campagnes et pour donner une instruction suffisante aux enfants qui ne peuvent entrer dans les écoles spéciales. (V. doc. ann. V^o Examens agricoles). Il existe, en effet, plusieurs écoles dans le département (Beaune, Châtillon, Semur), mais elles ne sont pas à la portée de tous les enfants des écoles primaires, et le diplôme de l'Union de

Bourgogne et de Franche-Comté sanctionnera un ensemble de connaissances théoriques et pratiques suffisant pour la majorité des cultivateurs. (V. doc. ann. V^o Ecoles d'agriculture). Les Syndicats viticoles, secondés par le Comité central d'études viticoles de la Côte-d'Or, encouragent aussi les cours de greffage de la vigne. (V. doc. ann. V^o Ecoles de greffage).

Au moyen des champs d'expériences et de démonstration, les Syndicats répandent les améliorations agricoles en joignant l'exemple à la théorie ; mais ils laissent volontiers ce rôle coûteux de vulgarisateurs aux fonctionnaires de l'enseignement agricole départemental qui peuvent disposer de subventions et de ressources fournies par l'Etat et le Conseil général. (V. doc. ann. Chaires d'agriculture — Champs d'expériences — Station agronomique).

SECTION II

Suppression des intermédiaires.

Le nombre des intermédiaires, des commerçants au détail et des boutiquiers est aujourd'hui, tout au moins dans les villes, disproportionné avec les besoins. Cette multiplication des intermédiaires, en réduisant le débit de chacun, a eu pour résultat de grever chaque article de frais généraux proportionnellement énormes, et d'empêcher la baisse naturelle des prix de se faire sentir dans le commerce de détail ; ces intermédiaires tendent à devenir de véritables parasites (1). « Si l'on ajoute à cet inconvé-

(1) D'après M. Gide, on compte en France 106,101 épiciers, soit en moyenne 1 pour 90 familles ; 52,937 boulangers et à peu près

« nient, déjà si grave, la falsification des denrées qui
« devient un véritable péril pour la santé publique, et
« qui est également un effet de la concurrence achar-
« née des marchands, on se trouve amené à se de-
« mander si les services rendus par ces intermé-
« diaires ne sont pas payés aujourd'hui trop cher et
« si l'on ne pourrait pas trouver quelque autre mode
« d'organisation de l'échange moins onéreux pour la
« Société. » (GIDE, *Principes d'Économie politique*,
p. 215).

Le seul remède serait de mettre directement en relations le producteur et le consommateur en supprimant les intermédiaires; les Syndicats ont essayé d'appliquer cette solution en leur double qualité de *producteurs* et de *consommateurs*, et ils ont organisé l'achat et la vente directs des marchandises qui leur sont nécessaires et des produits agricoles.

§ 1^{er}. — ACHATS DIRECTS.

Les Syndicats achètent directement aux producteurs les engrais, les machines, les semences, les animaux reproducteurs et diverses autres marchandises.

1^o *Achats d'engrais.*

L'achat des engrais a été la première opération traitée par les Syndicats agricoles; elle est demeurée leur plus importante fonction.

Les achats d'engrais s'opèrent de deux façons :

autant de bouchers, soit 1 pour 184 familles. En somme, plus de la dixième partie de la population française s'adonne au commerce; « c'est un véritable gaspillage, dit M. Gide, que d'entre-
« tenir un intermédiaire pour dix personnes ». (GIDE, *Principes d'Économie politique*, p. 214).

1° De gré à gré;

2° Par adjudication au rabais sur soumissions cachetées.

Les Syndicats agricoles de la Côte-d'Or traitent généralement de gré à gré; nous avons exceptionnellement rencontré l'achat par adjudication; à Recey-sur-Ource, par exemple.

Le premier mode paraît préférable parce qu'il évite les hasards de l'adjudication et laisse à l'acheteur la faculté de choisir son fournisseur en toute connaissance de cause.

Le prix des engrais est aussi réduit que possible, et il est à craindre que la différence de tarif qui existe entre les enchérisseurs couvre quelque fraude. L'adjudication peut être avantageuse pour les autres denrées, mais pour les engrais il vaut mieux l'éviter.

Les Syndicats ont eu une influence heureuse sur le commerce des engrais; ils ont vulgarisé l'emploi des engrais azotés, potassiques et surtout phosphatés, et ont mis fin aux fraudes éhontées des négociants et des courtiers. Grâce à la concurrence provoquée entre les fabricants, les syndiqués ont obtenu les prix les plus réduits; la vérification de la qualité et du dosage des marchandises au moyen de prises d'échantillons et d'analyses rendent la fraude désormais impossible.

La livraison directe du fabricant au Syndicat a eu de remarquables effets :

1° Les usines, assurées d'une clientèle nombreuse et offrant les meilleures garanties de solvabilité, ont supprimé leurs *voyageurs* de commerce et leurs *annonces* devenus inutiles; elles ont cherché avant tout leur réputation dans la qualité de leurs produits. Cette première économie, si appréciable en notre temps

de réclames à outrance, a été un premier élément de baisse des prix de vente.

2° La *vente en gros* et par wagons complets, en réduisant les frais de livraison, contribue encore à diminuer ces prix.

3° Enfin l'accroissement de la production des usines a poussé les fabricants à *perfectionner* leur outillage et leurs procédés pour produire mieux et à meilleur compte; de là une troisième cause de baisse.

Les Syndicats de la Côte-d'Or s'adressent aux usines locales; pour la Côte-d'Or, l'usine des Engrais Chimique de l'Est et accessoirement l'usine Pastrie ont la clientèle de la plus grande partie des Syndicats (1). L'usine de Baulme-la-Roche, près Mâlain, fournit également beaucoup de plâtre.

Nous indiquons dans le tableau suivant la variation des prix des engrais les plus employés depuis leur introduction dans l'agriculture jusqu'à l'année 1898 et l'augmentation des quantités vendues.

Prix par 100 kilos en gare de Dijon :

Superphosphate minéral, 13/15 % acide phosphorique, soluble citrate.

1885. — Prix : 12 fr. » — Quantités : 500,000 kil.

1898. — — 6 fr. 50. — — : 15 millions de kil.

Engrais dosant 4 % azote et 10 % acide phosphorique.

1885. — Prix : 30 fr. » — Quantités : Néant.

1898. — — 15 fr. » — — : 100,000 kil.

Engrais pour vignes, 3 % azote, 7/9 % acide phosphorique soluble et 12 % potasse.

1885. — Prix : 30 fr. » — Quantités : Néant.

1898. — — 18 fr. » — — : 100,000 kil.

Soit une baisse de prix d'environ moitié, baisse

(1) Les Syndicats forment presque exclusivement la clientèle de ces usines. Sur 15 millions de kilogrammes d'engrais, 3 millions seulement vont à des acheteurs non syndiqués.

que les fabricants attribuent uniquement au développement d'affaires et à l'économie d'exploitation industrielle que procurent les Syndicats.

Avant 1883, époque à laquelle les engrais entrèrent peu à peu dans la pratique, ces tarifs avaient déjà beaucoup diminué. Le superphosphate minéral valait en 1863 de 30 à 35 fr. les 100 kilos, c'est-à-dire quatre fois plus qu'aujourd'hui, et sans garantie de dosage. (V. Rapport cité).

L'extension du commerce des engrais eut une conséquence inévitable : la mise en vente de produits falsifiés.

« On a vendu comme sulfate d'ammoniaque pur, « à des prix élevés, des sulfates extraits d'eaux provenant de l'épuration du gaz et renfermant des « cyanures nuisibles à la végétation; on a sophistiqué le nitrate de soude avec divers chlorures et « divers sulfates de faible valeur; on a falsifié les « phosphates des Ardennes au moyen de sables verts « ou de schistes. Le sang, le guano, les tourteaux « n'ont pas échappé à la fraude (1) ».

Enfin les acheteurs ont été trompés par une fausse indication du titre ou de la proportion des éléments utiles, par la fausse origine des substances fournies, par le mouillage, etc...

L'article 423 du Code pénal punit seulement la tromperie sur la *nature* et la *quantité* des marchandises livrées; la loi du 27 mars 1851 punit en outre la *tentative* de tromperie sur la *quantité*; et la loi du 23 juin 1857 atteint ceux qui usent de marques contrefaites ou contenant des indications de nature à tromper l'acheteur sur la *nature* du produit. Mais la

(1) *Pandectes françaises*. Répertoire général, v° Engrais.

tromperie sur la *qualité* de la marchandise n'est pas prévue par ces textes. Une loi était nécessaire pour enrayer la fraude; elle fut préparée par une commission d'agronomes, de chimistes, d'avocats et d'administrateurs et votée à la date du 27 juillet 1867 (1). Cette loi était incomplète : les prévenus pouvaient exciper de leur bonne foi, les vendeurs de seconde main échappaient à toute pénalité; de plus, le marchand n'étant pas tenu de garantir sur facture le dosage du produit livré, l'acheteur était dans l'impossibilité de faire constater la fraude. Un nouveau projet de loi déposé par MM. Méline, J. Ferry, Martin-Feuillée et Waldeck-Rousseau le 22 décembre 1885, devint la loi du 4 février 1888; elle est complétée par le décret du 10 mai 1889.

La loi de 1888 punit la tromperie ou la tentative de tromperie sur la nature, la composition, le dosage, la provenance, la qualification, la quantité et la marque des engrais (2).

Le décret du 10 mai 1889 a complété d'une façon très minutieuse les dispositions de la loi. Il contient un véritable traité d'analyse chimique des engrais et donne les indications nécessaires à la prise des échantillons en cas de contestations entre acheteur et vendeur.

Les Syndicats agricoles de la Côte-d'Or profitent largement de la protection légale, et les Présidents

(1) *Moniteur universel* des 28 avril, 7 mai et 23 juillet 1867.

(2) Tout marchand d'engrais est désormais tenu de faire connaître à l'acheteur « la provenance naturelle ou industrielle de l'engrais ou de l'amendement vendu et sa teneur en principes « fertilisants » (art. 3). Ces indications doivent figurer soit dans le contrat de vente, soit dans le double de commission délivré à l'acheteur au moment de la vente, soit dans la facture remise au moment de la livraison.

de Syndicats, ou les membres désignés, contrôlent toujours la qualité des engrais livrés avant de les accepter. Quelques Syndicats (Genlis, Beaune, etc.), ont publié des « Notes sur l'analyse des engrais et la prise des échantillons » pour indiquer à leurs membres la façon de procéder et les mettre en garde contre les fraudes.

Conformément à la loi précitée, les échantillons sont prélevés au lieu de livraison, c'est-à-dire à la gare d'arrivée (art. 5 du décret). Les échantillons doivent être prélevés contradictoirement par les parties. Si le vendeur refuse d'assister à la prise d'échantillons ou de s'y faire représenter, il y est procédé, à la requête et en présence de l'acheteur ou de son représentant, par le maire ou le commissaire de police du lieu de la livraison.

Les échantillons sont toujours pris en trois exemplaires; chacun d'eux est enfermé dans un vase en verre ou en grès verni, immédiatement bouché avec un bouchon de liège sur lequel le magistrat qui aura procédé à la prise d'échantillons attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau. Une étiquette engagée dans le cachet porte le nom de l'engrais ou amendement, la date de la prise d'échantillon et le nom de la personne qui requiert l'analyse.

Des trois exemplaires, l'un est remis ou envoyé au vendeur, l'autre est transmis à un chimiste expert pour servir à l'analyse, le troisième est conservé en dépôt au greffe du tribunal de l'arrondissement pour servir, s'il y a lieu, à de nouvelles vérifications et analyses. (Art. 9).

A chaque prise d'échantillons un procès-verbal doit être dressé par ceux qui y ont procédé; l'art. 8 indique les mentions qu'il doit contenir.

L'expertise suit la marche ordinaire des expertises judiciaires, sauf quelques détails d'importance secondaire pour lesquels nous renvoyons au texte du décret.

En pratique, les Syndicats n'observent pas complètement les prescriptions légales pour la prise des échantillons, et les simplifient beaucoup. A la gare d'arrivée, l'acheteur seul, en présence de deux employés du chemin de fer, ou de deux témoins quelconques, prélève trois échantillons; le chef de gare, ou le maire, en reçoit un en dépôt, le second est envoyé à l'analyse et le troisième resté entre les mains de l'acheteur pour servir à de nouvelles vérifications, s'il en est besoin; des étiquettes collées sur les flacons cachetés indiquent la nature de l'engrais, la date de la prise d'échantillons, les noms des témoins, etc. Nous n'hésitons pas à reconnaître que ce mode de procéder est fort simple, moins long et plus économique que celui de la loi. Les marchands d'engrais sont les premiers à s'y soumettre. Cependant, les prescriptions légales ne sont pas exactement suivies, et nous croyons qu'il serait difficile d'engager un procès contre un fournisseur d'engrais qui se retrancherait derrière la loi de 1888 et le décret de 1889; la preuve de la tromperie ne pourrait en effet être faite que par les moyens ordinaires, et le plaignant perdrait ainsi tout le bénéfice de la loi de 1888.

Les analyses d'échantillons sont faites par la Station agronomique de Dijon. (V. doc. ann. V^o Station Agronomique).

Le marchand et l'acheteur peuvent encore convenir que le prix de l'engrais ne sera réglé qu'après analyse des éléments qu'il contient; ce mode d'achat est excellent et donne toute sécurité; le § 3 de l'arti-

cle 4 de la loi, complété par l'article 3 du décret du 10 mai 1889, le règlemente; le dosage de l'engrais n'est pas indiqué, mais le vendeur est tenu de mentionner le prix du kilogramme d'azote, d'acide phosphorique et de potasse. Un échantillon est prélevé au moment de la livraison et le prix de l'engrais est calculé d'après le dosage trouvé et suivant le tarif de vente des substances élémentaires.

Ce dernier système est suivi par la Société coopérative de l'Union des Syndicats Agricoles de Bourgogne et de Franche-Comté. Cette Union s'approvisionne à l'Usine des Engrais Chimiques de l'Est, (anciennement Bargy), par livraisons de 1,500,000 kilogrammes; elle a donc le plus grand intérêt à ne payer que le dosage effectif des produits; ce mode d'achat est particulièrement avantageux pour elle.

Nous avons dit que l'achat en gros des engrais était une source d'économies pour les Syndicats; comment peut-on déterminer le chiffre exact des commandes à faire?

Deux systèmes également bons sont appliqués par les Syndicats de la Côte-d'Or.

1^o Les syndiqués doivent, dans un certain délai, indiquer *exactement* les espèces et quantités d'engrais qu'ils désirent. Le trésorier centralise les commandes et les réunit en une seule au nom du Syndicat; la livraison est faite au Syndicat par wagons ou sacs complets qui sont ensuite détaillés par le trésorier suivant les demandes qu'il avait enregistrées. L'inconvénient de ce mode de procéder est facile à comprendre: les cultivateurs sont obligés d'indiquer longtemps à l'avance un chiffre qu'ils ne connaissent que d'une façon très approximative; il arrivera que la quantité demandée sera insuffisante, ou bien, au

contraire, dépassera les prévisions du syndiqué : dans les deux cas, les intérêts du cultivateur sont atteints, il n'est pas libre de proportionner exactement la dépense d'engrais à ses besoins. La plupart des Syndicats font leurs achats suivant cette première méthode.

2° Le second système, appliqué depuis longtemps à Châtillon par M. Maître (1), s'adapte mieux aux besoins des agriculteurs.

Le Syndicat évalue la quantité probable d'engrais nécessaire aux syndiqués, l'achète pour son propre compte et la dépose dans un magasin spécial où les intéressés viennent s'approvisioner. Les cultivateurs peuvent donc acheter au magasin la quantité exacte d'engrais dont ils ont besoin, et même procéder par petits achats successifs suivant les circonstances. Le Syndicat est donc acheteur en gros pour son compte et détaillant, mais au prix de gros, pour ses membres.

Cette solution, avantageuse pour les cultivateurs, offre en pratique une grave difficulté pour l'administration du Syndicat. Pour la bonne marche d'un magasin d'engrais, comme celui de Châtillon, par exemple, il faut un fonds de roulement d'environ 1,500 francs ; où trouver cette somme ? En fait, les Syndicats à magasin d'engrais, — comme les Syndicats à magasins d'épicerie, — ont recours à la complaisance des membres disposés à faire quelques avances ; peu à peu, au moyen d'un tant pour cent prélevé sur les livraisons, ces avances sont remboursées et le Syndicat fonctionne avec un fonds de roulement qui lui est propre ; mais combien d'années

(1) Le même système fonctionne à Aiserey.

sont nécessaires pour arriver à ce remboursement (1) !

Nous sommes partisan des petits Syndicats communaux, — nous expliquerons pourquoi dans le chapitre suivant, — et nous croyons que ce mode d'achat, malgré son excellence, leur est impossible ; dans un petit village on ne trouverait pas les sommes nécessaires à l'établissement d'un magasin. A côté des petits Syndicats, il faudrait deux ou trois grandes Sociétés coopératives chargées du service d'achat et de vente des engrais, et faisant bénéficier les cultivateurs des avantages des magasins d'engrais sans leur enlever le profit matériel, et surtout moral, du groupement par commune ; nous reviendrons sur cette idée.

2^e Achats de machines, semences, etc.

On doit aux Syndicats agricoles non seulement la baisse des prix des engrais, mais encore celle de l'outillage agricole.

Le perfectionnement des procédés de culture, le besoin d'une rapidité plus grande des opérations purement mécaniques, ont eu pour conséquence l'emploi des machines agricoles. Les semoirs, par exemple, font une besogne plus rapide et plus économique que la main de l'homme, et c'est la première machine que les Syndicats se procurent.

Cherchant à vulgariser l'outillage mécanique perfectionné, les Syndicats forment la meilleure clientèle

(1) La constitution du fonds de roulement est d'autant plus difficile que les syndiqués ne paient pas au comptant, mais à 3 mois et très irrégulièrement.

pour le constructeur; il doit donc se l'attacher en fournissant au plus bas prix des instruments parfaits.

L'industrie de l'outillage agricole a réalisé de grands progrès, dus en grande partie à l'émulation que les concours institués par les Syndicats et les Comices ont excitée entre les maisons de construction.

Certaines machines, comme les semoirs, les moissonneuses, les râpeaux, qui au début étaient lourdes et d'un prix très élevé, sont aujourd'hui des merveilles de mécanique et coûtent des sommes modérées. Les frais d'entretien et de réparations, autrefois considérables, sont actuellement insignifiants grâce aux pièces numérotées et interchangeables. Les grands Syndicats agricoles, — celui de l'Auxois, par exemple, — ont toujours une provision de pièces de rechange pour remplacer celles qui s'usent ou se perdent le plus facilement, et ainsi les réparations sont faites rapidement et à peu de frais.

En justifiant de leur qualité de membres d'un Syndicat, les cultivateurs obtiennent des constructeurs des remises importantes (1). En parlant des améliorations dues aux Syndicats agricoles, nous expliquerons que non seulement ces associations obtiennent pour leurs membres des prix de faveur, mais encore qu'elles se rendent acquéreurs des machines très coûteuses, comme les battoirs à vapeur, et les mettent à la disposition des syndiqués moyennant une faible rémunération.

Les semences sélectionnées, dont l'emploi est à peu

(1) Les râpeaux coûtent de 300 à 350 francs; ils sont livrés aux Syndicats avec des remises allant de 10 % à 35 %. — Les semoirs coûtent de 300 à 1,300 francs, suivant les systèmes; remise de 15 % à 20 % aux Syndicats. — Les moissonneuses coûtent environ 1,100 francs; remise 20 %.

près général aujourd'hui, sont aussi vendues aux syndiqués dans des conditions de prix et de qualité très avantageuses. L'achat en gros et l'importance de la clientèle obligent les fournisseurs à livrer leurs marchandises à bas prix sans porter atteinte à la qualité. Pour les plants de vigne, il en est de même.

Les animaux reproducteurs sont directement importés des pays d'origine; un grand nombre de Syndicats (Dijon, Fontaine-Française, Pontailler, Seurre, etc.) envoient chaque année en Bretagne et en Suisse une commission chargée d'acheter des animaux reproducteurs qui sont ensuite livrés aux syndiqués soit de gré à gré, soit aux enchères; les frais de transport et de douane sont très souvent payés par la caisse syndicale (Pontailler).

Certains Syndicats, — celui de l'Auxois, par exemple, — ont en Bretagne et en Suisse des fournisseurs attitrés dont la loyauté leur est connue. Les demandes d'achat des Syndiqués sont centralisées par le trésorier, et, lorsqu'elles atteignent un chiffre suffisant, l'expédition est faite par wagons complets. On réduit ainsi les frais de transport au minimum; mais dans les cas pressants, pour remplacer l'unique vache d'un cultivateur, l'envoi est demandé aussi rapidement que possible, sauf à l'acheteur à payer les frais de transport.

3° Achats de marchandises diverses.

Quelques Syndicats agricoles ont étendu leurs achats aux objets d'un usage courant, tels que les articles d'épicerie et de mercerie, et créé des magasins de dépôt. Ce sont de véritables Coopératives de consommation auxquelles nous consacrerons notre quatrième partie.

§ 2. — VENTES DIRECTES.

Remédier à la mévente de certains produits ou à la baisse exagérée des cours par le groupement des offres et la garantie d'authenticité, par la recherche de débouchés nouveaux, par la suppression des intermédiaires inutiles, par un courant de transactions directes à créer entre producteurs et consommateurs, tel a été le programme des Syndicats agricoles (1).

Mais comme le Syndicat ne peut opérer commercialement, prendre et recevoir des engagements fermes, traiter pour des disponibilités assurées, qu'il doit, en un mot, se limiter au rôle d'un bureau de renseignements placé entre le vendeur et l'acheteur, on a eu l'idée d'annexer aux Syndicats des institutions remplissant le rôle d'intermédiaires (2). Ce sont les offices de vente, les dépôts d'échantillons, l'entente avec un courtier spécialement chargé de rechercher les débouchés et de négocier les transactions, les expositions collectives de produits agricoles et les marchés.

Les Syndicats agricoles de la Côte-d'Or ont beaucoup à faire sous le rapport de l'organisation des ventes.

(1) Comte DE ROCQUIGNY. *La Coopération de production*, p. 129.

(2) Le Congrès national des Syndicats agricoles, tenu à Angers les 20, 21 et 22 mai 1895, avait émis le vœu suivant : « Que les grandes administrations de l'État s'approvisionnent exclusivement de denrées agricoles auprès des producteurs français, et que les associations et coopératives agricoles soient régulièrement convoquées à ces adjudications. — Que des Sociétés coopératives agricoles, autant que possible régionales, soient créées dans les divers centres de la France et que les Sociétés coopératives de consommation s'approvisionnent régulièrement dans les entrepôts de ces sociétés, appelées à devenir les docks de l'agriculture nationale ». — Comte DE ROCQUIGNY, *op. cit.*, p. 130.

1^o *Vins*. — Des *marchés* aux vins ont été créés par les Syndicats de Meursault et de la Côte dijonnaise.

L'*Union des Sociétés viticoles de la Côte-d'Or* comprenant neuf Syndicats organise des *expositions* de vins et d'eaux-de-vie, soit aux différents Concours agricoles, soit aux grandes expositions. La dégustation des vins aux marchés et aux expositions est toujours gratuite.

Les Syndicats de Meursault et de Gevrey ont des courtiers spéciaux pour la vente des vins fins et ordinaires.

2^o *Céréales et fourrages*, etc. — Les Syndicats de Bligny-sur-Ouche, Jallanges, Seurre, de l'Auxois ont facilité à leurs membres la vente de toutes sortes de produits, blé, pommes de terre, foin, etc., en traitant directement avec les consommateurs. Les Syndicats de Nuits et de la Côte dijonnaise vendent des plants américains.

3^o *Laines*. — Le Syndicat de Châtillon avait entrepris d'organiser la vente des laines pour éviter les manœuvres des spéculateurs. Malheureusement le mauvais vouloir des propriétaires de troupeaux et certaines difficultés d'application ont empêché la réussite du *Syndicat des laines du Châtillonnais* qui n'a duré qu'un an.

Les marchés aux laines existent déjà à Reims, à Paris, à Chartres, à Amagne (Ardennes) et Luz-Saint-Sauveur (Hautes Pyrénées); ils donnent d'excellents résultats. L'expérience malheureuse faite à Châtillon n'est donc pas décisive, et lorsque les idées de coopération seront mieux comprises dans les campagnes, le Syndicat des laines pourra reparaitre et rendre les plus grands services.

4° *Houblons*. — Le Syndicat des Houblons de Bourgogne, fondé le 2 avril 1887 à Dijon, voulait également soustraire les planteurs de houblons aux pertes que chaque année les courtiers leur font subir par les hausses factices suivies de baisses (1).

Les planteurs syndiqués, dont la marchandise était « reconnue de bonne qualité et bien conditionnée, » avaient droit au plomb et à la marque du Syndicat. Un courtier spécial, intéressé au bon fonctionnement du Syndicat par un tant pour cent (3 %) sur les ventes faites et une commission de vente de 3 francs par 50 kilogrammes, était tout à la fois intermédiaire pour les opérations commerciales et garant de la solvabilité des acheteurs. Il versait une caution de 1,200 francs, plus un franc par hectare de houblonnières appartenant aux syndiqués.

Les propriétaires restaient libres de vendre directement leur houblon à d'autres courtiers, mais sans plomb ni marque du Syndicat.

Ce Syndicat n'a pu fonctionner ; son échec est dû tout à la fois à l'inertie des syndiqués et à la banqueroute du courtier chargé de la vente. La liquidation du courtier et les fonds de la caisse syndicale n'ont pu faire face à leurs engagements et rembourser tous leurs créanciers. Le Syndicat des houblons n'est pas dissous, il a encore une existence légale qui permet à ses créanciers de lui intenter des actions en paiement ; mais, en fait, sa mort remonte à plusieurs années.

La mauvaise impression produite par cet insuccès est encore vive et empêchera de renouveler avant quelque temps toute tentative du même genre.

(1) V. *Journal d'agriculture pratique*, 1892, 26 mai, p. 757.

SECTION III

Crédit mutuel agricole.

Les Syndicats de la Côte-d'Or font preuve de beaucoup d'indifférence pour l'organisation du crédit agricole. Les Caisses d'Aiserey, de Genlis, de Pouilly-en-Auxois et de Selongey dépendent seules des Syndicats de ces localités ; les Caisses de Beurizot, Maconge et Saint-Seine-sur-Vingeanne sont des créations indépendantes.

Dans la deuxième partie, nous exposerons en détail l'organisation du Crédit agricole.

SECTION IV

Assurances mutuelles.

Les Sociétés d'assurances mutuelles sont peu nombreuses dans le département ; les Sociétés d'Aignay (grêle), de Laignes (mortalité du bétail), et de Saint-Jean-de-Losne (mortalité du bétail), représentent seules ce genre d'associations et sont des annexes des Syndicats locaux. La troisième partie est réservée à leur étude.

SECTION V

Arbitrage.

Les Syndicats agricoles ne pouvaient, sans faillir à leur mission, se désintéresser des discussions et des procès engagés par les sociétaires. Ce sentiment de fraternité et de solidarité humaines que l'on veut réveiller s'accommode mal de toutes les prétentions

plus ou moins fondées sur lesquelles les paysans édifient d'interminables chicanes. Réconcilier les plaideurs, leur donner des conseils et leur éviter des frais de justice, c'est le devoir de tout président de Syndicat désireux de voir régner la bonne harmonie parmi les syndiqués.

Beaucoup de Syndicats ont donc créé l'arbitrage, sinon officiellement, du moins officieusement.

Les Syndicats d'Aiserey, de Châtillon, de la Côte dijonnaise, de Gevrey, d'Is-sur-Tille, de Pontailler, de Semur, de Seurre, en un mot, tous les Syndicats, à des degrés divers, donnent à leurs membres les renseignements propres à les éclairer et à ramener le bon accord.

Le président du Syndicat est l'arbitre généralement choisi pour trancher les différends. Ce rôle de magistrat librement élu, dont l'autorité morale fait la seule force, n'est-il pas le plus beau et le plus enviable ?

SECTION VI

Achat de matériel pour l'usage commun des associés.

Certaines machines trop coûteuses ou d'un usage exceptionnel sont d'une acquisition fort onéreuse pour les petits cultivateurs; certains Syndicats ont acheté ces machines pour leur propre compte et les prêtent ou les louent aux sociétaires.

Quelques Syndicats se sont même constitués dans le seul but de se procurer un matériel commun.

Le type le plus connu (1) est le syndicat de battage

(1) Les laiteries coopératives existent dans la Haute-Saône, mais la Côte-d'Or n'en compte encore aucune.

des grains, représenté dans la Côte-d'Or par le Syndicat agricole de Jallanges et Trugny, près de Seurre. (Cette Société a reçu une médaille d'argent au concours du Musée Social). Son but est l'acquisition du matériel nécessaire au battage à vapeur.

Un matériel de battage coûte de 5,000 à 10,000 fr. ; il réalise une économie de travail très sensible, mais son prix élevé en interdit l'emploi aux petits propriétaires. Un grand nombre d'entrepreneurs transportent leur matériel de commune en commune et le louent aux cultivateurs. Mais l'entreprise de battage offre deux inconvénients : les tarifs sont assez élevés, et les cultivateurs ne peuvent pas faire battre à l'époque qui leur conviendrait le mieux, parce qu'ils sont obligés de saisir le moment du passage de la batteuse. Le Syndicat permet d'assurer aux sociétaires l'économie de travail et l'indépendance.

Fondé le 20 août 1890, le Syndicat de Jallanges possède aujourd'hui deux battoirs à vapeur.

Le matériel de battage, dirigé par un mécanicien, est mis à la disposition des syndiqués moyennant 3 francs l'heure pendant la morte saison, et 3 fr. 50 pendant la période active ; les entrepreneurs demandent généralement de 4 francs à 4 fr. 50 (1) ; il y a donc une économie de 1 franc par heure. Les machines du Syndicat battent de 2,000 à 2,500 gerbes à l'heure.

(1) Les entrepreneurs louent soit à l'heure, soit à la journée, et possèdent trois sortes de machines : les machines à grand rendement, les machines à rendement moyen et les machines à petit rendement mues par un cheval ou « tripoteuses ». Les entrepreneurs préfèrent louer les machines à moyen rendement parce qu'elles leur procurent plus de bénéfices : elles font en deux jours l'ouvrage fait en un seul par une machine à grand rendement. Ces deux journées à 45 francs, soit 90 francs, coûtent au cultivateur 30 francs de plus que l'unique journée à 60 francs de la machine à grand rendement.

L'achat des battoirs a été fait au moyen d'un emprunt couvrant les deux tiers de la somme. Le produit du battage a permis d'amortir l'emprunt et le solde de l'achat en moins de trois ans; le tarif pourra donc être encore abaissé au minimum nécessaire pour l'entretien et le remplacement du matériel.

Ce Syndicat achète les engrais et les machines agricoles pour le compte de ses sociétaires; il se procure également en gros le charbon nécessaire aux locomobiles.

D'autres Syndicats, sans être, comme celui de Jallanges, constitués spécialement en vue du fonctionnement d'un matériel agricole commun, ont mis certaines machines et instruments à la disposition de leurs membres.

Les Syndicats de Fontaine-Française, Pontailler, Aiserey, ont des semoirs; les Syndicats agricoles de la Côte dijonnaise, de Labergement, etc., possèdent des pulvérisateurs pour le sulfatage du mildew; le Syndicat viticole de la Côte dijonnaise prête aux vignerons son calcimètre et son ébullioscope Salleron.

Cette propriété collective des associés est un premier pas vers la coopération appliquée aux travaux des champs; les économies qu'elle entraîne dans la production et que la pratique, encore rudimentaire, met en évidence avec tant de force, en font l'une des idées les plus fécondes en heureux résultats pour l'agriculture.

SECTION VII

Améliorations dues aux Syndicats.

On doit aux Syndicats un grand nombre d'améliorations dont nous ne pouvons, faute de place

et de compétence suffisante, donner qu'un léger aperçu.

La production végétale a subi de profondes modifications au point de vue des modes de culture et des espèces cultivées. L'usage des engrais est devenu plus précis ; les nitrates et les phosphates, par exemple, ne sont plus, comme au début, employés indistinctement.

Le blé mieux cultivé rend 16 hectolitres au lieu de 12 à l'hectare. Une suite d'expériences a fait rejeter certaines espèces inférieures et permis d'obtenir des semences et des plants sélectionnés pour le blé, l'avoine, la pomme de terre, etc.

Certaines cultures nouvelles, le tabac (région de Beaune et d'Auxonne. V. doc. ann. V^o Tabac), l'asperge (région de Seurre et de Saint-Jean-de-Losne), la betterave sucrière (région d'Auxonne, Genlis, Les Maillys, Pontailler) ont été introduites ou perfectionnées par les Syndicats agricoles.

Les animaux de ferme ont eux-mêmes subi l'influence bienfaisante du progrès agricole. Les animaux reproducteurs directement importés des pays d'origine ont amélioré les races locales.

Tels sont, à peine entrevus dans ce rapide coup d'œil, les progrès dont la Côte-d'Or est redevable à ses Syndicats agricoles, ou plus exactement aux hommes compétents qui les dirigent (1).

Ces hommes sont malheureusement en trop petit nombre, et, si les Syndicats ne s'étendent pas avec plus de rapidité, il faut en accuser surtout les propriétaires ruraux, dont l'indifférence et l'esprit routi-

(1) Les Syndicats de Genlis, Jallanges, de la Côte dijonnaise et d'Aiserey ont remporté des prix au concours du Musée Social.

nier s'accommodent mal des habitudes de dévouement
et d'initiative exigées par la devise des coopérateurs :
« Tous pour un, chacun pour tous. »

CHAPITRE III

Examen critique et réformes

La composition et le fonctionnement des Syndicats de la Côte-d'Or nous fournissent la matière de quelques critiques d'une portée générale. Ces critiques s'adressent au mode de recrutement des Syndicats, — aux actes de commerce, — au rôle de ces sociétés.

SECTION PREMIÈRE

Recrutement des Syndicats.

L'article 2 de la loi du 21 mars 1884 pose le principe suivant : les syndicats doivent comprendre des personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés.

I. — La nécessité d'une profession exclut des Syndicats les personnes qui n'ont pas de profession proprement dite, bien qu'ayant des intérêts communs, comme les locataires, les rentiers et les étudiants. Ce n'est pas sur cette nécessité d'une profession, — point qui ne semble pas contestable, — que nous voulons discuter, mais sur la question de savoir si la qualité de propriétaire non exploitant est suffisante pour faire partie d'un Syndicat agricole. Ce point offre un grand intérêt puisque beaucoup de syndiqués ne cultivent pas le plus petit lopin de terre.

M. Sénart, président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris, a présenté en 1885, au Conseil de la Société des agriculteurs de France, un rapport où cette question est traitée d'une manière définitive (1).

« *A priori*, dit M. Sénart, l'hésitation ne paraît pas possible. En effet, dans l'article 3, le législateur en autorisant les associations professionnelles leur a proposé, comme leur objet exclusif, l'étude et la défense des intérêts économiques qui sont communs à leurs membres. Or, parmi ceux qui touchent l'étude et la défense des intérêts agricoles, en est-il qui y aient une part plus considérable que les propriétaires, même non exploitants ? Leur fortune en capital, leur richesse en revenu ne sont-elles pas directement attachées à la terre, à la valeur, à la qualité, à la quantité des fruits à en tirer ? Et dès lors, dans les questions qui ont trait à l'état des fonds ruraux, à la protection de leurs produits, à la fixation des taxes douanières, à la quotité, à l'assiette, à la répartition des impôts, à l'organisation du crédit agricole, à l'enseignement du crédit agricole, qui, plus qu'eux, peut prétendre y être intéressé d'une manière plus stable et plus permanente ? »

On soutient que le mot « profession » a un sens très étroit et que le possesseur de terres louées à prix d'argent n'a pas de profession comme l'exige la loi. On pourrait déjà, en se tenant dans l'interprétation purement grammaticale, soutenir que le mot *profession* s'entend de tout état, de tout emploi, de toute condition ; que l'état, la condition de pro-

(1) Rapporté en entier dans BOULLAIRE : *Manuel des Syndicats professionnels agricoles*, p. 39.

« propriétaire de terres, qui les loue pour une exploitation agricole, est par ce fait une profession qui se rattache à l'agriculture et qui lui ouvre l'accès aux Syndicats.

« Mais, en plus, les mots doivent être expliqués selon la matière dans laquelle ils sont employés, *secundum subjectam materiam*. La loi de 1884 statue en matière économique. D'après la doctrine économique, il n'est personne qui n'ait un rôle, une fonction; et dans l'économie sociale quel rôle, quelle fonction assigner au propriétaire qui, ayant réuni, assemblé des terres, de manière à en former un corps d'exploitation, livre cet instrument de travail pour en faire sortir les productions qu'il doit donner ? Dans quel ordre de profession le ranger si ce n'est dans celle des producteurs agricoles ?

« Propriétaires non exploitants, fermiers et métayers ont un même intérêt économique; donc ils ont même qualité pour entrer ensemble dans un même Syndicat. » C'est aussi notre opinion (1).

La même question se présente à propos de l'instituteur et des professeurs d'agriculture : peuvent-ils faire partie d'un Syndicat agricole ?

Exercent-ils une profession agricole ? Non, certainement; ils ne sont pas plus agriculteurs, même dans une acception très large de ce mot, que les professeurs d'une école de commerce ne sont nécessairement commerçants; leur titre n'est pas suffisant pour les faire admettre dans un Syndicat, il faut qu'ils aient réellement les qualités exigées par la loi pour tous les sociétaires.

(1) En ce sens, v. Brv, *Législation industrielle*, p. 243.

M. Boullaire (1) fait une exception pour les professeurs d'agriculture parce que, dit-il, leur profession est connexe à l'agriculture. Sans doute, la connexité existe, mais la loi exige que les professions connexes concourent à l'établissement *de produits déterminés*. Il serait, croyons-nous, irrévérencieux et contraire à l'esprit de la loi, de qualifier l'enseignement agricole *de produit déterminé* !

Cette solution n'entraîne, du reste, aucun inconvénient pratique; elle n'empêche pas les Syndicats de profiter des leçons d'agriculture. Quant à l'instituteur, en fait, il est membre du Syndicat comme secrétaire rétribué et participe à tous ses avantages.

II. — Certains statuts de Syndicats débutent ainsi :

« Art. 1^{er}. Entre les propriétaires, cultivateurs, vignerons, etc... membres du Comice agricole du canton de... il est formé un Syndicat, etc... »

« Toute personne voulant faire partie du Syndicat doit au préalable se faire admettre comme membre du Comice agricole; et *tout membre du Comice est de droit membre du Syndicat* » (Laignes).

Ou bien :

« Art. 1^{er}. Le Comice, considérant les avantages que peuvent offrir aux cultivateurs les Syndicats agricoles ;

« Déclare instituer dans son sein, et sous sa direction, *au profit exclusif de ses membres*, un Syndicat agricole » (Fontaine-Française) (2).

(1) *Op. cit.*, p. 51.

(2) Nous citons Laignes et Fontaine-Française comme exemples, mais il existe un grand nombre d'autres Syndicats établis dans les mêmes conditions.

D'après quelques auteurs (1), les Comices agricoles et les Syndicats ne peuvent jamais se confondre « et « doivent demeurer distincts comme les lois qui les « régissent; » les statuts d'un Syndicat ne pourraient pas, comme dans les exemples cités, le désigner comme une annexe du Comice et lui assigner un rôle subordonné.

Cette opinion nous paraît absolument fondée; elle est d'une justification très facile (2).

Les Comices agricoles régis par la loi du 20 mars 1851 acceptent tous dans leur sein des personnes étrangères à l'agriculture; le Comice agricole de Laignes admet « les industriels... et les personnes « que des connaissances spéciales rattachent à l'agri- « culture » (art. 1^{er} des statuts du Comice), et celui de Fontaine-Française « ... les négociants et tous indi- « vidus, industriels, ouvriers ou autres..., ayant plus « ou moins directement intérêt à l'amélioration de « l'agriculture » (art. 2 des statuts). Faire entrer de droit dans un Syndicat agricole des industriels ou des négociants, c'est violer l'article 2 de la loi de 1884, en introduisant dans ces Sociétés des individus qui n'exercent pas une profession agricole dans les termes précisés par cette loi. Les Syndicats où les membres des Comices agricoles sont inscrits de droit ne sont donc pas régulièrement constitués et tombent sous l'application des peines édictées par l'article 9 de la loi du 21 mars 1884.

(1) BOULLAIRE. *Op. cit.*, p. 60.

(2) Nous ignorons les motifs invoqués par M. Boullaire dans son ouvrage; son opinion est exprimée sous forme d'une simple affirmation non motivée.

SECTION II

Actes de commerce des Syndicats.

Quelques Syndicats, notamment dans les régions de Semur et de Châtillon, se livrent à des actes de commerce en exploitant des magasins de vente et des dépôts de marchandises; ce genre d'opérations sort complètement de leurs attributions.

Pour ne pas scinder la discussion juridique et économique à laquelle ces Syndicats donnent lieu, nous la renvoyons à la quatrième partie de ce travail; elle sera mieux à sa place dans l'étude des Coopératives, puisque les Syndicats incriminés fonctionnent comme Sociétés coopératives de consommation.

SECTION III

Rôle des Syndicats. — Les grands et les petits Syndicats.

Faut-il donner la préférence au grand Syndicat régional ou au petit Syndicat local? Le grand Syndicat a pour lui la puissance et protège plus efficacement les intérêts de ses membres. Mais, d'autre part, les petites associations sont mieux à la portée des masses rurales et gagnent en utilité ce qu'elles perdent en étendue.

Comment résoudre ce problème souvent discuté?

Examinons de plus près le but que doit poursuivre le Syndicat agricole. Nous le résumons dans cette formule : « L'union de tous ceux qui ont des intérêts

« professionnels similaires pour la défense des intérêts matériels et moraux du groupe ».

Les intérêts matériels ont été jusqu'ici l'unique préoccupation des Syndicats, mais ce serait une injustice de leur en faire un reproche. Offrir les plus grandes facilités pour acheter en commun avec économie les engrais et les machines était le plus sûr moyen de pousser les cultivateurs, généralement insensibles aux considérations de pure morale, à se grouper en Syndicats. Cette partie commerciale du rôle des Syndicats est en quelque sorte l'appât qui doit leur attirer des adhérents.

Mais ce groupement, formé à l'origine pour la satisfaction des seuls intérêts matériels, doit accomplir la seconde partie de son programme et se préoccuper des intérêts moraux des associés (1); cette seconde catégorie d'intérêts apparaîtra d'elle-même et sera le résultat d'une évolution lente à laquelle toute association est soumise.

Le contact inévitable que crée une Société entre ses membres, leur apprend à mieux se connaître et l'indifférence se transforme souvent en estime; l'utilité

(1) « Les Syndicats, tout en rendant des services matériels considérables, produisent, au point de vue social, des effets plus merveilleux encore; rapprochant les classes rurales, rétablissant la paix sociale dans les campagnes, ils amèneront la diminution des divisions politiques. Les Syndicats sont, pour la démocratie rurale, un moyen d'éducation qui la forme à la gestion d'intérêts collectifs beaucoup plus importants ». — (Comte de ROCQUIGNY. — *Syndicats agricoles*).

« Les Syndicats agricoles, dit M. de Mun, seront un puissant moyen de défense si, outre leur rôle économique, ils élargissent leur action afin de grouper les cultivateurs autour d'un programme déterminé et de les habituer à conquérir, d'une entente commune, le respect de leurs droits, la garantie de leurs intérêts et la représentation légale de leurs droits ».

purement matérielle de l'association se révèle enfin clairement comme une conséquence directe de l'union morale de ses membres, et le Syndicat devient progressivement « une famille ».

C'est la restauration de cet esprit de famille qui fera produire aux Syndicats leur maximum d'utilité en les formant à l'image des anciennes corporations si fortement unies et si puissantes.

Mais le Syndicat agricole ne sera véritablement une famille que s'il est mixte et communal.

Le Syndicat agricole sera mixte, il se composera de propriétaires, de fermiers et d'ouvriers agricoles, parce que forts et faibles doivent se soutenir mutuellement et unir en vue du bien commun les efforts qu'ils font chacun dans leur sphère sociale ; l'inégalité des conditions ne peut pas être supprimée, elle est essentiellement humaine ; vouloir égaliser les conditions est aussi absurde et aussi impossible que vouloir donner le même nombre de dents à toutes les roues d'une montre. Et de même que le mécanisme d'une montre doit être composé de rouages de dimensions très différentes, mais concourant tous au même but, de même les groupes sociaux doivent renfermer des hommes de toutes conditions coordonnant leurs efforts pour une fin commune qui est le bien de tous. Le Syndicat mixte peut, mieux que les Syndicats exclusivement ouvriers ou patronaux, agir pour le bien commun, puisque seul il réunit les éléments formant un tout complet.

La grande industrie réalise difficilement le Syndicat mixte, tandis que dans l'agriculture les Syndicats purement ouvriers sont une exception. Les socialistes cherchent à développer les Syndicats d'ouvriers agricoles pour introduire un nouvel élément de division

et en tirer profit pour eux-mêmes. Les Syndicats de bûcherons sont une tentative de ce genre (1), et il y a tout lieu de craindre que les ouvriers vigneron de la Côte, aujourd'hui nombreux, ne suivent cet exemple. Réunir les patrons et les ouvriers, leur faire sentir qu'ils ont le plus grand intérêt à se soutenir mutuellement, c'est le seul moyen d'éviter l'ingérence des meneurs socialistes dans les affaires de l'agriculture et d'empêcher sa ruine (2).

Voilà pourquoi le Syndicat agricole sera mixte (3).

(1) Les ouvriers bûcherons, pour obtenir des relèvements de salaires, ont créé les Syndicats d'Argilly (1894), de Corcelles-les-Cîteaux (1893), de Pagny-le-Château (1894) et de Villiers-le-Duc (1893).

(2) « Après avoir fait la conquête des ouvriers de l'atelier et « de la grande industrie, les socialistes se sont tournés vers les « masses rurales : cette sollicitude du parti socialiste pour le « paysan est d'origine récente ; il n'y a pas bier longtemps encore, « M. Guesde dénonçait les paysans comme « les souteneurs du « passé contre l'avenir » et les accusait d'avoir mis fin à toutes « les tentatives d'émancipation du prolétariat des grandes villes, « notamment à la Commune de 1871. On ne pouvait cependant « traiter par le dédain une catégorie sociale aussi nombreuse, et « le parti socialiste, avec cet esprit de suite et de méthode qui « sont les secrets de sa force, s'attela à une œuvre de propagande « qui, sans doute, n'a pas encore produit de grands résultats, « mais dont il serait dangereux de ne pas tenir compte dans « l'espérance que ces efforts demeureront toujours vains ». — C. BÉGUIN. — *Le Socialisme en France et en Angleterre*. — *Rev. encyclop. Larousse*, 18 février 1899, p. 130.

(3) « Je crois de plus en plus que c'est le Syndicat agricole « mixte qui pourra rendre inutile la création des Syndicats ou- « vriers qui figure dans le programme socialiste, mais il faut que « ces Syndicats deviennent de véritables institutions de progrès « économique et social, qu'ils franchissent les limites de leur « action un peu trop terre à terre et s'efforcent d'organiser la « coopération de production, de consommation et le crédit agri- « cole, la prévoyance et l'assistance, car c'est ainsi seulement « qu'ils grouperont autour d'eux, par les services rendus, les « petits cultivateurs et les ouvriers ruraux, en les arrachant à la « séduction du programme collectiviste ». C^{te} DE ROCQUIGNY.

Le Syndicat agricole mixte sera communal, parce que, dans la plupart des cas, il se prête mieux à l'entente sur les intérêts agricoles, à la satisfaction de ces intérêts et à la création des institutions de crédit et d'assurances.

Le Syndicat communal peut seul être vraiment mixte, se composer de propriétaires, de fermiers et d'ouvriers. Le Syndicat cantonal est déjà trop étendu, les membres ouvriers ne peuvent pas assister facilement aux réunions qui ont lieu en dehors de leur village, ils se désintéressent du fonctionnement du Syndicat et perdent tous les avantages de l'association.

Le Syndicat cantonal, — et à plus forte raison, le Syndicat d'arrondissement, — prend, par la force même des choses, un caractère « capitaliste » qu'il faut à tout prix éviter, si l'on ne veut voir aboutir les menées sourdes des socialistes qui cherchent à grouper le prolétariat agricole contre la propriété foncière.

Le seul remède à ce mal de demain, c'est de hâter le rapprochement du propriétaire, des fermiers et des ouvriers agricoles par l'organisation du Syndicat communal, qui étouffera dans le germe les éléments de division et ramènera l'union entre les classes agricoles.

Mais le Syndicat mixte communal ne produira ses heureux effets que si les propriétaires comprennent leur devoir, qui est en même temps leur plus grand intérêt, et consentent à prendre la tête de cette organisation. Il faut aussi que les « absentéistes » reviennent à la campagne et grossissent, dans la mesure de leurs forces, le nombre des hommes de cœur qui ne sont qu'une poignée et sans lesquels toute tentative d'union serait vaine.

« L'absentéisme consiste à enlever son cœur de la campagne, à être étranger aux souffrances, aux travaux et aux besoins de ceux au milieu desquels on vit; l'absentéisme qui tue les campagnes, ce n'est pas celui qui leur enlève quelques pièces d'or, c'est celui qui les prive d'une force, d'une intelligence, d'un cœur! (1) »

Les grands Syndicats devront donc être démembrés, le Syndicat viticole de la Côte dijonnaise, par exemple, et se fractionner en Syndicats communaux; les sections créées dans quelques localités ne remplissent pas le rôle du Syndicat,* elles rendent la direction plus compliquée en augmentant le nombre des rouages administratifs et ne favorisent pas l'union des classes comme un groupement autonome.

Mais, dira-t-on, le petit Syndicat ne dispose pas de moyens d'action aussi puissants que le grand Syndicat; les achats en commun, l'assurance mutuelle, la coopération, l'entente commune pour la défense des intérêts professionnels souffriront de ce fractionnement, de cet éparpillement, et si le paysan voit qu'il perd plus qu'il ne gagne à ce système, il s'inscrira au grand Syndicat.

Cette observation serait justifiée si nous ne nous hâtions d'ajouter que le petit Syndicat n'est que le premier degré d'une organisation plus vaste.

La loi de 1884 a prévu les Unions de Syndicats; ces Unions seront le second degré de notre système; elles assureront le fonctionnement des services généraux, la coopération de production et de consommation, l'assurance mutuelle régionale, le bureau des

(1) M. DURAND. — *Conférence sur les Caisses rurales*, p. 23.

renseignements, et tous les services qui doivent s'adresser à un vaste groupement.

Le Syndicat communal sera chargé de l'assurance-bétail, de la caisse rurale, du dépôt coopératif alimenté par la Société coopérative de l'Union, de la Société de secours mutuels et de tous les intérêts purement locaux.

Pour l'étude et la défense des intérêts professionnels, il serait formé une *Chambre d'agriculture* par arrondissement, ou au plus par département, composée des délégués (un ou deux) élus par les Syndicats locaux (1); ces Chambres seraient la représentation exacte de la véritable agriculture; elles pourraient être consultées avec le plus grand profit par le Parlement pour toutes les questions agricoles.

En résumé, voici, sous l'empire de ce système, comment serait organisé le département de la Côte-d'Or.

Les 717 communes du département créeraient environ 300 Syndicats locaux groupés en Unions d'arrondissement. Ces Unions seraient chargées des services suivants :

1^o Magasin coopératif qui serait l'entrepôt des magasins locaux.

(1) Il existe actuellement dans chaque arrondissement une Chambre consultative, composée d'autant de membres qu'il y a de cantons dans l'arrondissement, sans que le nombre de ces membres puisse être inférieur à six; ces membres sont nommés pour trois ans par le Préfet. (Décret du 25 mars 1852).

Cette représentation administrative de l'agriculture est d'une efficacité à peu près nulle et on a déposé depuis longtemps déjà un projet de loi tendant à recruter les membres de ces Chambres par l'élection; chaque canton serait représenté par deux membres. (V. Chambre des députés, 1889, doc. parl. n^{os} 203 et 1200).

2° Assurances contre l'incendie, la grêle, la gelée et les accidents agricoles.

3° Caisse de réassurance des mutuelles communales contre la mortalité du bétail.

4° Caisses régionales de crédit agricole.

5° Inspection des caisses rurales qui désireront bénéficier de ce service.

6° Exposition permanente des échantillons des produits que les Syndicats ont à vendre.

7° Concours et enseignement agricoles (conférences, etc.).

8° Bureau de renseignements commerciaux, juridiques et de technique agricole; arbitrage et expertise; placement des ouvriers.

9° Réunion de la Chambre d'agriculture.

En un mot, l'Union d'arrondissement serait l'âme de toutes les institutions d'intérêt général.

Le Syndicat communal aurait la direction :

1° Du dépôt coopératif confié, comme nous l'expliquerons, à l'épicier local, et directement approvisionné par le magasin de l'Union;

2° De l'assurance contre la mortalité du bétail;

3° De la caisse rurale de crédit agricole;

4° De la Société de secours mutuels;

5° Des machines syndicales (baltoirs, etc...);

On remarquera que nous limitons à l'arrondissement le rayon d'action du magasin coopératif; c'est une simple mesure de prudence destinée à empêcher la Coopérative de se transformer en Syndicat d'accaparement; nous pensons que la Coopérative d'arrondissement est assez puissante pour obtenir toutes les marchandises au plus bas prix et qu'il est inutile de favoriser les abus en l'étendant à un ou plusieurs départements.

Ce rôle, que devraient jouer les Unions, n'est pas un vain rêve, il est sanctionné par une expérience de plusieurs années faite par l'Union des syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté (1) ; cette Union a comme annexe une Coopérative chargée des services commerciaux de vente et d'achat, mais dont les opérations ne consistent encore qu'en fournitures d'engrais ; on se rappelle également que cette Union a inauguré dans la Côte-d'Or et les départements voisins le système des examens agricoles.

Fonder de nouvelles Unions et des Sociétés coopératives, sectionner les grands Syndicats en plusieurs Syndicats communaux, provoquer l'établissement de ces associations dans les localités où elles font défaut, donner la plus grande extension aux services annexes des Unions et des petits Syndicats, tel est l'avenir que nous entrevoyons, non seulement pour la Côte-d'Or, mais pour la France entière.

(1) Elle comprend 26 Syndicats.

DEUXIÈME PARTIE

LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER

Notions préliminaires. — Situation de la Côte-d'Or.

Ce n'est pas suffisant de faire connaître aux agriculteurs les procédés scientifiques et les améliorations qu'ils doivent introduire dans leurs cultures. L'application des nouvelles méthodes exige une mise de fonds considérable. « Les champs d'expériences « prouvent qu'on peut faire du blé avec de l'argent, « mais l'agriculteur préférerait le moyen de faire de « l'argent avec du blé. » La production intensive, telle qu'on la comprend aujourd'hui, nécessite, comme la production industrielle, des capitaux importants, et le crédit agricole est « le corollaire nécessaire de « l'agriculture scientifique ». Et même le cultivateur qui ne veut pas changer son mode d'exploitation est obligé de recourir à l'emprunt pour acheter des semences et du bétail. Ainsi, d'une façon générale, le crédit agricole s'adresse à toute l'agriculture, et plus spécialement à la petite agriculture.

En effet, le crédit agricole est plus particulièrement utile aux petits propriétaires ou fermiers. « Le crédit

« ne manque pas aux grands propriétaires, ni même
« aux fermiers qui offrent, par leur situation ou leur
« fortune personnelle, des garanties de premier ordre
« devant lesquelles toutes les caisses sont toujours
« prêtes à s'ouvrir. Mais l'immense majorité de la
« moyenne et de la petite culture sont restées en
« dehors de ce grand mouvement et n'ont pu sortir
« de leur état précaire faute de ressources suffi-
« santes (1). »

Le crédit agricole se présente donc avec un aspect très spécial et nécessite une organisation reposant sur d'autres bases que le crédit industriel et commercial.

En premier lieu, l'agriculteur doit attendre, pour rembourser les avances qui lui sont consenties, la vente de ses récoltes et des produits de son exploitation ; il lui faut nécessairement des *prêts de longue durée*, d'une année, et même, dans certains cas, — pour la reconstitution des vignes, par exemple, — de plusieurs années. En second lieu, les *garanties* offertes par le débiteur sont presque toujours purement morales, le crédit agricole « repose sur un acte de confiance dans la personne de l'emprunteur. » Le créancier ne peut avoir de garanties actuelles que dans « la valeur intellectuelle et morale, dans l'instruction professionnelle, dans la probité, l'ordre et l'économie du débiteur », puisque le mobilier agricole ne peut s'engager sans déplacement, et que, d'autre part, le remboursement du prêt repose sur une production à venir.

Ces deux caractères principaux du crédit agricole :

(1) *Exposé des motifs de la proposition de loi de M. Méline*, p. 4.

le prêt à longue durée et l'absence de garanties matérielles, interdisent aux banques ordinaires d'accepter la clientèle des cultivateurs. Les banques ne peuvent immobiliser leurs capitaux pendant de longues périodes, et de plus, elles sont incapables d'apprécier exactement la valeur des garanties morales de leurs débiteurs. Un jugement sur la personne de l'emprunteur ne peut être porté avec certitude que « par des « hommes vivant en quelque sorte d'une façon quotidienne avec lui, le connaissant à fond, sachant « bien quel emploi il fait du crédit qu'on lui accorde « et dans quelle mesure on peut le lui accorder. » En supposant que les banques puissent obtenir ces renseignements par des intermédiaires, encore faudrait-il que l'impartialité de ceux qui les donnent soit garantie par leur responsabilité personnelle, pour prévenir les complaisances trop faciles.

De ce rapide aperçu du problème du prêt agricole nous tirons cette déduction qui est le principe essentiel de toute banque agricole : on n'accorde du crédit qu'aux gens qu'on connaît bien, et pour se bien connaître il faut être voisins ; par conséquent la caisse agricole est nécessairement une *institution locale*, n'admettant comme sociétaires que les habitants d'un territoire très restreint.

L'organisation du Crédit agricole a fait en France de rapides progrès ; en quelques années seulement, un nombre important de Sociétés ont été fondées ; elles se rattachent à deux groupes :

1^o Les Sociétés mutuelles de crédit agricole, dites caisses Durand, du type allemand Raiffeisen (1) ;

(1) Il y a en France 732 Caisses Durand et environ 200 Caisses Méline.

2° Les Sociétés mutuelles régies par la loi du 5 novembre 1894, créées par les Syndicats, ou Caisses Méline.

Ces deux sortes de banques populaires ont un caractère commun : ce sont des sociétés à capital variable dont le but exclusif est de procurer à leurs membres le crédit nécessaire pour leurs exploitations.

Elles diffèrent en ce que dans les Caisses Méline la responsabilité de chacun est limitée à la part du capital qu'il a souscrite, tandis que dans les Caisses Durand cette responsabilité est illimitée et s'étend à tous les biens de chaque sociétaire ; nous relèverons encore quelques différences de détails.

Il existe actuellement dans la Côte-d'Or trois types de Caisses : les Caisses Durand, les Caisses Méline et un système mixte.

CAISSES DURAND (1)	CAISSES MÉLINE	SYSTÈME MIXTE
1. Selongey.	1. Pouilly-en-Auxois.	1. Genlis.
2. St-Seine-s.-Ving.	2. Fontaine-Française (2).	
3. Aiserey.		
4. Beurizot.		
5. Maconge.		

Nous étudions séparément chacun de ces systèmes (3).

(1) La caisse rurale de Chenôve a cessé de fonctionner. Le Syndicat des agriculteurs du canton de Seurre étudie la création d'une Caisse de ce genre.

(2) Cette Caisse, fondée sur l'initiative de M. Gascon, fonctionnera prochainement.

(3) Le cadre de notre travail ne nous permettant pas d'étudier le Crédit agricole dans son ensemble, nous renvoyons aux ouvrages spéciaux sur cette matière, et notamment au livre de M. DURAND : *Le Crédit agricole*, 1 vol. in-8°, Paris, 1891. — M. BOLOT, avocat à la Cour d'appel de Dijon, a récemment traité la question dans sa thèse de doctorat : *Les Sociétés de Crédit agricole et la loi du 5 novembre 1894*, 1 vol. in-4°, Dijon, 1898.

SECTION PREMIÈRE

Caisses Durand.

La Caisse rurale, système Louis Durand, est calquée sur le type allemand créé par Raiffeisen.

Le but de ces caisses est d'« améliorer les conditions sociales et matérielles de leurs membres; » cette phrase, empruntée à Raiffeisen, nous montre que les banques populaires sont mieux et plus que des associations ordinaires : ce sont des œuvres sociales. « Une Caisse d'épargne et de prêts, disait Raiffeisen, doit former en quelque sorte une famille où l'on recherche ceux qui ont besoin d'être aidés pour les assister amicalement et les préserver de la ruine. » (Abbé KANNENGIESER, *Catholiques allemands*, 1 vol. in 8°, Paris, Lethielleux édit.) La caisse rurale n'a pas perdu, en s'implantant chez nous, le caractère d'œuvre sociale qu'elle possède à un si haut degré en Allemagne; mais il serait exagéré d'affirmer avec M. A. Courtois (1) que les Caisses Raiffeisen visent un but uniquement religieux. M. Durand qui, le premier, a su acclimater en France le type allemand, a nettement indiqué dans une conférence le but qu'il veut poursuivre; nous citons en entier ce passage qui est un éloquent plaidoyer en faveur de la cause agricole :

« Depuis longtemps les économistes et les moralistes se désolent de voir les populations des campagnes déserrer les champs pour aller dans les

(1) A. COURTOIS : *Les Banques populaires*, 1 vol. in-8°, Paris, 1890, p. 24.

« villes. Et pourquoi les champs sont-ils désertés ?
« Parce que le paysan se dit qu'à la ville il trouvera
« une vie plus facile, — il le croit du moins, — des
« plaisirs plus faciles encore; et alors il va à la ville,
« dans cette population flottante, loin de l'église de
« sa première communion, loin du foyer familial,
« loin de ses traditions, loin de la vie de famille qui
« sont la sauvegarde de la moralité.

« Et pourquoi donc cet abandon des champs ?
« Parce que la vie est trop dure à la campagne;
« parce qu'après une journée d'un travail effrayant
« on a gagné à peine de quoi soutenir sa vie. Quand
« vous voyez une chaumière abandonnée, croyez
« bien que la poussière dont elle est couverte cache
« la trace de larmes amères, car le paysan a, avant
« tout, l'amour des champs; il n'abandonne pas la
« campagne sans y avoir été poussé par des souffrances atroces.

« C'est donc un devoir de charité d'intervenir en
« faveur de ces hommes; et si nous n'avons pas le
« cœur assez haut placé pour comprendre ce devoir
« de charité, il faut que la voix de l'égoïsme nous
« fasse comprendre que nous sommes à la veille
« d'une révolution sociale; que le socialisme guette
« sa proie; que le socialisme saura pénétrer dans les
« campagnes et amener une révolution violente si
« nous n'intervenons pas pour sauver cette population des campagnes qui est le dernier rempart de
« notre organisation sociale » (1).

La Caisse rurale, dans l'esprit de M. Durand, doit

(1) L. DURAND : *Les Caisses rurales*, conférence faite au Congrès de l'Union catholique de la Gironde en 1893; 1 brochure de 24 pages, Bordeaux, 1896, p. 16.

être un terrain où tous les hommes honnêtes puissent se rencontrer. Elle sera non seulement un instrument de moralisation, mais encore de paix sociale en rapprochant les hommes loyaux que séparent des malentendus, et qui, en se fréquentant, en se reconnaissant, finiront par s'estimer et par s'aimer pour le plus grand bien de la France; les Syndicats agricoles poursuivent parallèlement le même but; la réunion de ces deux institutions est donc un résultat qu'il faut atteindre à tout prix.

La première caisse de prêts fut fondée en 1847 à Mèyersbusch sur le principe de la responsabilité solidaire illimitée par F. W. Raiffeisen, ancien officier d'artillerie devenu fonctionnaire. Ce début fut malheureux, mais Raiffeisen ne se découragea pas; en 1849, nouvelle fondation à Flammersfeld (Flammersfelder Hilfsverein). En 1852, on l'envoie dans le Palatinat, à Heddesdorf-Neuwied; il démissionne et fonde en 1854, à Heddesdorf même, la première caisse rurale (Union), conforme au type auquel il a donné son nom; aujourd'hui l'Allemagne compte environ 3,000 Caisses; l'Autriche, l'Italie et la Russie en possèdent plusieurs milliers. (V. COURTOIS, *op. cit.*, p. 24).

C'est vers l'année 1868 que cette œuvre se développe le plus rapidement.

Pendant longtemps la France resta étrangère à ce mouvement. M. Louis Durand, avocat à Lyon, fonda la première Caisse française en 1893, en modifiant quelque peu le système pour le rendre conforme à nos lois.

La Caisse rurale, système L. Durand, est une Société en nom collectif à capital variable, régie par le titre III de la loi du 24 juillet 1867, soumise aux dispositions du titre IV sur la publication des actes

de Société et aux dispositions générales du Code de Commerce. (La loi du 5 novembre 1894 sur le crédit agricole n'a pas modifié ces textes).

La Caisse rurale est une association de paysans honnêtes d'une seule commune, de deux au plus, en vue de procurer à chaque associé le crédit qu'il mérite et qu'il ne peut trouver individuellement.

Elle repose sur les principes fondamentaux suivants :

1° Les prêts ne sont accordés que pour des *opérations productives*.

2° L'emprunteur doit être *honnête*, capable, économe, et présenter une *caution solvable*.

3° Tous les associés sont *solidairement responsables* et répondent sur tous leurs biens des engagements de la Caisse.

4° Les prêts sont exclusivement consentis aux Sociétaires.

Nous avons expliqué plus haut que la Caisse doit s'adresser à une seule commune, à deux mille habitants au plus, pour que les sociétaires se connaissent bien et que les emprunteurs puissent être surveillés de près.

« Tout homme travailleur, économe, honnête, « ayant une conduite régulière doit être accepté comme « sociétaire, alors même qu'il ne posséderait pas un « sou. Tout homme paresseux, ivrogne, débauché, prodigue, doit être exclu de la Caisse, possédât-il un « million.

« La Caisse rurale, en outre de ses bienfaits matériels, a une influence morale considérable. Elle « réunit une élite, et ceux qui n'ont pas été jugés « dignes d'y entrer font souvent les efforts les plus « méritoires pour obtenir la faveur de devenir socié-

« laires. L'expérience des peuples voisins prouve
« que la moralisation par les Caisses rurales est très
« active (1) ».

Les Caisses rurales observent scrupuleusement la loi du 24 juillet 1867 (titre III). Nous retrouverons cette loi à propos des assurances mutuelles ; nous énumérons sans nous y arrêter les formalités de constitution de la Caisse rurale :

1^o Election du Conseil d'administration (trois membres (2)).

2^o Signature des statuts, en trois originaux, par les trois membres du Conseil d'administration.

3^o Adhésion des autres membres sur le registre des entrées et sorties des sociétaires, et élection du Conseil de surveillance en Assemblée générale.

4^o Fixation du maximum des engagements de la Caisse et des prêts.

5^o Enregistrement de l'acte de Société signé des trois membres du Conseil d'administration (droit fixe de 3 fr. 75).

6^o Dépôt de l'acte, de l'un des exemplaires de l'acte de Société au greffe de la justice de paix et d'un autre au greffe du tribunal civil (ou de Commerce), dans le délai d'un mois ; publication d'un extrait de l'acte de Société dans un journal et enregistrement de cet extrait (3 fr. 75).

La Caisse se fonde sans capital, mais elle trouve facilement tout l'argent dont elle a besoin parce qu'elle offre une garantie de premier ordre : l'engagement solidaire de tous les associés. Mais, pour

(1) L. DURAND : *Manuel des Caisses rurales*, p. 3.

(2) C'est le minimum légal ; il est adopté par les Caisses pour réduire les frais de constitution à trois exemplaires des statuts.

éviter la patente, la Caisse doit se borner (Conseil d'Etat. Arr. du 24 décembre 1897) à recevoir les capitaux qui lui sont strictement nécessaires ; elle ne doit pas recevoir de dépôts à terme ou à vue ni escompter des billets à ordre.

Nous ouvrons ici une parenthèse pour expliquer la portée de l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 décembre 1897 qui a jeté un certain trouble dans l'organisation des Caisses Durand.

L'ancien art. 14 des statuts des Caisses rurales attribuait les excédents de bonis ou, en cas de dissolution, la réserve à des œuvres d'utilité publique étrangères à la Caisse.

L'article 15 autorisait l'emploi du billet à ordre et la demande aux tiers non associés des capitaux nécessaires à la Caisse.

Un contrôleur des contributions directes avait imposé à la patente la Caisse rurale de Sermérieu (Isère), parce que, disait-il, les Caisses réalisaient des bénéfices, puisqu'elles en prévoyaient l'utilisation, et qu'en outre l'emploi du billet à ordre et la réception de dépôts des tiers les assimilaient aux banques ordinaires. Le Conseil de préfecture de l'Isère rejeta la demande en décharge de la patente le 28 juillet 1897, et une requête en pourvoi fut adressée au Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat rendit son arrêt à la date du 24 décembre 1897 et rejeta le pourvoi en condamnant les Caisses à payer la patente. Cet arrêt admet l'emprunt aux tiers dans les limites des nécessités de la Caisse.

« Au fond, considérant, d'une part, qu'il résulte
« des termes mêmes des statuts que la Caisse rurale
« ne se borne pas à demander à des bailleurs de

« fonds étrangers les capitaux strictement néces-
« saires à la réalisation des emprunts contractés par
« ses membres, mais qu'elle reçoit des dépôts à
« terme ou à vue, et qu'elle se livre à des opérations
« rentrant dans l'exercice de la profession d'escomp-
« teur ;

« Considérant, d'autre part, que si les bénéfices
« assurés à la Société par la différence entre l'intérêt
« qu'elle sert aux prêteurs et celui qu'elle reçoit de
« ses membres sont employés à la constitution d'un
« fonds de réserve, ce fonds, destiné à couvrir les
« déficits et à réduire le taux de l'intérêt, et qu'elle
« pourrait même répartir entre les associés au pro-
« rata de leurs opérations, reçoit une autre affecta-
« tion ; qu'en effet les statuts, en prévision du cas où
« la réserve atteindrait un capital excédant les be-
« soins sociaux, prescrivent de disposer de cet excé-
« dent en faveur d'une œuvre étrangère à la Société,
« qu'ainsi la requérante n'est pas fondée à soutenir
« qu'elle a pour but unique de procurer à ses mem-
« bres le crédit qui leur est nécessaire, qu'il suit de
« là que c'est à bon droit qu'elle a été imposée et
« maintenue à la contribution des patentes et que la
« requête doit être rejetée ».

On remarquera que cet arrêt indique d'une façon très apparente les modifications que les Caisses doivent introduire dans leurs statuts pour échapper à la patente. Il suffit d'organiser le partage de la réserve entre les associés, de limiter aux besoins de la Caisse les demandes adressées aux bailleurs de fonds et de supprimer l'usage du billet à ordre. Les statuts ont donc été modifiés en conséquence dès le mois de janvier 1898.

L'arrêt en lui-même est très critiquable. Il n'y avait

qu'une chose à considérer : la Société procure-t-elle du crédit au public en réalisant *un bénéfice* sur le public? Elle doit être soumise à la patente. Mais ce n'est pas le cas des Caisses rurales : les associés ne se procurent du crédit qu'à eux-mêmes, en réalisant une *économie*; ils ne sont pas des *escompteurs* et n'exercent aucune *profession* au sens financier du mot. Le premier considérant de l'arrêt repose donc sur une erreur.

Dans le second alinéa, le Conseil d'État reconnaît d'abord que les associés d'une Caisse rurale pourraient, sans être patentés, se répartir les bonis de la caisse. Mais précisément ils renonçaient à ces bonis puisqu'ils les abandonnaient à une œuvre étrangère. Et cependant le Conseil d'État parle des « bénéfices assurés à la Société ». Ces bénéfices n'existent pas puisqu'ils sortent de la poche des associés pour n'y plus rentrer. Les statuts interdisent à la Société de les attribuer aux membres.

Les Caisses ne sont donc rien moins que des Sociétés commerciales, et c'est bien à tort que le Conseil d'État a voulu les soumettre à la patente. (*Jurisprudence municipale et rurale*, 2^e fascicule de l'année 1898, et *Bulletin mensuel de l'union des Caisses rurales et ouvrières*, mai 1898, p. 34).

Cet arrêt a donc porté atteinte aux principes sur lesquels était fondée la Caisse rurale en introduisant le partage des réserves.

Le Conseil d'administration établit entre le taux des dépôts et le taux des prêts une différence suffisante de 1 ou 1/2 0/0 destinée à couvrir les frais d'administration et les pertes d'intérêts dues à des immobilisations temporaires dans la Caisse sociale. Les bénéfices servent à constituer une réserve.

Cette réserve couvre les pertes dans le cas d'un prêt irrécouvrable. En cas de dissolution, elle est employée à rembourser aux associés les intérêts payés par chacun d'eux, en commençant par les plus récents et en remontant jusqu'à épuisement de la réserve.

La Caisse propose aux personnes qui lui offrent leurs économies, de les inscrire sur une liste spéciale ou « liste d'offres » en s'engageant à prendre leur argent au fur et à mesure de ses besoins, de préférence à tout autre. En attendant le moment où la Caisse rurale peut recevoir et employer ces petits dépôts, les personnes qui se sont fait inscrire sur la liste d'offres, les placent en leur nom personnel à la Caisse d'épargne où elles jouissent d'un intérêt un peu inférieur. Les petits capitalistes recherchent le placement des Caisses rurales parce qu'il est très sûr et rapporte en général 3 1/2 0/0, placement excellent aujourd'hui (1).

Si nous ajoutons qu'il existe à Lyon une *Union des Caisses rurales* qui donne gratuitement tous les renseignements, publie un *Bulletin mensuel* et des statistiques, fournit toutes les pièces de comptabilité et de constitution des Caisses et fait fonctionner un service d'inspection des comptabilités, nous aurons suffisamment dépeint et caractérisé la Caisse Durand.

Cette ingénieuse et très utile institution a de bien modestes débuts dans la Côte-d'Or. Mais ces Caisses, qui mettent à portée de l'agriculture l'argent à bon marché, popularisent le crédit agricole, rendent les

(1) La Caisse de Saint-Seine-sur-Vingeanne, la mieux organisée de la Côte-d'Or, a un mouvement de fonds d'environ 7,000 francs par an.

plus grands services, et sont dignes de tous les encouragements.

SECTION II

Caisses Méline.

La loi du 5 novembre 1894, sur l'organisation du crédit agricole, dont l'initiative est due à M. Méline, « a pour objet d'attribuer aux Syndicats agricoles « considérés comme les propagateurs de l'esprit de « solidarité dans les groupements ruraux, quelques « privilèges afin de leur faciliter l'organisation du « crédit mutuel au profit de leurs adhérents ». La responsabilité des membres de ces Sociétés peut être plus ou moins étendue au gré des fondateurs, qui peuvent la limiter statutairement.

La loi de 1894 offre les avantages suivants :

1° Les frais de constitution des Caisses Méline sont un peu moins élevés que ceux des Caisses Durand ;

2° Les frais de modification des statuts ou de changement d'administrateurs sont presque nuls ;

3° Les Caisses Méline sont exemptées de patente alors même qu'elles recevraient des dépôts excédant leurs besoins ou qu'elles escompteraient des billets à ordre, tandis que le Conseil d'Etat (arrêt du 24 décembre 1897), soumet à la patente les Caisses rurales de droit commun qui feraient ces opérations.

Mais la Caisse Méline a, malheureusement pour elle, beaucoup de défauts :

1° Elle ne peut prêter que pour des *opérations agricoles*, tandis que la Caisse Durand peut, au contraire, prêter à ses membres pour tout emploi productif.

2° Les Caisses Méline ne peuvent exister que là où

existe un Syndicat agricole ; or bien souvent, dans les communes où il n'existe encore aucune association agricole, il y a intérêt et commodité à fonder la Caisse avant le Syndicat.

3^o La Caisse Méline est obligée de tenir une comptabilité commerciale avec toutes les minuties exigées par le Code de Commerce ; ce peut être une difficulté sérieuse dans une commune rurale.

4^o Chaque année, la Caisse Méline est obligée de publier la liste complète de ses membres et le tableau de ses opérations, elle est assujettie au contrôle des pouvoirs publics.

5^o La Caisse Méline peut être dissoute, et ses administrateurs traduits *en police correctionnelle* pour toute violation de la loi ou des statuts et, par exemple, si les opérations de ses membres n'ont pas un caractère agricole incontestable, ou si les règles de la comptabilité commerciale ne sont pas strictement observées.

Cette sanction pénale est un grave obstacle à l'extension de ces Caisses et de tous côtés on demande l'abrogation de l'art. 6 qui la prononce. L'Union centrale des agriculteurs de France a notamment envoyé le 28 février 1899 une commission auprès de M. Lourtie, sénateur, rapporteur de la loi sur les Caisses régionales de crédit agricole, pour demander la suppression de l'art. 6 de la loi de 1894 (1).

La *Société de crédit mutuel agricole* du canton de Pouilly-en-Auxois est du type Méline.

Son capital social est fixé à 23,800 francs repré-

(1) Cette réclamation n'a reçu aucune satisfaction dans la nouvelle loi sur les Caisses régionales ; une loi spéciale est en préparation pour abroger l'art. 6.

senté par 20 parts à 1,000 francs et par 38 coupures de parts à 100 francs. Il pourra toujours être élevé par la souscription de nouvelles parts mises à la disposition des sociétaires (art. 7).

Ces parts sont nominatives et ne sont transmissibles que par voie de cession aux membres du Syndicat et avec l'agrément de la Société.

Les sociétaires ne seront responsables que jusqu'à concurrence du *montant du triple des parts souscrites* par eux. — En cas de démission, la réalisation des versements ne pourra être exigée, mais elle est de droit en cas d'exclusion (art. 10 et 11).

Le capital social versé est converti soit en rente française, soit en obligations de la ville de Paris, ou des principales lignes de chemins de fer de la France, ou des colonies. Ces titres sont déposés à la Banque de France soit en garantie des escomptes de la Société, soit en garantie du compte courant d'avances que celle-ci pourra se faire ouvrir (art. 12).

L'emprunteur devra toujours être propriétaire d'un nombre de parts représentant en capital souscrit le *dixième* de la somme à emprunter (art. 14).

Le montant des prêts ne pourra pas dépasser le triple du montant des parts souscrites (art. 15).

Les prêts sont consentis pour une durée maximum de trois mois; mais cette durée pourra être renouvelée une ou deux fois, après avis du Conseil d'administration (art. 16). Les demandes d'emprunt doivent être faites dix jours d'avance.

Comme dans la Caisse Durand, l'emprunteur doit indiquer l'emploi auquel il destine le prêt, et fournir une caution prise dans ou en dehors du Syndicat (art. 18). Le Conseil peut rejeter la demande sans motiver son refus (art. 23).

Si l'emprunteur est fermier, le Conseil d'administration peut demander au propriétaire l'abandon du privilège de l'art. 2102 du Code Civil (art. 21).

Le taux des prêts sera celui consenti à la Société par la Banque de France, majoré de 1 % au profit de la Caisse de la Société, pour couvrir les frais de comptabilité et les pertes éventuelles. — L'emprunteur paiera en outre pour couvrir les frais de correspondance, de timbres de billets, d'envois d'argent, 0 fr. 25 %, pour chaque prêt, et 0 fr. 15 % pour chaque renouvellement (art. 22).

Les bénéfices serviront à constituer un fonds de réserve; lorsque la réserve aura atteint un chiffre égal à la moitié du capital social, l'assemblée générale pourra décider que le surplus sera réparti à la fin de chaque exercice entre les membres de la société, au prorata du prélèvement fait sur leurs opérations (art. 37).

En cas de dissolution, le fonds de réserve et l'actif sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions.

Cette Société a eu, en 1898, un mouvement de fonds s'élevant à 250.000 francs (1); dans l'esprit de ses fondateurs, elle n'a pas pour but de faciliter le crédit agricole aux petits cultivateurs, mais plutôt à cette

(1) Extrait du rapport du secrétaire-comptable sur les opérations de 1898 :

Montant des prêts effectués : 107,300 francs (en augmentation de 23,200 francs sur l'année précédente). Sur cette somme, 93,900 francs ont été prorogés pour 6 mois et 40,500 francs pour 9 mois (délai maximum). — Total des escomptes à la Banque de France : 243,700 francs.

Actif : Valeurs en dépôt à la Banque de France, à la Caisse d'épargne, etc., 12,670 fr. 38.

Le fonds de réserve s'élève à 1,219 fr. 78.

catégorie de commerçants agricoles connus sous le nom d' « emboucheurs » et qui font uniquement l'élevage du bétail ; ils empruntent d'assez grosses sommes à la Caisse pour acheter le bétail à engraisser et remboursent ces prêts sur leurs bénéfices. L'article 14 des statuts de cette Société, en exigeant que l'emprunteur « soit propriétaire d'un nombre de parts représentant en capital souscrit le dixième de la somme à emprunter », laisse clairement entendre au petit cultivateur que la Caisse n'est pas faite pour lui et qu'une Caisse constituée sans capital, comme la Caisse Durand, servirait mieux ses intérêts ; cette considération a déterminé la fondation d'une Caisse Durand à Maconges, à côté de Pouilly.

SECTION III

Autres Caisses de crédit agricole.

D'autres organisations de crédit agricole existent en dehors des Caisses Durand et des Caisses Méline ; elles sont d'un caractère plutôt philanthropique. Ce sont les Caisses de Segré, Delle, Niort et de Genlis ; cette dernière appartenant à la Côte-d'Or nous intéresse seule.

Le *Crédit agricole du Syndicat des agriculteurs du canton de Genlis* a été fondé en 1891 et n'a pas modifié ses statuts lors de la promulgation de la loi de 1894 ; « il y aurait intérêt à faire rentrer ce genre « de Caisses dans l'un des types aujourd'hui fixés par la « pratique et fonctionnant légalement, afin de déga-
« ger la responsabilité pécuniaire de leurs fondateurs
« et de faire pénétrer mieux encore parmi les popu-

« lations rurales l'esprit de mutualité qui est l'essence
« des associations professionnelles (1) ».

Il a pour but de venir en aide spécialement aux cultivateurs honnêtes et laborieux, aux moyens de prêts en nature ou en argent, remboursables dans certaines conditions (art. 2.)

Le capital du *Crédit agricole* est formé par tout ou partie du capital appartenant au Syndicat ; il est formé en outre par les emprunts qui pourront être contractés, et en garantie desquels l'actif du Syndicat peut être engagé en partie ou en totalité (art. 4.)

L'emprunteur doit être membre du Syndicat. — Le prêt doit être utilisé à une œuvre agricole et l'emploi doit en être indiqué lors de la demande. — L'emprunteur doit à toute réquisition justifier de l'emploi du prêt (art. 17.)

Cette Société de crédit s'est fait ouvrir un compte courant près de la Banque de France ; des titres et des fonds appartenant au Syndicat et aux personnes qui s'intéressent au *Crédit agricole* ont été déposés en garantie, et le rôle des administrateurs de la Société consiste uniquement à fournir les trois signatures exigées par la Banque de France.

Le *Crédit agricole* de Genlis n'est donc pas une véritable société de crédit comme les Caisses Durand et Meline ; dans l'article 2 des statuts le caractère d'œuvre de bienfaisance est formellement repoussé, — « le *Crédit agricole* n'est pas une société de bien-
« faisance, » — et cependant cette Société en a toutes les apparences et tous les bons effets ; fondée à une époque où le *Crédit agricole* était à l'état embryonnaire, elle a le mérite d'avoir su la première réaliser

(1) Comte DE ROCQUIGNY : *La Coopération de production*, p. 41.

un type parfaitement adapté à des exigences spéciales, puisque pendant son premier exercice ses prêts s'élevaient à 25,000 francs (1).

(1) 36,930 francs de prêts en 1898.

CHAPITRE II

Critique de quelques réformes

Les Caisses de crédit agricole, quel que soit le système auquel elles appartiennent, ont intérêt à se grouper en Unions de Caisses, ou Caisses centrales, qui leur serviront de régulateurs; ces Unions répartiront plus uniformément les capitaux entre leurs adhérentes, leur serviront d'appui et faciliteront la pratique des opérations de banque.

Ce rôle était déjà rempli par les *Crédits agricoles* de Besançon, de Poligny et de Tarbes, lorsque la loi du 31 mars 1899 a créé les Caisses régionales de Crédit agricole pour compléter le système des Caisses locales de la loi de 1894 (1).

(1) Art. 1^{er}. — L'avance de 40,000,000 de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France, en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897, sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêts, aux Caisses régionales de Crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894.

Art. 2. — Les Caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des Sociétés locales de Crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces Sociétés. — A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des Sociétés locales et endossés par ces Sociétés. — Elles peuvent faire à ces Sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement. — Toutes autres opérations leur sont interdites.

Les Caisses Durand pourront bénéficier de cette loi, ainsi que cela ressort de la discussion au Sénat. « Par ces mots « Sociétés

Cette loi n'a pas encore reçu la sanction de la pratique, et déjà ses défauts se révèlent. Voici les principales observations auxquelles elle donne lieu (1).

La Caisse régionale, étant régie par la loi du 5 novembre 1894, peut prendre toutes les formes admises par cette loi, elle peut être Société anonyme ou Société en nom collectif : dans ce dernier cas, elle peut se constituer avec capital, ou, comme les Caisses Durand, sans capital. Seulement, la loi ne permettant pas à l'État de lui attribuer une subvention supérieure au capital versé, toute Caisse régionale qui se constituerait sans capital, devrait renoncer aux subventions de l'État, malgré la régularité de sa forme.

La Caisse régionale est une société formée soit entre individus membres de Syndicats agricoles, soit entre Sociétés locales de Crédit mutuel agricole, sans distinction de système. Cette Caisse a pour objet de faciliter les opérations des Sociétés locales, et ne peut accorder directement de crédit aux individus. Elle reçoit du gouvernement une avance gratuite de capitaux provenant des 40 millions prêtés à l'État par la Banque de France, sans que cette avance, comme nous l'avons dit, puisse excéder le capital social versé par les sociétaires de la Caisse régionale.

Quel sera le rôle de la Caisse régionale? Il mérite

« locales de Crédit agricole mutuel de leur circonscription » on « doit comprendre non seulement les Sociétés de crédit agricole mutuel qui ont été fondées sous l'empire de la loi de 1894, mais « également celles qui avaient été établies sous l'empire de la loi « de 1867 ». (M. GORIN, président de la Commission. — Sénat, 17 mars 1899).

(1) V. *Bulletin mensuel des Caisses rurales*, mai 1899.

d'être précisé parce qu'il peut avoir une influence mauvaise sur l'organisation du Crédit agricole.

« La Caisse rurale communale est un excellent
« instrument de crédit, puisqu'elle met en jeu la
« solidarité, la responsabilité matérielle des asso-
« ciés. Mais elle est aussi, par là même, un excellent
« instrument d'organisation et d'éducation sociales.
« Dans chaque commune, elle éveille les initiatives
« locales, elle apprend aux individus à ne pas ren-
« fermer leur esprit dans le cercle étroit des inté-
« rêts personnels, elle les habitue à s'occuper des
« affaires d'utilité commune, elle les forme à l'admi-
« nistration de la chose publique, en un mot, elle
« est un agent de décentralisation économique, un
« ferment de vie locale ». (L. DURAND, *Bulletin* cité).

La Caisse régionale ne sera bonne et utile qu'autant qu'elle développera et fortifiera ces centres de vie locale, de même que les Unions de Syndicats ne sont bonnes et utiles qu'autant qu'elles développent et fortifient les Syndicats locaux. L'organisation régionale devra donc se borner à prêter son appui aux organisateurs locaux et ne pas se développer au point d'annihiler et de rendre inutiles les énergies locales.

« Il faut que la Caisse régionale encourage les Cais-
« ses locales à s'administrer elles-mêmes et à se
« suffire par leurs propres forces; il faut qu'elle ne
« leur donne son concours qu'à des conditions telles
« *que les Caisses locales aient intérêt à faire elles-*
« *mêmes leurs affaires* et à ne recourir à la Caisse
« régionale qu'en cas de nécessité. »

L'avance de 40 millions doit surtout servir à faciliter les débuts des Caisses; son caractère temporaire, cinq années, l'indique clairement; il faut que

ces Caisses vivent avec leur capital social sans exiger le concours permanent des fonds de l'Etat. La Caisse régionale ne devra donc pas profiter de l'avance qui lui est faite pour procurer des capitaux à un taux inférieur aux Sociétés locales qui doivent conserver leur rôle de caisses d'épargne rurales.

En un mot, la Caisse régionale « procurera peu « de capitaux aux Caisses locales, mais elle leur « donnera *la sécurité du lendemain* ».

La Côte-d'Or, par suite du faible développement du Crédit agricole, ne peut pas encore retirer beaucoup de profit de cette loi. Cependant la création d'une Caisse régionale est à l'étude.

La Côte-d'Or, peut-être à cause de sa richesse, peut-être aussi à cause des difficultés spéciales des prêts à très longue durée que nécessite la replantation des vignes, n'accueille pas avec beaucoup d'empressement les facilités que lui offre le Crédit agricole.

Les warrants agricoles, créés par la loi du 18 juillet 1898, ont fait quelques apparitions, mais les banques ne les encouragent pas, bien au contraire. La question du droit de suite sur les marchandises warrantées, le contrôle difficile des affirmations de l'emprunteur, certaines questions de compétence et quelques complications pratiques justifient cette hésitation des établissements financiers.

Sans insister sur la mauvaise rédaction de la loi de 1898, sur son obscurité et ses contradictions, qu'il nous suffise de dire que le warrant est un mauvais instrument de crédit pour l'agriculture : « L'erreur « principale commise, à notre avis, par le législa- « teur, provient de la tendance qui règne assez géné- « ralement dans les milieux parlementaires, et qui

« vise à donner à l'agriculture les habitudes et les
« procédés du commerce. Sans doute, la législation
« accorde au commerce bien des facilités qu'elle
« refuse à l'agriculture, et le législateur fait œuvre
« utile en atténuant cette inégalité; mais d'autre
« part, il doit tenir compte des différences qui résultent de la nature des choses, et il ne doit pas s'astreindre à appliquer à l'agriculture les règles, les méthodes et les usages qui sont spéciaux au commerce. Les principaux défauts de la loi sur les warrants proviennent donc de ce qu'on a voulu la calquer trop servilement sur la législation des warrants commerciaux (1). »

Les créateurs du warrant agricole ont cru faire une utile réforme, faciliter le crédit agricole, et en réalité, ils ont mis entre les mains du cultivateur un nouveau moyen de gaspillage; les cultivateurs sérieux et honnêtes trouvent toujours, soit auprès des capitalistes, soit surtout à la Caisse rurale, les avances dont ils ont besoin.

Le warrant, le gage sans dessaisissement, et toutes les réformes destinées à faciliter l'emprunt en accumulant des privilèges spéciaux sur le même objet, sont des moyens de ruine donnés à l'agriculture. Le véritable crédit agricole est le crédit personnel, et non le crédit réel (2).

(1) *Bulletin mensuel des Caisses rurales* : Les Warrants agricoles, numéro d'octobre 1898.

(2) « Nous ne pensons pas qu'il y ait un grand intérêt à faciliter au petit propriétaire les moyens d'emprunter : pour une fois qu'il y trouvera une occasion de fortune, dix fois il y trouvera une cause de ruine. Nous serions plutôt disposés, nous inspirant d'une idée tout opposée, à réclamer l'adoption de certaines mesures, telles que le *homestead* des Etats-Unis, qui enlève au propriétaire la faculté d'emprunter sur sa terre,

Les Caisses rurales bien organisées suffiront à assurer le crédit agricole personnel et réel et c'est entraver leur action, leur créer d'inutiles difficultés, que de multiplier les facilités d'emprunt et de dessaisissement données aux cultivateurs ; les Caisses seront les premières trompées parce qu'elles ne sauront plus, au milieu de la complication inextricable des nouveaux privilèges, apprécier exactement les garanties de leurs sociétaires.

Créer les Caisses de crédit, diminuer les garanties de l'emprunteur, c'est édifier et démolir en même temps.

« du moins quand il s'agit de la petite propriété, car pour la « grande les funestes conséquences de l'emprunt sont moins à « redouter et si, d'ailleurs, l'expropriation vient à se réaliser, le « mal est moindre au point de vue social ». (Ch. GIDE : *Principes d'Économie politique*, p. 331). — Nos idées sont absolument conformes sur ce point à celles de M. Gide et avec lui nous voudrions voir le petit cultivateur mieux défendu contre les usuriers qui le ruinent et qui, sous prétexte de lui faciliter l'emprunt, se ménagent une proie plus facile. Le bien de famille insaisissable paraît l'un des meilleurs remèdes contre l'état de choses actuel.

TROISIÈME PARTIE

LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES

CHAPITRE PREMIER

Notions préliminaires.

La nécessité de l'assurance sous toutes ses formes est un principe universellement admis, mais dont l'application présente de nombreuses difficultés.

Il y a trois solutions possibles du problème ; l'assureur peut être :

- 1^o L'Etat ;
- 2^o Une compagnie par actions ;
- 3^o Une Société mutuelle.

Lequel de ces modes devons-nous préférer ?

I. — L'assurance générale par l'Etat fait partie du programme socialiste, et cela suffit à la rendre suspecte. C'est la substitution complète de l'Etat à l'individu, la destruction de l'initiative individuelle. Nous repoussons cette théorie de l'Etat-providence parce que nous croyons qu'on ne peut pas impunément étouffer cette énergie de volonté que donne l'habitude d'agir et de décider par soi-même. L'Etat socialiste ne serait plus qu'une vaste machine administrative, un groupement d'individus veules, inertes, d'esclaves, en un mot. Le rôle de l'Etat doit toujours

être réduit au minimum et considéré comme un mal nécessaire; or, en matière d'assurances, l'initiative privée se suffit à elle seule, l'expérience le prouve surabondamment. (1).

II. Les Compagnies d'assurances par actions ont certains avantages; l'assuré paie une prime fixe, facile à déterminer d'avance très exactement et les sinistres sont complètement couverts.

Mais la Compagnie est peu économique pour l'assuré. La prime est calculée en tenant compte de plusieurs éléments :

1^o Des chances de perte de la chose assurée;

2^o Des frais d'administration;

3^o Des intérêts à servir aux bailleurs de fonds de la Société. L'assurance mutuelle, au contraire, n'ayant pas de capitaux à rémunérer, fait aux assurés des conditions moins onéreuses.

III. La mutuelle-assurance serait donc préférable aux autres systèmes.

Les Sociétés mutuelles ont sur les Sociétés par actions le grand avantage d'une administration à bon marché; il n'y a pas de dividendes à payer aux actionnaires, pas de capital à rémunérer; elles peuvent donc réaliser l'assurance au plus bas prix possible.

Au début, elles peuvent souffrir du manque de ca-

(1) Napoléon III avait déjà dans son programme l'assurance générale par l'État et la loi du 17 juillet 1868, créant une Caisse nationale d'assurances contre les accidents, est son œuvre. « Cette communauté d'idées entre l'empereur et les socialistes ne doit pas nous étonner, dit M. Lecour Grandmaison, car, au fond, le socialisme et le césarisme dérivent du même principe : c'est tous les jours l'État se substituant à l'individu pour devenir l'unique répartiteur de la fortune et de la justice. »

pital; mais aussitôt les difficultés de l'organisation surmontées, elles arrivent, avec leurs seuls excédents de recettes, à payer les frais d'établissement et à constituer un fonds de garantie.

Les Sociétés mutuelles ont, il est vrai, quelques défauts. Le chiffre de la prime est incertain, il n'est pas connu d'avance, puisque l'assuré, qui est en même temps assureur, contracte l'obligation de réparer les sinistres qui peuvent survenir jusqu'à concurrence de leur totalité ou au moins d'un maximum déterminé.

D'autre part, la mutuelle-assurance ne possède pas toujours les hommes spéciaux qui administrent les Compagnies à primes. « La profession d'assureur, dit « M. de Rocquigny, exige des connaissances spéciales « qui ne s'improvisent pas; il y faut l'entente du « métier, l'expérience pratique et le jugement nécessaires pour des appréciations de fait et de droit « parfois délicates (1) ».

La mutuelle est, par essence, une œuvre qui exclut toute idée de spéculation; entreprendre la fondation de ces Sociétés, c'est faire preuve de beaucoup de dévouement et de désintéressement. « Comment se « fait-il, disait Proudhon, que l'assurance mutuelle « n'ait pas depuis longtemps remplacé toutes les « autres? Oh! c'est qu'il est bien peu de particuliers « qui veuillent s'occuper des choses qui intéressent « tout le monde, mais qui ne rapportent rien à per- « sonne ».

Voilà bien la véritable explication de la rareté des Sociétés mutuelles d'assurances, et le principal obstacle qui s'oppose à leur diffusion!

(1) Comte DE ROCQUIGNY : *L'assurance mutuelle du bétail*.

L'assurance par les Sociétés mutuelles est la seule qui, par sa nature même d'association, fasse l'objet de notre étude; elle a toutes nos préférences puisqu'elle est la seule conforme à l'idée de solidarité.

Les Sociétés d'assurances mutuelles se forment entre différentes personnes en vue de répartir entre elles les dommages occasionnés par un sinistre, et subis par un ou plusieurs membres de l'association. Chaque intéressé est donc à la fois assureur et assuré. Comme assureur, il est tenu de contribuer aux pertes de ses co-sociétaires; comme assuré, il a, en cas de sinistre, une action contre la Société pour obtenir des membres qui la composent le paiement de leur portion contributive, sans qu'il puisse jamais en résulter un bénéfice pour la Société.

L'assurance mutuelle est de création récente. Il existait bien, au moyen âge, les associations connues sous le nom de *Guildes*, dans lesquelles chaque associé versait une somme déterminée, généralement trois deniers, à chaque incendie qui détruisait le grenier avec les provisions d'un membre de la Société; mais les secours ainsi donnés avaient plutôt le caractère d'une aumône que d'une indemnité, et on ne peut pas considérer ces associations comme de véritables assurances mutuelles.

La première association d'assurance mutuelle contre les risques agricoles s'est constituée à Toulouse en 1805, et c'est en 1807 qu'on voit se fonder la première Société mutuelle d'assurance contre l'incendie.

Le premier document législatif qui se rapporte aux assurances mutuelles est un avis du Conseil d'Etat du 30 septembre-15 octobre 1809 qui soumet à l'autorisation gouvernementale les associations d'assurances

mutuelles contre la grêle et les épizooties et les autres Sociétés de même nature.

La loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés, et le décret du 22 janvier 1868, ont déterminé les conditions d'existence légale et le fonctionnement des assurances mutuelles.

Avant d'arriver à la description des assurances du département, il est utile de dire quel est le régime légal de ces Sociétés.

Elles sont soumises à la loi du 24 juillet 1867 et au décret du 22 janvier 1868. D'après l'art. 66 de la loi, les tontines et les Sociétés d'assurances mutuelles sur la vie sont seules soumises à l'autorisation du gouvernement. Le décret est divisé en deux titres; le premier traite des Sociétés anonymes à primes fixes; le second, qui seul nous intéresse, est consacré aux Sociétés mutuelles.

Ce décret donne par le menu tous les détails de constitution et d'administration de ces Sociétés. Nous reviendrons sur ce texte en critiquant le mode d'établissement de quelques Sociétés de la Côte-d'Or. Il existe des formalités prescrites à peine de nullité de l'association. Les statuts doivent être rédigés, et ils doivent l'être conformément à l'art. 9 du décret; il faut que les versements exigés par ce même article soient faits avant la déclaration devant notaire; que le texte entier des projets soit inscrit sur la liste destinée à recevoir les adhésions (art. 10). Une déclaration devant notaire doit être faite par les signataires de l'acte primitif et les pièces exigées par le texte y doivent être jointes (art. 11). Une assemblée générale doit être convoquée, et cette assemblée, après avoir vérifié la sincérité de la déclaration devant notaire, nommera le Conseil d'administration, — si les statuts ne

l'ont pas désigné, — les commissaires de surveillance et le directeur (V. art. 7 et 41, loi du 24 juillet 1867). De plus, l'art. 36 de la loi de 1867 prononce la nullité pour le non-dépôt de l'acte de société au greffe, et le défaut d'insertion d'un extrait de cet acte dans les journaux.

La question des assurances mutuelles est longue et difficile à traiter; les théories si compliquées de la responsabilité, de la faute délictuelle, de l'obligation contractuelle, du risque professionnel et de l'assurance obligatoire, sont directement liées à l'étude des assurances mutuelles. Nous sommes contraint par le cadre même de notre travail de borner notre rôle à l'examen des conditions générales dans lesquelles fonctionnent les sociétés de la Côte-d'Or, en laissant de côté toute discussion approfondie sur un sujet aussi complexe.

Nous classerons les sociétés d'assurances mutuelles en deux groupes, suivant l'étendue territoriale qu'elles embrassent :

1^o Les *Sociétés régionales* qui doivent répartir les risques sur le plus grand nombre possible d'assurés (gelée, grêle, incendie, etc.);

2^o Les *Sociétés locales* qui limitent leur action à un petit nombre de personnes (mortalité du bétail). A ce deuxième groupe nous rattachons les Sociétés de secours mutuels, qui ne sont autre chose qu'une sorte d'assurance contre la maladie.

L'étendue territoriale d'une Société varie, en effet, suivant le but qu'elle se propose d'atteindre.

Moins une société a de rouages administratifs et de frais généraux, plus son fonctionnement est économique; l'application absolue de ce principe mettrait

au premier rang les Sociétés locales dont l'organisation présente un maximum de simplicité.

Mais, dans certains cas, il faut répartir les risques sur un grand nombre d'assurés et constituer des Sociétés régionales. Prenons comme exemple l'assurance contre la grêle. Une Société locale aura peu de chances de réussir parce que tous les assurés seront atteints, à de rares exceptions près, par ce terrible fléau ; comment diviser l'indemnité à payer entre les associés puisqu'ils sont tous sinistrés ? Si, au contraire, l'assurance s'étend à une vaste région, on a la certitude que la grêle ne la ravagera que partiellement ; la répartition des risques sera possible, et plus le nombre des assurés sera grand, plus la contribution à fournir par chaque sociétaire sera faible.

De même, si les risques assurés sont très importants, l'incendie, par exemple, les Sociétés réuniront une très grande quantité d'adhérents pour diminuer le chiffre des cotisations à payer ; une Société locale serait ruinée par le paiement de deux ou trois sinistres dans une année, tandis qu'une Société régionale, dont les risques assurés sont loin d'augmenter proportionnellement au nombre des associés, pourra prospérer et aura tout intérêt à élargir le cercle de ses opérations.

D'autres Sociétés resteront au contraire *locales* ; l'assurance contre la mortalité du bétail, par exemple, exige une surveillance continuelle des sociétaires ; or, cette surveillance ne peut être efficace que si tous les associés se connaissent, conditions réalisées exclusivement par les Sociétés locales.

CHAPITRE II

Situation actuelle de la Côte-d'Or

Prenant comme point de départ la division en Sociétés régionales et Sociétés locales, nous diviserons ce chapitre en deux sections.

SECTION PREMIÈRE

Sociétés régionales.

Le mot *régionale* indique notre pensée d'une façon incomplète ; il a besoin d'être précisé ; en opposant la Société *locale* à la Société *régionale*, nous voulons dire que celle-ci s'étend à un grand nombre de communes et embrasse une très grande surface ; nous qualifions, par exemple, de régionale la Société *Seine et Seine-et-Oise*, bien qu'elle s'étende à la France entière. La région n'est donc pas pour nous seulement l'ensemble de quelques départements, elle peut les comprendre tous.

L'assurance contre les accidents, la gelée, la grêle et l'incendie rentrent dans cette première catégorie et feront l'objet des paragraphes suivants.

§ 1^{er}. — ASSURANCES ACCIDENTS.

Si les assurances en général sont un champ d'études d'une exploration difficile, l'assurance-accidents en est bien le coin le plus inaccessible. Les

revendications ouvrières, les théories du risque professionnel et de l'assurance obligatoire viennent encore compliquer la solution, déjà si délicate, de ce problème.

La loi du 9 avril 1898, sur les accidents, a prudemment laissé de côté les ouvriers agricoles dont les réclamations ne sont jamais bien bruyantes ; elle s'occupe des seuls ouvriers industriels, mais plutôt pour leur donner une satisfaction apparente que pour les favoriser réellement, puisque cette loi, de l'avis de ceux qui doivent s'y soumettre, est impraticable.

Les ouvriers agricoles sont encore sous l'empire du droit commun, contenu dans les articles 1382 et suivants du Code civil ; c'est la théorie de la faute délictuelle ; nous n'avons pas à l'examiner ici.

L'assurance des accidents agricoles est faite par les Compagnies et par un petit nombre de Sociétés mutuelles. La prime n'est pas calculée sur le gain effectif du travailleur, et par suite, sur ce qu'il peut perdre par le sinistre, ce serait impossible à déterminer ; mais elle est basée à forfait sur le nombre d'hectares cultivés. La prime n'est sans doute pas mathématiquement équivalente au risque, mais ce mode de calcul est d'une grande simplicité et d'une exactitude suffisante.

Nous ne parlons que pour mémoire de la caisse organisée par l'Etat (loi du 17 juillet 1868, complétée par les décrets des 10 août 1868 et 29 août 1877) ; cette caisse n'a pas réussi, et cet échec n'est pas à regretter au point de vue financier, car cette affaire aurait englouti des millions.

La Côte-d'Or n'a pas de mutuelle-accidents. La fondation d'une société de ce genre présente au début de grandes difficultés, une chance malheureuse peut

la faire échouer. L'idée de profiter des créations déjà faites, ou même de recourir aux Compagnies à primes, en leur demandant un tarif de faveur, était donc toute naturelle.

Le Syndicat des agriculteurs du Loiret a fondé en 1891, sous le nom de *Solidarité Orléanaise*, une Société d'assurances mutuelles, ouverte à tous les syndiqués du département du Loiret et des départements du centre ; elle demande une cotisation très faible de 0 fr. 50 par hectare cultivé, avec un minimum de cotisation de 10 fr. Cette Société promet à ses membres, en cas d'incapacité temporaire de travail, une indemnité égale à la moitié du salaire quotidien, avec maximum de 2 fr. 50 par jour ; en cas de mort ou d'incapacité permanente, une indemnité fixe ou une rente viagère pour la victime ou ses ayants-droit, ne pouvant dépasser 365 fr. On a songé à étendre l'action de *L'Orléanaise* à la Côte-d'Or, et des pourparlers engagés en 1896 ont abouti, cette année même, à une entente ; le Syndicat agricole de Semur et de l'Auxois (Epoisses) est le premier adhérent à cette combinaison.

Le Syndicat viticole de la Côte dijonnaise, avant l'acceptation de *L'Orléanaise*, avait conclu un accord avec la Compagnie *La Providence*, et obtenu pour ses sociétaires les conditions de faveur (traité du 1^{er} juillet 1896) déjà accordées à *L'Union du Sud-Est*.

Cette Compagnie garantit aux assurés, outre la responsabilité civile :

1^o *En cas de mort* : 3,000 fr., payables à l'époux survivant ou aux enfants mineurs ; s'il n'y a ni conjoint ni enfants mineurs : 1,500 fr. aux ascendants, à la condition qu'ils n'aient pas d'autres enfants majeurs, et s'ils ont un ou plusieurs enfants majeurs : 750 fr. ;

2° En cas d'infirmité du 1^{er} degré : 3,000 fr. à la victime ; du 2^e degré, 1,500 fr. ; du 3^e degré, 600 fr. ;

3° En cas d'incapacité temporaire : moitié du salaire avec maximum de 2 fr. 50 par jour.

Les assurés paient une prime de 0 fr. 65 par hectare ; mais il n'est rien dû pour les prairies naturelles, bois et marais, lorsque le nombre d'hectares de ces terrains ne dépasse pas 10 % du nombre total des hectares de l'exploitation ; en plus de ces 10 %, la prime est de 0 fr. 30 par hectare. Le minimum à percevoir par assuré est de 0 fr. 65.

Le Syndicat groupe dans une seule police plusieurs adhérents, de telle sorte que le coût de cette police est pour chacun d'eux une dépense insignifiante. En 1898, le Syndicat de la Côte assurait à cette Compagnie 120 sociétaires pour une surface de 500 hectares. Le paiement des indemnités a toujours été régulièrement fait par *La Providence* (1).

Ce traité constitue une heureuse solution provisoire qui a permis d'attendre l'acceptation de *L'Orléanaise* ; cette Société, sa qualité de mutuelle et ses conditions avantageuses aidant, pourra désormais faire concurrence aux Compagnies dans la Côte-d'Or, et peut-être produire de nouvelles baisses de tarifs.

La Compagnie *L'Abeille* fait également des conditions de faveur au Syndicat des agriculteurs du canton de Genlis. Comme *La Providence*, elle consent à diminuer les frais d'assurance en groupant sur une seule police plusieurs adhérents. En 1899, 7,000 hectares sont assurés à cette Compagnie.

(1) Conférence sur l'assurance contre les accidents agricoles, faite par M. A. Savot, à Chalon-sur-Saône, le 14 janvier 1898.

§ 2. — ASSURANCES CONTRE LA GELÉE.

L'assurance contre la gelée est pratiquement d'une organisation difficile, par suite de la nature même du risque. On conçoit combien il est malaisé d'évaluer, même approximativement, les produits d'une récolte encore en herbe, et d'établir un tarif de primes applicables à des conditions climatiques variables à l'infini (1).

(1) Voici quelques articles des statuts de la Société *La Gelée*, qui montrent combien sont difficiles le calcul de la prime et le paiement des indemnités :

Art. 25. — La cotisation à payer par les sociétaires est calculée par 100 francs de capitaux assurés ; elle est fixée proportionnellement, d'une part à la situation climatique et aux indications statistiques afférentes à chaque commune, comme d'autre part à la situation topographique de chaque risque et à la nature des produits à garantir....

Art. 23. — Si, par suite de troubles atmosphériques successifs, des contrées venaient à présenter des risques qui ne seraient plus en rapport avec les tarifs établis, la Société se réserve la faculté de résilier les contrats dans les dites régions à la fin de chaque année pour les exercices restant à courir....

Art. 41. — Les experts déterminent l'étendue de la partie gelée, ils estiment ensuite : 1^o Quelle aurait été, en quantité, le rendement à l'hectare des produits de la récolte sur la parcelle sinistrée, si elle était arrivée à maturité sans être gelée ; 2^o Quelle est, en vingtièmes, la perte occasionnée par la gelée à chacune des parcelles de la récolte assurée....

Art. 42. — L'assurance ne pouvant jamais être une cause de bénéfice, les experts, dans leur évaluation, doivent tenir compte de tous les sauvetages, de la part proportionnelle des frais de récolte, de la grêle, des perturbations atmosphériques et de toutes compensations qui viendraient atténuer la perte, comme aussi des maladies dont pourraient être atteintes les récoltes et qui tendent à aggraver le préjudice apparent....

Art. 43. — En cas de perte totale, la perte admise ne devra jamais dépasser 16/20 pour les vignes et 17/20 pour les autres cultures.

En supposant l'établissement d'une Mutuelle contre la gelée, il est bien certain que les Sociétaires seront compris dans une zone assez vaste pour équilibrer les sinistres.

Nous n'avons pu relever dans la Côte-d'Or aucune trace d'assurance contre la gelée ; peut-être quelques grandes Compagnies la font-elles, mais les documents sur ce point nous font défaut.

Une Société d'assurances et de réassurances mutuelles contre la gelée et la foudre s'est fondée récemment à Lyon ; elle est constituée conformément au décret du 22 janvier 1868 et a pour titre *La Gelée*. Cette Société est à peine à ses débuts ; elle compte quelques personnes de la Côte-d'Or dans son administration et possède une agence à Dijon ; son action pourra donc s'étendre au département et rendre des services à la viticulture.

§ 3. — ASSURANCES CONTRE LA GRÊLE.

La grêle exerce ses ravages sur les récoltes déjà mûres, lorsque le cultivateur a calculé le produit qu'il en retirera. Les éléments d'estimation, qui manquent pour la gelée, sont à peu près certains pour la grêle et l'évaluation des indemnités est très facile.

Les grandes Compagnies, *L'Abeille*, par exemple, font depuis longtemps ce genre d'assurances (1856).

Les Sociétés Mutuelles sont assez nombreuses ; dans la Côte-d'Or, on paraît donner la préférence à *La Cèrès*, fondée à Paris en 1823, et à la *Société d'Assurances Mutuelles contre la Grêle*, de Toulouse, qui, toutes deux, ont une solide organisation.

La Côte-d'Or n'a pas de Société Mutuelle régionale ;

il existe cependant à Aignay-le-Duc une association d'un caractère particulier et que nous devons décrire, au moins dans ses grandes lignes, puisque ses statuts ne sont pas définitifs.

On peut concevoir qu'une Société d'assurances mutuelles contre la grêle se fonde dans une région peu sujette aux dévastations de ce fléau et répartisse les risques sur une période de plusieurs années. C'est ce principe qui a inspiré la fondation de l'*Association mutuelle de secours contre la grêle* d'Aignay-le-Duc (10 novembre 1897).

Les chutes de grêle sont très rares dans le canton d'Aignay et leurs zones de ravages assez limitées; une Société d'une durée suffisamment longue pourrait donc, en constituant un fonds de réserve à l'aide de cotisations, indemniser ses membres sinon de la totalité, au moins d'une grande partie du préjudice causé; c'est, en un mot, une caisse de prévoyance.

Cette Société est organisée sous forme de Syndicat (art. 34 des statuts).

« Le but de l'Association est de constituer, à l'aide
« de versements annuels par les associés, une
« Caisse de secours qui seront distribués à ceux
« d'entre eux qui auront éprouvé les dommages
« que la grêle peut occasionner aux récoltes en blé,
« seigle, orge et avoine, pendantes par racines ou
« coupées, si elles sont encore sur le sol, non liées
« en gerbes » (art. 5).

Le Sociétaire signe un acte d'adhésion où il déclare les récoltes en céréales qu'il possède, par nature et espèces, avec l'estimation moyenne des produits qu'il espère en tirer (art. 6). Cette déclaration est renouvelée chaque année avant le 15 mai; elle sert de base au paiement de la cotisation.

Cette cotisation est fixée à :

0 fr. 50 % de l'estimation donnée à la récolte à faire en blé et en seigle;

0 fr. 60 % pour l'orge et l'avoine.

Les nouveaux adhérents paient en sus un droit d'entrée de 15 % de la cotisation, droit qui s'élèvera à 30 % à partir de 1905.

Ces cotisations, auxquelles s'ajoutent les intérêts, forment avec les subventions, dons et legs, le fonds social (art. 17) qui sert à payer les sinistrés.

La déclaration de sinistre a lieu dans les trois jours francs, et le dommage est apprécié par le Comité; au moment de la récolte, il y a lieu à une contre-vérification, pour éviter toute fraude (article 20).

Les indemnités sont payées proportionnellement à la dernière cotisation versée, déduction faite du droit d'entrée, jusqu'à concurrence des deux tiers du fonds social; le tiers restant forme une réserve pour reconstituer un nouveau fonds de secours.

Pendant quelques années, pour faciliter les débuts de la Société, les indemnités payées ne seront pas supérieures à la moitié de la perte éprouvée par les sinistrés.

Chaque associé possède un livret où sont inscrites les opérations auxquelles il a donné lieu.

Le trésorier dépose les fonds à la Caisse d'épargne ou les emploie en rentes sur l'Etat.

Cette Société n'a pas encore payé d'indemnités; le dernier orage date de deux ans, et l'intervalle habituellement observé entre les chutes de grêle est d'au moins vingt ans; l'association est constituée pour une période de trente années et on peut raisonnablement supposer qu'elle aura un fonds social im-

portant pour venir en aide aux victimes du prochain sinistre (1).

Dans l'esprit de son fondateur, M. Misset, conseiller général, cette association n'est pas une Société d'assurance, mais une simple Caisse de secours. Ce système de prévoyance est ingénieux et l'Etat lui a donné une subvention de 500 francs.

Cette Société soulève quelques questions de droit très délicates; mais les statuts vont être révisés et modifiés pour éviter toutes difficultés; nous n'entrons donc pas dans le détail d'une discussion qui manquera d'objet dans quelques semaines.

§ 4. — ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE.

Les Compagnies par actions ont une clientèle si nombreuse qu'elles peuvent réduire leurs primes à un tarif très bas. Pour lutter contre elles, les Sociétés mutuelles devront prendre leur maximum de puissance et s'étendre au besoin à la France entière. Nous avons expliqué que la Mutuelle coûte moins cher à administrer que la Compagnie par actions parce qu'elle n'a pas de dividendes à payer; l'assurance aux Mutuelles est par conséquent plus économique, et cela explique son succès (2).

Les agriculteurs de la Côte-d'Or sont assurés soit

(1) Situation de la Caisse au 31 décembre 1898 :

Livrets payés (nouveaux adhérents)...	22'
Cotisations.....	146 35
Subvention de l'Etat.....	500 »

Déduction faite des dépenses, la Société possède déjà un livret de Caisse d'épargne de 672 francs.

(2) Pour faire comprendre cette différence de tarifs, nous repro-

aux grandes Compagnies soit aux Mutuelles et spécialement à *Seine et Seine-et-Oise*.

§ 5. — CAISSE D'ASSURANCE DES PLANTEURS DE TABAC.

Aux assurances régionales nous joignons la Caisse des planteurs de tabac dont l'administration appartient à l'État. L'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1832 est ainsi conçu : « Continuera d'être faite pour 1832, « conformément aux lois existantes, la perception de « la retenue sur le prix des livraisons de tabac « autorisée par l'art. 38 de la loi du 24 décembre 1814, « jusqu'à concurrence de un centime par kilogramme, « et spécialement affectée aux frais d'expertise et « autres dépenses à la charge des planteurs; cette « retenue a pour objet d'indemniser en tout ou en « partie les planteurs de tabac dont les récoltes ont « subi quelques dommages ».

duisons l'exemple de police agricole donné par la Société *Seine et Seine-et-Oise*.

	Seine et Seine-et-Oise	Soleil, Union, Phénix, Abeille, etc.
1° Sur simple habitation couverte en dur.....	$3.000 \times 0.30 = 0.90$	1.20
2° Sur granges et écuries id.	$6.000 \times 0.40 = 2.40$	6 »
3° Sur bâtiments de culture couverts en dur, granges, hangars, renfermant des récoltes..	$8.000 \times 0.40 = 3.20$	8 »
4° Sur les animaux dans les écuries ci dessus ..	$4.000 \times 0.70 = 2.80$	4 »
5° Sur mobilier dans l'habitation	$2.000 \times 0.70 = 1.40$	1.60
6° Sur les récoltes dans les bâtiments	$3.000 \times 1.20 = 3.60$	4.50
7° Sur le matériel de culture	$1.000 \times 0.70 = 0.70$	1 »
8° Garantie de la foudre pour les bestiaux en dehors des bâtiments.....	gratis	0.40
TOTAUX.....	<u>27.000</u>	15 » 26.70
Enregistrement et timbre.....	2.30	3.80
Frais de répertoire et d'administration.....	néant	0.50
PRIME ANNUELLE.....	<u>17.30</u>	31 »

Soit une différence annuelle en moins à la *Seine et Seine-et-Oise* de 13 fr. 70, ce qui fait, dans l'espace du contrat de dix années, 137 fr. et encore non compris les frais de police, avenants, etc.

D'autre part, l'art. 44 de la loi du 16 avril 1895 autorise la perception d'un deuxième centime pour le fonctionnement d'une assurance mutuelle.

« Il pourra être fait, sur le vote du Conseil général.
 « qui en fixera le chiffre dans la limite d'un maximum de 5 centimes, une seconde retenue sur le
 « prix des tabacs indigènes livrés, afin d'alimenter
 « les Caisses d'assurances mutuelles destinées à indemniser les planteurs de tabac du département
 « des avaries que leur récolte aura subies sur le terrain par suite des accidents de force majeure tels
 « que inondation, grêle, ouragan. — Les dispositions
 « relatives à l'organisation et au fonctionnement de
 « ces Caisses d'assurance feront l'objet de *règlements*
 « *préfectoraux*, qui devront être approuvés par le
 « Ministre des finances ».

Le Conseil général, faisant droit à plusieurs réclamations, sollicita du Préfet la confection du règlement prévu par la loi. La culture du tabac, introduite dans la Côte-d'Or en 1894, n'existe que dans cinquante-six communes (1).

Le Conseil général, après avoir attendu les résultats de la culture du tabac dans le département, a, dans sa séance du 30 août 1898, adopté un rapport tendant à établir l'assurance (2).

Un membre du Conseil général fait partie de la Commission administrative de la Caisse; la prime, payée par les assurés sous forme de retenue sur le prix des tabacs livrés, est de 5 %.

Cette assurance est trop récente pour que ses ré-

(1) V. doc. ann. V^e Tabac.

(2) V. pour les détails : Conseil général, 15 avril 1896, p. 360, rap. M. Lévêque; 21 avril 1898, p. 488, rap. M. Vollot; 30 août 1898, p. 325, rap. M. Charles.

sultats figurent dans ce travail. Mais elle est intéressante à noter parce que c'est un exemple, peut-être unique, d'assurance agricole obligatoire faite par l'État.

SECTION III

Sociétés locales.

Certaines assurances mutuelles ne peuvent réussir qu'en s'adressant à un nombre restreint de sociétaires; celles qui ont pour objet la mortalité du bétail en sont l'exemple le plus frappant.

Les Sociétés de secours mutuels ne sont autre chose que des Sociétés d'assurances contre la maladie et les incapacités temporaires de travail; on peut donc, à juste titre, les comprendre dans cette section qui sera ainsi divisée en deux paragraphes.

§ 1^{er}. — ASSURANCES CONTRE LA MORTALITÉ DU BÉTAIL.

Les animaux de ferme forment une partie considérable du capital agricole de la France; leur nombre est d'environ 47 millions $\frac{1}{2}$ de têtes, représentant une valeur de 5 milliards 300 millions de francs. D'après les statistiques, ce capital vivant subit, par suite de maladies et d'accidents, une perte annuelle de 30 millions.

Pour diminuer les risques courus de ce chef par les cultivateurs, l'assurance contre la mortalité du bétail était un remède nécessaire; l'expérience a sanctionné son efficacité.

Cette assurance, comme la Caisse rurale, s'adresse

plus spécialement à la moyenne et à la petite culture. « Dans la grande culture, où les soins d'entretien et d'hygiène dont les animaux sont généralement l'objet, tendent à réduire beaucoup les chances de mortalité accidentelle, l'exploitant peut avoir intérêt à demeurer son propre assureur, le risque couru étant relativement insignifiant pour lui. Mais, à coup sûr, il n'en est pas de même dans la moyenne et dans la petite culture où la perte d'une tête de bétail cause un grave préjudice à son possesseur, souvent même apporte la gêne dans les petits ménages (1) ».

Malgré ses avantages, l'assurance du bétail s'est développée lentement en France parce que l'on ne songeait pas à recourir à la mutualité. Les Compagnies à primes fixes n'avaient pas de tables de mortalité bien dressées et ne pouvaient surveiller efficacement les sinistres et leurs causes : elles durent abandonner cette sorte d'assurance.

Le système de la mutualité se présentait sous deux formes : la grande Mutuelle à circonscription étendue, et la petite Mutuelle locale. L'expérience a fait rejeter la grande Mutuelle : ses charges d'administration sont trop fortes, et de plus elle est incapable, comme la Compagnie à primes, de se défendre contre les fraudes que lui font subir les cultivateurs qu'elle connaît mal.

Il n'existe que dix grandes Mutuelles s'étendant soit à la France entière, soit à un groupe de départements. La première fut fondée en 1838 à Coulommiers, et les autres à dater de 1863 ; ces Sociétés

(1) *L'Assurance mutuelle du bétail*, par le comte DE ROCQUIGNY, 1 vol. in-12, Paris, 1898.

sont à l'état stationnaire depuis plusieurs années et deviendront difficilement florissantes; leur cotisation élevée de 3 fr. 40 % de la valeur des animaux assurés suffit à elle seule pour les condamner.

Au contraire, l'avenir est aux Mutuelles locales; dans un projet de loi présenté par M. Viger, ministre de l'agriculture, le 24 avril 1894, pour organiser l'assurance du bétail avec le concours de l'Etat, la préférence est accordée aux petites Mutuelles.

« A l'inverse de ce qui se passe pour la grêle, ce
« sont les petites Sociétés locales qui prospèrent le
« mieux pour l'assurance contre la mortalité du
« bétail. Les associés se connaissent, se surveillent
« et savent empêcher les fraudes dont ils seraient
« les premiers à être victimes par une majoration de
« leur cotisation. L'enquête a révélé que les petites
« Sociétés Mutuelles existantes fonctionnaient à
« merveille et exigeaient le minimum de sacrifices
« possible de leurs associés, parce que, n'ayant pas
« ou presque pas de frais d'administration, elles
« n'imposaient que les sommes nécessaires pour
« le remboursement des sinistres. »

Les Sociétés d'assurance contre la mortalité sont, comme toutes les Sociétés, soumises à la loi de 1867 et au décret de 1868; cependant, nous constaterons plus loin que les fondateurs de ces Sociétés tournent volontiers la loi et adoptent la forme syndicale; nous reviendrons sur ce point.

Laissant de côté le point de vue légal, on peut distinguer trois sortes de Sociétés d'assurances suivant le mode de paiement des cotisations :

1° A *primes fixes*, représentant un tant pour cent de la valeur du bétail assuré; chacun connaît d'avance la cotisation à payer, mais si les fonds encais-

sés sont insuffisants, les sinistres seront partiellement remboursés.

2° *A primes variables.* Le chiffre de la cotisation est fixé chaque semestre d'après le nombre des sinistres à indemniser ; en d'autres termes, les Sociétaires partagent entre eux, proportionnellement à la valeur de leur assurance, les indemnités versées à la fin de chaque exercice ; c'est le système des *Consortes* ou *Cotises* des Landes ; il permet de payer tous les sinistres, quel que soit leur nombre, mais la cotisation, qui peut être très faible ou très élevée, n'est jamais connue d'avance. Pour éviter un taux exagéré de la prime, quelques Sociétés ont fixé un maximum de 3 % ; si les pertes à payer épuisent la cotisation maximum, l'indemnité est réduite proportionnellement ;

3° *A primes mixtes.* Le premier système fournit aux Sociétés un fonds de roulement au début de chaque exercice et les cultivateurs peuvent toucher immédiatement leurs indemnités en cas de sinistre.

Le second système a le mérite d'alimenter la Caisse avec plus de souplesse et de tenir compte du nombre plus ou moins grand d'indemnités à verser. On a songé à combiner les deux systèmes pour profiter des avantages de chacun d'eux. La Mutuelle de Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire) est une des premières applications de ce type mixte.

Le cultivateur paie deux sortes de cotisations :
1° *La première année* de l'assurance, il verse un droit d'entrée composé d'un droit fixe de 1 franc par tête de bétail, et d'une prime de 1 fr. 50 % de la valeur des animaux assurés. — 2° *Les années suivantes*, la cotisation est proportionnelle aux pertes, le montant des sinistres étant simplement réparti entre les

Sociétaires, au prorata de la valeur assurée, à la fin de chaque semestre.

Le droit d'entrée fournit ainsi un fonds de roulement destiné à payer immédiatement les sinistrés, et la cotisation proportionnelle vient, à la fin de chaque semestre, remettre dans la caisse les sommes qui en sont sorties.

Ce système très ingénieux paraît préférable aux deux autres. Cependant il peut arriver que les sinistrés soient nombreux et la cotisation proportionnelle trop élevée; pour parer à cet inconvénient, on a fixé une limite maximum de 3 %, et on a créé les *Caisses de réassurance*. La Caisse de réassurance est une Société d'assurance qui doit venir en aide aux Sociétés dont les fonds disponibles sont épuisés par de trop nombreux paiements; elle est alimentée par des prélèvements sur les primes des petites Sociétés qu'elle assure. Il est facile de comprendre que, grâce à ce système d'assurance à deux degrés, le cultivateur peut accorder la plus entière confiance aux Mutuelles. Toutefois, il est une règle essentielle en matière d'assurance-bétail : on ne paie jamais au sinistré la valeur totale de la bête assurée, mais seulement les quatre cinquièmes de cette valeur; cette retenue d'un cinquième a pour but d'intéresser le cultivateur à la conservation de son bétail et d'empêcher l'assurance d'être une source de bénéfice pour les négligents.

Dans la Côte-d'Or, l'Assurance-bétail est à peine à ses débuts (1). Deux Sociétés commencent à fonctionner :

1^o La *Société de secours mutuels contre la mortalité de*

(1) La Côte-d'Or possède : chevaux, 46,328; mulets, 148; ânes, 2,533; espèce bovine, 150,195; espèce ovine, 271,503; espèce porcine, 70,730; espèce caprine, 5,584.

l'espèce bovine, fondée à Laignes, le 3 décembre 1897 ;

2° La *Mutualité agricole* fondée à Saint-Jean-de-Losne, le 24 avril 1898, pour les *espèces chevaline et bovine* (elle pourra être étendue aux autres espèces).

A Fontaine-Française, Pouilly-en-Auxois et Semur, les statuts provisoires des futures sociétés sont déjà imprimés ; à Genlis, Nuits, Pontailler, Seurre, Sombernon et Dijon, la question est simplement à l'étude (1).

La création trop récente des Sociétés de Laignes et de Saint-Jean-de-Losne nous empêche de porter un jugement sur elles ; nous indiquerons simplement les grandes lignes de leur fonctionnement et à quels types elles se rattachent.

Des deux Sociétés fondées dans la Côte-d'Or, une seule, la *Mutualité agricole* de Saint-Jean-de-Losne, a respecté la loi de 1867 ; nous renvoyons purement et simplement à la loi de 1867 et au décret de 1868 pour les détails de constitution et d'administration de cette Mutuelle (voir les observations faites au début de la III^e partie).

Elle est formée par acte notarié du 6 mars 1898 ; elle a comme circonscription le canton de Saint-Jean-de-Losne. Elle est du type à *primes fixes* dont le taux varie suivant les espèces d'animaux :

1 ^{re} Classe. —	Espèce bovine	0 ^f 90 ^o / _o de la valeur assurée
2 ^e —	chevaline (1 ^{re} catég.)	1 30 ^o / _o —
3 ^e —	— (2 ^e —)	1 80 ^o / _o —
4 ^e —	ovine, caprine, porcine.....	1 90 ^o / _o —

A la fin de chaque exercice, le produit des primes sert à indemniser les sinistrés jusqu'à concurrence

(1) A Pagny-la-Ville, Pagny-le-Château, Labruyère et Le Châtelet des conférences doivent être faites prochainement par M. Delimoges, pour fonder des Caisses-Syndicats à *primes mixtes*.

des indemnités qui leur sont dues; si les sommes encaissées sont insuffisantes pour le paiement complet des indemnités, la répartition est faite entre tous les indemnitaires au centime le franc, sans recours sur les exercices suivants.

Les animaux sont assurés contre les maladies, accidents et abatages forcés; moyennant des cotisations supplémentaires, on peut les assurer contre les sinistres résultant de la castration, de la foudre et de l'incendie. Certaines limites de temps (15 jours) et d'âge (6 mois à 15 ans) sont imposées aux nouveaux assurés pour éviter les fraudes.

L'estimation de la valeur est faite par l'assuré et l'un des sociétaires.

En cas de sinistre, la déclaration est faite dans les 24 heures et la perte évaluée par trois membres de la Société.

Le sociétaire n'a droit, y compris le coût de la dépouille et la vente de l'animal, qu'aux $\frac{4}{5}$ de l'indemnité reconnue.

Les indemnités sont payées annuellement, mais des acomptes peuvent être accordés dans le cours de l'exercice.

Comme la Côte-d'Or n'a pas encore de Caisse de réassurance, un fonds de réserve est formé: 1° par un paiement annuel de 0^e 10 % des valeurs assurées; 2° par les fonds non absorbés par les dépenses de la Société (1).

(1) Comptes de l'exercice 1898 :

RECETTES				DÉPENSES	
Cotisations de 1 ^{re} classe				<i>Sinistres payés</i>	
—	2 ^e	—	613 »	1 ^{re} Classe (63,86 %)	600 ^e 35
—	3 ^e	—	42 10	2 ^e — (63,86 %)	478 95
Le total des recettes s'élève à . .				3 ^e —	néant. » »
1,161 ^e 65					

Le chiffre de 63,86 % payé aux sinistrés est la meilleure preuve de l'excellent fonctionnement de cette Société.

La *Société de secours mutuels* de Laignes est un Syndicat-bétail; nous donnerons plus loin notre appréciation sur ce genre de Société. Elle est à *primes fixes* et n'assure que la race bovine. Voici les principales dispositions de son règlement :

La cotisation est de 1 % du capital assuré; le sociétaire paie en outre un droit d'entrée de 0 fr. 50 par tête de bétail.

Les animaux des marchands de bestiaux non cultivateurs et des entrepreneurs de services publics sont exclus.

On doit assurer la totalité du troupeau et non quelques bêtes individuellement.

Le sinistré reçoit par anticipation une indemnité égale à la moitié de la perte fixée par experts. Le règlement des comptes a lieu en fin d'année. Cette Société paie seulement les 3/4 de la perte et retient sur l'indemnité allouée la cotisation pour l'année suivante.

Enfin, — et ce point mérite d'être soigneusement noté, — cette Société peut éventuellement jouer le rôle de Caisse de crédit agricole; en effet, l'article 15 des statuts dispose que, si un fonds de réserve peut être formé à l'aide des sommes non distribuées, il servira « à opérer entre les sociétaires des prêts remboursables à échéances avec intérêts à 3 fr. 25 %. » Cette clause est certainement irrégulière parce qu'elle permet d'organiser une Société de crédit en dehors des lois de 1867 et 1894. Les auteurs de cet article 15 n'ont sans doute pas attaché d'importance à cette fausse interprétation de la loi; du reste, la Société d'assurances étant elle-même constituée en dehors de la loi de 1867, il était naturel d'écarter également cette loi pour la fondation d'une Caisse dépendant de cette Société.

§ 2. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Les Sociétés de secours mutuels sont aujourd'hui régies par la loi du 1^{er} avril 1898; l'article 1^{er} de cette loi indique leur but :

« Les Sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladies, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants ou décédés. »

Ces Sociétés, d'après l'article 14 de la même loi, se divisent en trois catégories :

1^o *Sociétés libres*; elles ne peuvent posséder que des objets mobiliers;

2^o *Sociétés approuvées*; elles peuvent être propriétaires d'immeubles;

3^o *Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique*.

Sous la législation antérieure (décret-loi du 26 mars 1852) il n'y avait pas de Sociétés libres, mais pour faciliter aux Syndicats la création de ces institutions, l'article 6 § 4 de la loi de 1884 dispensait les Caisses syndicales de secours de l'autorisation administrative. La création des Sociétés *libres* a donc rendu inutile la disposition exceptionnelle de la loi de 1884. Toutes les Sociétés sont soumises à la loi de 1898, elles ont

un délai de deux ans pour modifier leurs statuts conformément au nouveau règlement.

Au 1^{er} décembre 1898, on compte dans la Côte-d'Or 192 Sociétés de secours mutuels, dont 61 sont approuvées. Sur ce nombre, 36 Sociétés sont spécialement destinées aux pompiers, aux anciens militaires et aux ouvriers industriels. Restent donc 156 sociétés dont les membres sont presque tous cultivateurs ou vigneron.

Le plus généralement, leur but est de fournir des soins médicaux et pharmaceutiques et une pension de retraite à leurs adhérents. Les Sociétés vigneronnes font en outre les travaux de culture dont les sociétaires malades sont incapables. On ne connaît pas assez, à notre époque d'individualisme, quels exemples d'union et de fraternel dévouement donnent les sociétés de Saint-Vincent (vignerons) ; nous pourrions citer telles Sociétés dont les membres ont cultivé pendant plus d'une année, avec plus de soin peut-être que le propriétaire lui-même, les vignes d'un sociétaire malade.

Nous ne pouvons pas examiner le fonctionnement des Sociétés de secours mutuels ; ce sont les détails d'application qui seraient le plus instructifs, mais ils varient avec chaque Société et exigeraient une longue étude. Nous donnons, à titre d'exemple, un extrait des statuts de la Société de secours mutuels des vignerons de Mâlain (V. doc. ann. V^o Secours mutuels) ; il suffit de lire attentivement ces statuts pour comprendre le caractère d'une moralité si élevée des sociétés de vignerons.

Chaque village devrait avoir sa Société de secours mutuels ; en dehors du soulagement des misères physiques, elle contribuerait au relèvement moral

des individus en réveillant en eux le sentiment de la solidarité humaine si oublié aujourd'hui.

Les Syndicats agricoles sont naturellement désignés pour créer ces Sociétés dans les villages où elles n'existent pas encore (1).

(1) Les Syndicats d'Aiserey et de Saint-Jean-de-Losne en ont déjà fondé.

CHAPITRE III

Examen critique et réformes

Nous avons rencontré dans la Côte-d'Or plusieurs Sociétés d'assurances mutuelles constituées en forme de Syndicats. Les Sociétés d'assurances contre la mortalité du bétail paraissent désormais résolues à laisser de côté la loi de 1867 et le décret de 1868 ; elles veulent appliquer uniquement la loi de 1884. Ces prétentions sont intéressantes à examiner, puisque l'assurance-bétail est à la veille de prendre un développement considérable. D'autre part, le raisonnement, fait à propos de l'assurance-bétail, s'applique aux autres Sociétés d'assurances (1).

On s'est d'abord avisé que l'art. 6 § 4 de la loi de 1884 autorise les Syndicats agricoles à constituer sans autorisation, entre leurs membres, des caisses spéciales de secours mutuels, et on a cru pouvoir en déduire que ce texte attribue compétence aux Syndicats agricoles pour la création de caisses ou de Sociétés de secours mutuels contre la mortalité du bétail, qui pourraient s'administrer et fonctionner librement. Cette interprétation avait été adoptée par la Société des agriculteurs de France dans un modèle de statuts, rédigé et publié en 1896, pour faciliter l'organisation de l'assurance du bétail.

Un grand nombre de Syndicats agricoles fondèrent des caisses d'après ces conseils.

(1) Comte DE ROCQUIGNY : *Assurance mutuelle du bétail*.

Mais on reconnut rapidement, — et pour cela il suffisait de lire attentivement le texte, — que l'art. 6 § 4 est inapplicable en l'espèce parce qu'il ne concerne que les associations intéressant la *vie humaine* et non celles ayant pour objet la garantie du bétail. Cet article avait uniquement pour but de dispenser les Syndicats de l'autorisation exigée par la loi du 15 juillet 1850 et le décret-loi du 26 mars 1852 sur les Sociétés de secours mutuels pour la création des Caisses de secours mutuels et de retraite de la première catégorie (1) (sociétés autorisées). Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute sur cette interprétation, pas plus, du reste, que la circulaire de M. Waldeck-Rousseau pour l'application de la loi sur les Syndicats.

Le mot « Caisse de secours mutuels et de retraite » ne se prêtant à aucune amphibologie, on chercha si l'art. 3 de la loi de 1884 n'était pas suffisamment élastique pour s'étendre aux Caisses d'assurance-bétail.

Aux termes de cet article, « les Syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la « défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. »

La loi de 1884 accorde par cet article la plus grande liberté aux syndiqués pour organiser la protection de leurs intérêts communs. Or, dit-on, n'est-ce pas servir efficacement les intérêts agricoles que de prémunir à peu de frais les cultivateurs contre la mortalité des animaux de ferme ? L'assurance-bétail est l'un des moyens de défense les plus puissants, il

(1) Nous avons dit que les Sociétés de secours mutuels étaient maintenant régies par la loi du 1^{er} avril 1898.

rentre dans la compétence des Syndicats au même titre que l'achat collectif des engrais.

Un Syndicat pourrait donc, accessoirement à ses autres opérations, organiser l'assurance entre ses membres. Mais on va encore plus loin : ce qu'un Syndicat peut faire à titre *accessoire*, il peut le faire aussi à titre *principal* parce qu'il y a identité des motifs et que l'art. 3 s'applique dans l'un et l'autre cas ; de là, il résulte qu'en l'absence d'un Syndicat agricole, il pourrait se créer un Syndicat spécial de prévoyance contre la mortalité du bétail, le « *Syndicat-Bétail* », comme on le qualifie à Orléans.

Nous sommes absolument opposé à cette extension abusive donnée à la loi de 1884.

Toutes les Sociétés d'assurances, sans aucune exception, sont régies par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868.

Grâce à l'esprit libéral de la loi de 1884, les Syndicats peuvent créer *à côté d'eux* toutes les institutions qu'ils jugent utiles, mais en observant l'application des règles du droit commun.

« Les auteurs de la loi de 1884, dit M. Lyon-Caen (1) dont l'opinion en cette matière est décisive ont si bien entendu réserver l'application des règles du droit commun aux Syndicats se livrant à des opérations pour lesquelles nos lois contiennent une réglementation que, pour les Sociétés de secours mutuels, ils ont inséré une disposition spéciale dans la loi (art. 6 § 4), afin que les syndiqués puissent, sans autorisation, créer entre eux des Sociétés de cette nature. Le Syndicat peut seulement, en rap-

(1) Cité par M. DE ROCQUIGNY, *op. cit.*, p. 97.

« prochant les syndiqués, *faciliter la formation* d'une
« Société d'assurances mutuelles.

« Tout le système de nos lois sur les Sociétés et
« les associations serait bouleversé s'il en était autre-
« ment. »

Et d'autre part M. Méline lui-même, cependant si favorable à toutes les améliorations agricoles, réservait aux seules Sociétés conformes à la loi de 1867 le bénéfice des subventions de l'Etat (1).

Il existe en France environ 1,400 Sociétés d'assurances-bétail, représentant un capital assuré de 80 millions; sur ce nombre, fort peu sont régulièrement constituées.

Ce serait bien rigoureux de ramener les rebelles à l'observation de la loi de 1867 dont les prescriptions sont onéreuses et incommodes pour les petites associations, et le seul remède serait la proposition d'une loi mieux adaptée au mouvement agricole. Les pouvoirs publics sont, il est vrai, favorables à la violation de la loi de 1867 et ne cherchent pas à la faire observer par les Syndicats agricoles. Mais les nécessités budgétaires, qui avaient poussé un contrôleur à imposer les Caisses Durand à la patente, peuvent encore être invoquées pour appliquer la loi du 5 juin 1850 sur le timbre (art. 33 à 41); cette loi régit toutes les Sociétés d'assurances mutuelles, et les soumet à des déclarations, des formalités et des droits sanctionnés par des amendes s'élevant jusqu'à 1,000 francs (2).

(1) Circul. minist. du 15 avril 1898, relative au remplacement graduel des secours accordés par l'État aux victimes des sinistres agricoles par des subventions aux Sociétés mutuelles d'assurances. 2,500,000 francs sont inscrits pour cet objet au budget de 1899.

(2) En ce sens, Décis. minist. fin. 23 juin 1869. D. V° Assurances, n° 88.

C'est une véritable épée de Damoclès suspendue sur les petites Sociétés, et il est urgent de régler leur situation d'une façon définitive. Une loi calquée sur celle des Caisses de Crédit agricole viendrait utilement compléter la loi de 1884 et la loi de 1894 en autorisant la fondation des Caisses d'assurances contre la mortalité du bétail dans les mêmes conditions que celles de Crédit mutuel.

La création des Caisses départementales d'assurances contre l'incendie et contre la grêle a soulevé une question de légalité dont la solution est considérée comme incertaine par le Conseil général de la Côte-d'Or, et a motivé le rejet des vœux du Conseil d'arrondissement de Beaune (1).

L'organisation de ces entreprises ne paraît pas, en effet, rentrer dans l'attribution des Conseils généraux; la loi du 10 août 1871 ne leur donne pas ce pouvoir; tout au contraire, elle fixe des limites précises à l'emploi des finances départementales. Or, une Caisse d'assurances ferait courir un risque assez considérable au département et l'entraînerait à des dépenses qu'il ne pourrait couvrir.

On invoque bien l'exemple des Ardennes, de l'Aube, de la Meuse et de l'Yonne qui possèdent des *Caisses départementales* et qui auraient ainsi créé une sorte de précédent en cette matière. Mais ce mot *départemental* est trompeur; en réalité, ces Caisses, qualifiées de départementales, appartiennent à des Sociétés privées et ne dépendent pas du Conseil général qui se borne à les subventionner.

(1) V. Conseil général : 27 août 1895, p. 213, rap. M. Lévêque; 20 août 1896, p. 97, rap. M. Berthaut; 20 août 1897, p. 251, rap. M. Bordet; 25 août 1898, p. 94, rap. M. Misset; 31 août 1898, p. 432, rap. M. Bouhey.

Comme conclusion de cette étude rapide sur les assurances agricoles, nous exprimons le regret de voir la Côte-d'Or distancée par d'autres départements, la Haute-Saône, l'Orne, le Pas-de-Calais, la Saône-et-Loire, la Sarthe.

Les hommes intelligents et dévoués ne manquent pas dans la Côte-d'Or; mais, les campagnes ne sont pas encore bien initiées au fonctionnement de ces assurances et leur hésitation en face d'un système qu'elles connaissent mal est bien légitime. Il faut donc préparer le terrain par des articles de journaux et surtout par des conférences avant de songer à créer de nouvelles Sociétés.

Le Syndicat des agriculteurs de la Côte-d'Or essaie de donner une impulsion aux Sociétés d'assurances et de favoriser le type d'assurances-bétail à primes mixtes; il se propose de fonder une Caisse de réassurance pour ces Sociétés lorsque cela sera reconnu nécessaire (1).

(1) Ce Syndicat avait organisé, à l'Alcazar, le 25 février 1899, une conférence sur l'Assurance-bétail; M. Bouret, directeur de la Société de Sennecey-le-Grand, chargé d'expliquer le fonctionnement de l'assurance, a surtout montré les avantages de la prime mixte.

QUATRIÈME PARTIE

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

CHAPITRE PREMIER

Notions préliminaires

En exposant dans notre première partie l'œuvre des Syndicats agricoles, nous avons signalé, à côté des achats d'engrais et de machines, quelques essais de vente de produits et l'organisation de dépôts de marchandises. Ces opérations faites par les Syndicats se rattachent directement au système coopératif dont elles ne sont qu'une application. Les syndiqués font œuvre de coopérateurs lorsqu'ils agissent collectivement pour produire, transformer ou vendre dans de meilleures conditions les produits agricoles.

Mais si les Syndicats agricoles réalisent, comme on a pu le dire très justement, la plus haute expression de l'idée coopérative, cela ne signifie pas qu'ils aient la faculté de se transformer en Sociétés coopératives au sens légal du mot sans être tenus d'observer le droit commun. Nous avons déjà signalé ce point à propos des actes de commerce des Syndicats, nous y reviendrons dans un instant.

L'objet de cette quatrième partie ne sera pas de reprendre l'exposé général des manifestations de

l'idée coopérative dans le fonctionnement des Syndicats, mais de montrer dans quelle mesure certaines de ces manifestations sont conformes à la loi française et aux principes qui régissent les Sociétés coopératives.

De l'histoire de la Coopération agricole, nous n'avons rien à dire; elle est liée en France à celle des Syndicats et nous ne la référons pas. Qu'il nous suffise d'ajouter que les laiteries coopératives de Leschelle (Aisne, 1887) et de Chaillé (Charente-Inférieure, 1888), marquent le début de ce genre d'association.

CHAPITRE II

Situation de la Côte-d'Or

La seule Société coopérative agricole qui existe dans la Côte-d'Or est la *Coopérative agricole de Bourgogne et de Franche-Comté*, fondée par l'Union des Syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté, entre 25 Syndicats comprenant 12,000 membres. Elle est fondée avec un capital initial de 2,000 francs, divisé en 100 cotisations de 20 francs chacune. « La Société a pour but de favoriser l'agriculture en facilitant l'écoulement des produits agricoles, soit parmi ses propres membres, soit parmi les Sociétés de consommation ou autres, et en procurant, aux meilleures conditions de prix et de qualité, toutes espèces de marchandises à ses membres ou aux associations agricoles affiliées ». Jusqu'ici, elle a surtout fourni des engrais aux syndiqués. Nous avons dit, en parlant des ventes d'engrais sur analyses, que cette Société achetait 1,500,000 kilos d'engrais à l'Usine des Produits Chimiques de l'Est.

Le Syndicat des agriculteurs de la Côte-d'Or avait fondé à Dijon une boucherie coopérative dont l'échec tient à des causes peu connues et singulières. Les bonnes et les cuisinières préférant, s'approvisionner en dehors de cette boucherie pour bénéficier du sou par franc et des remises imaginées par les fournisseurs peu scrupuleux, ont manœuvré de telle sorte

que les sociétaires ont dû capituler et fermer la Coopérative.

Cet écueil, bien imprévu lors de la fondation de la boucherie, montre quelle distance sépare la théorie coopérative de la pratique et combien les moindres détails demandent d'étude et de réflexion pour assurer la réussite d'une entreprise de ce genre.

Plusieurs présidents de Syndicats (1) ont, par une large interprétation de la loi de 1884, créé des dépôts d'engrais et des magasins de vente d'objets divers ; non-seulement les engrais et les machines, mais tous les articles de ménage et d'épicerie, sont vendus aux syndiqués : huile, savon, brosses, riz, macaroni, crayons, papier, chaussures, etc.... Malgré leur titre de *Syndicats agricoles*, ce sont de véritables Coopératives de consommation dont l'étude trouve sa place dans cette partie de notre travail.

A propos des achats d'engrais nous avons indiqué le système des dépôts d'engrais (Châtillon et Aiserey) et montré ses avantages pour les Syndicats ; il est donc inutile de refaire cette description et nous renvoyons simplement à la première partie (achats directs des Syndicats).

Le Syndicat agricole de l'Auxois, présidé par M. R. Jacob, a su réaliser une organisation des plus intéressantes et dont le fonctionnement est excellent.

Ce Syndicat s'étend à l'arrondissement entier de Semur ; il fallait donc trouver un moyen pratique de mettre les produits achetés à la disposition de tous les membres de la Société. Des dépôts sont établis à

(1) Les Syndicats de Coulmier-le-Sec, de Molesme, du Morvan et de l'Auxois, de l'Auxois, de Nan-sous-Thil, les Syndicats récemment dissous de Buffon et Saint-Germain-de-Modéon.

Semur, Verrey-sous-Salmaise, Epoisses, Flavigny, Pouillenay et Montbard.

Chacun de ces dépôts est confié à un gérant responsable, sorte de *comptable-matière*, qui tient un registre d'entrée de tous les objets en magasin. Ce gérant reçoit comme rémunération 2 % sur les ventes qu'il fait.

La sortie des objets vendus est contrôlée au moyen d'un registre de livraison à souches, dont les feuillets se séparent en trois parties : 1^o le *talon*, qui reste entre les mains du gérant ; 2^o une *feuille-quittance*, remise à l'acheteur lors du paiement ; 3^o une *feuille de contrôle* envoyée au Comité pour la justification des sorties et l'établissement de la comptabilité ; les trois cases du feuillet contiennent chacune les indications suivantes : un numéro d'ordre et le nom du dépôt, — le nom de l'acheteur, — la désignation de l'objet vendu et l'indication du prix. Comme le Comité possède un double des registres d'entrée, il peut à chaque instant, grâce à la feuille de contrôle des registres de livraison, savoir quels objets sont sortis et le nombre de ceux disponibles dans chacun des dépôts. Ce système très simple est un excellent moyen de vérification de l'administration du gérant (1).

Les dépôts contiennent toutes les marchandises d'un usage courant, ce sont de véritables magasins d'épicerie et de mercerie.

Le prix de vente aux Syndiqués a pour base le prix d'achat en gros majoré de 2 % pour le gérant et d'un tant pour cent destiné à couvrir les frais d'administration. Ce tant pour cent est variable suivant la nature

(1) D'après l'*Annuaire* de L. HAUTEFEUILLE, ce Syndicat a vendu en 1897 pour plus de 400,000 francs de marchandises diverses.

des denrées et calculé uniquement de façon à laisser une différence suffisante entre le prix de vente du commerce et celui du Syndicat; il varie de 1 à 25 %.

CHAPITRE III

Examen critique et réformes

Le dépôt des marchandises, en faisant abstraction du point de vue économique et légal, offre les mêmes inconvénients que le dépôt d'engrais. Il exige d'abord un fonds de roulement de 2,000 fr. par dépôt. Les présidents de Syndicats éprouvent de très sérieuses difficultés pour réunir les sommes nécessaires. On hésite, dans les campagnes, à confier un capital, si minime soit-il, à une œuvre dont le but n'est pas de fournir des dividendes et dont la réussite n'est pas infailliblement assurée. D'un autre côté, la direction d'un dépôt, et plus encore d'un ensemble de dépôts, demande beaucoup d'intelligence et de dévouement; si l'intelligence se rencontre assez fréquemment, le dévouement aux intérêts d'autrui à un degré éminent, l'altruisme, est une qualité bien rare. Voilà pourquoi si peu de Syndicats savent faire autre chose qu'acheter des engrais et des machines et rendre à leurs membres les multiples services pour lesquels ils sont créés.

Mais à côté des éloges pour les efforts considérables et désintéressés des fondateurs de dépôts de marchandises, nous sommes obligé de faire, au double point de vue légal et économique, une place assez large à la critique.

C'est qu'en effet, le *Syndicat-épiciier*, comme nous le qualifierons désormais, n'est pas une Société coo-

pérative au sens juridique de ce mot ; c'est un Syndicat agricole transformé de fait en magasin coopératif.

Nous sommes amené ainsi à nous demander si les actes de commerce peuvent être faits par les Syndicats, et spécialement, puisque nous discutons sur une espèce, si les Syndicats peuvent diriger pour leur compte des dépôts de marchandises et d'engrais.

Les partisans de l'opinion affirmative prétendent que la loi de 1884 est une loi de liberté destinée à provoquer la féconde activité des associations et que les Syndicats doivent travailler à accroître la prospérité de l'agriculture en rendant aux agriculteurs le maximum des services que comporte le développement des idées de solidarité et de mutualité. C'est une variante des motifs invoqués pour créer l'assurance-bétail en forme de Syndicat.

La discussion de la loi, dit-on, prouve que, loin de vouloir enfermer les associations professionnelles dans le cercle des études abstraites, on souhaitait de les en faire sortir et de les voir lutter avec des moyens véritablement pratiques.

En effet, la loi n'impose pas de limites à l'activité syndicale : le mot *défense* des intérêts communs peut être interprété aussi largement que possible et s'appliquer à tous les actes et à toutes les combinaisons qui favorisent les intérêts professionnels des syndiqués. Or, les comptoirs d'achat et de vente sont des moyens défensifs et, comme tels, légitimes.

Cette solution n'est pas douteuse en ce qui concerne les engrais et les machines, parce que l'achat de ces objets à bas prix concourt directement à faciliter la production agricole. Mais l'agriculture n'a pas seulement intérêt à produire à bon marché ; sa

prospérité serait encore plus grande, si les frais d'entretien et de nourriture des travailleurs agricoles étaient diminués. Le moyen d'obtenir cette diminution, c'est de procéder suivant la méthode employée pour les achats d'engrais : s'adresser directement aux producteurs et commander en gros l'épicerie et tous les objets utilisés dans le ménage. La réduction de prix que nous obtenons ainsi augmentera le bien-être des cultivateurs et, par suite, améliorera la situation agricole. On ne peut pas, raisonnablement, refuser à la loi de 1884 de produire des effets aussi bienfaisants, disent les partisans des Syndicats-épiciers.

Cette interprétation est-elle bien exacte ? Nous ne le croyons pas.

La loi de 1884 est, il est vrai, essentiellement favorable aux intérêts professionnels des syndiqués ; mais il ne faut pas exagérer cette idée au point de faire de cette loi une sorte de pont qui permette de passer par dessus toute la législation française sous le prétexte qu'elle est gênante pour les Syndicats.

Comment peut-on définir le Syndicat-épiciers ? Il achète en gros, avec *ses propres fonds*, des marchandises qu'il revend au détail à ses membres ; il prélève les bénéfices nécessaires pour couvrir ses risques et ses frais d'administration. C'est donc une véritable Société coopérative de consommation.

Que les partisans du Syndicat-épiciers ne prétendent pas avoir simplement étendu à d'autres marchandises le mode d'achat généralement admis pour les engrais, et ne nient pas le caractère coopératif de ces Sociétés, car l'achat des engrais est lui-même très discutable lorsqu'il est fait suivant le système des dépôts.

Il faut, en effet, distinguer avec soin deux modes de procéder. Lorsqu'un Syndicat centralise les commandes individuelles, qu'il fait aux fournisseurs une seule *commande collective* représentant exactement le total des commandes individuelles, et que les marchandises livrées sont payées, non par la Caisse Syndicale, mais par les sociétaires acheteurs, il ne fait pas acte de commerce ; il n'a même pas le caractère de Société coopérative de consommation.

Les achats d'engrais ou d'objets quelconques, faits dans ces conditions, sont à l'abri de toute critique.

Le Syndicat joue simplement le rôle d'un commissionnaire complaisant, qui fait profiter, sans frais, ses clients de son crédit personnel, et leur envoie la note à payer des achats faits pour eux (1).

Tout autre est l'opération consistant à mettre en magasin des marchandises dont la quantité et la qualité n'ont pas fait l'objet de demandes précises de la part des syndiqués ; c'est la Caisse syndicale seule qui paie ces marchandises, et le prix de détail aux Sociétaires n'est plus simplement le total du prix d'achat et des frais de transport, mais il comprend encore un tant pour cent destiné à couvrir les risques d'avaries, de variations de cours et d'aléa de toutes sortes. Cette opération, caractérisée par la nécessité d'un capital social et l'existence de risques, est propre aux Sociétés *coopératives de consommation*.

Or, la législation française soumet les Sociétés coopératives à certaines règles ; la loi du 24 juillet 1867

(1) V. en ce sens : BRY, *Législation industrielle*, p. 269, et Toulouse, 26 mars 1889, *Rev. des Soc.*, 89, 403 ; Trib. com. Marseille, 19 juillet 1889, *Rec. de Marseille*, 89, 1296.

sur les Sociétés consacre son titre III (art. 48-55) aux Sociétés à capital variable dont les Coopératives font partie.

Il est assez difficile de soutenir que la loi du 21 mars 1884 a eu pour but d'abroger partiellement, en faveur des Syndicats, la loi de 1867 ; l'intention du législateur, même en la supposant évidente, ne suffirait pas pour bouleverser aussi profondément la législation française sur les Sociétés.

Telle est également l'opinion de la jurisprudence. (V. notamment Trib. comm. Saint-Nazaire, 16 juin 1894, confirmé par arrêt de la Cour d'Angers, 29 décembre 1894. S. 94. 2. 314) (1).

Nous supposons que le Syndicat-épiciier a seulement violé le titre III de la loi de 1867, mais il semble qu'en fait leurs torts soient plus graves et qu'ils abusent de leur situation particulièrement avantageuse pour ruiner les petits commerçants. Il existe tel Syndicat, — l'un des derniers créés, — dont le fondateur n'a eu d'autre but que d'approvisionner sa famille à bon compte. C'est un abus très regrettable.

A la séance du 30 août 1896, M. Garnier présenta au Conseil général de la Côte-d'Or un vœu du Conseil d'arrondissement de Semur, relatif aux Syndicats agricoles ; ce vœu était ainsi conçu : « Le Conseil

(1) Attendu, dit ce jugement, qu'il reste prouvé que ce Syndicat achetant bien des marchandises pour les revendre avec des bénéfices, ce qui constitue bien des actes de commerce, il est mal venu à invoquer la loi du 21 mars 1884, après l'avoir violée dans son esprit et dans son texte, car il ne s'agit pas, dans la cause, d'actes faits pour l'étude et la défense d'intérêts économiques ou agricoles, mais bien d'actes qui sont une source de bénéfices pour le Syndicat. —

Si les Syndicats ont, contre leur droit, fait quelques actes de commerce, ces actes sont de la compétence commerciale. (Même jugement).

« émet le vœu que les Syndicats ne fassent pas, en
« vue d'un lucre quelconque, des actes de commerce
« et restent dans l'esprit de la loi de 1884 qui en a
« autorisé la création. » M. Bizouard, conseiller gé-
néral de Saulieu, se plaint à la même séance des
Sociétés de Montbard et de Saulieu. « Il y a abus,
« dit-il, lorsque par elles-mêmes ou par l'intermé-
« diaire de leurs adhérents elles procurent, au détri-
« ment du commerce ordinaire, des bonifications de
« prix sur les fournitures à des personnes qui ne
« sont pas sociétaires. Il n'est pas admissible que les
« Syndicats se livrent au commerce de l'épicerie,
« des vêtements, des robes de soie ou des ombrelles.
« Il ne convient pas que, par une extension illimitée,
« ils empiètent par des agissements commerciaux
« insolites, sinon illicites, sur les intérêts des débi-
« tants, des commerçants patentés qui veulent vivre,
« qui ont le droit et le devoir de vivre et qui sont
« menacés dans leur existence. »

Les motifs du jugement précité du Tribunal de
Saint-Nazaire sont rédigés dans le même sens :
« Attendu que la loi de 1884 est journellement violée
« par les Syndicats qui achètent des marchandises
« de toutes sortes pour les revendre avec des béné-
« fices souvent supérieurs à ceux du commerce ;
« attendu que ces Syndicats font au commerce local
« une concurrence d'autant plus grande qu'ils n'ont
« à supporter ni patente, ni impôts, tandis que les
« commerçants, en dehors de la patente et des autres
« impôts du commerce, ont des frais plus élevés de
« manutention, de loyer, des charges de famille que
« n'ont pas les Syndicats. »

Ces vœux présentés au Conseil général et ces motifs
du jugement de Saint-Nazaire, répondant négative-

ment à la question de savoir si, économiquement, le Syndicat-épiciier, — ou même la Coopérative, — a le droit de ruiner le petit commerçant, nous conduisent à examiner, en faisant abstraction de la légalité, les raisons qui justifient cette solution.

Nous prenons comme exemple, pour faciliter le développement de notre théorie, un village où n'existe qu'un détaillant, ou deux au plus, ce qui est le cas habituel. Un Syndicat-épiciier se fonde dans ce village et ruine le petit détaillant ; peut-on justifier ce résultat ? Non, disons-nous.

En dehors des excellentes raisons données par le Tribunal de Saint-Nazaire, il en est encore d'autres.

On peut expliquer que l'homme n'a pas la liberté indéfinie de ses actions en prenant cette comparaison : « Sans doute, j'ai la liberté de lancer par ma fenêtre « tout ce que je trouve sous ma main ; mais comme « tout le monde a la liberté de passer sous ma fenêtre, « ma liberté se trouve limitée parce que je n'ai pas « le droit, même involontairement, de blesser autrui. » Le Syndicat-épiciier n'est-il pas bien représenté par cet individu qui lance des objets sans savoir quel effet il produira sur les personnes qui ne sont pas syndiquées ?

Une association ne peut pas comprendre la totalité d'un village, si petit qu'on le suppose ; les querelles de famille, les divisions politiques fractionnent la population en partis irréconciliables qui ne consentiront jamais à se réunir dans la même Société. Dans l'Indre-et-Loire, département qui possède le plus grand nombre de Syndicats (80), beaucoup de localités ont deux Syndicats rivaux, représentant des idées opposées : la même situation se présente sur quelques points de la Côte-d'Or, soit entre Syndicats, soit entre

Comices et Syndicats, Comment alors espérer de voir le Syndicat étendre ses services à un village entier et transformer la boutique d'épicerie en magasin syndical?

Le Syndicat se trouve donc dans cette alternative vis-à-vis du détaillant : le remplacer ou le laisser vivre.

En cas de suppression, la boutique de l'épicier deviendra magasin coopératif et l'épicier en sera le gérant.

Mais, si le Syndicat est incapable de remplacer complètement le détaillant et de lui offrir une compensation suffisante, telle que la gérance du dépôt syndical, il n'a pas le droit de le faire disparaître en le ruinant peu à peu, pas plus qu'on n'a le droit de supprimer les moyens d'existence d'un homme et de causer sa mort.

D'autre part, cette ruine n'atteindrait pas seulement le détaillant, elle serait préjudiciable aux non-syndiqués et même aux syndiqués.

Nous avons posé en principe ce fait révélé par l'expérience qu'il est impossible de réunir dans la même association tous les habitants d'un village ; en dehors du Syndicat resteront les personnes qui ne veulent pas, ou qui n'ont aucun intérêt à en faire partie, et les étrangers de passage. Ces non-syndiqués souffriront nécessairement de la disparition du détaillant et leurs réclamations et leurs plaintes seront justifiées. Même si le détaillant n'est pas radicalement ruiné, s'il est seulement amoindri et qu'il doive majorer ses prix pour vivre, les non-syndiqués n'auront-ils pas encore le droit de se plaindre de la situation que leur fait le Syndicat?

La disparition du détaillant local aurait des conséquences fâcheuses pour les syndiqués eux-mêmes.

Un Syndicat, une Coopérative, ont tous les défauts d'une administration; la routine les guette et vient plus ou moins tôt, mais infailliblement, les saisir. L'approvisionnement du dépôt syndical comprendra une série d'objets toujours les mêmes, toujours de même qualité. On redoutera les conséquences de cet esprit d'entreprise qui fait la force du commerçant, parce qu'on manquera de cette conviction qui est nécessaire au succès. On ne peut pas demander à un administrateur de Coopérative de s'improviser commerçant; il faut des aptitudes spéciales et se consacrer entièrement à cette profession. Voilà pourquoi la Coopérative ne pourra jamais se substituer complètement au commerçant; elle pourra bien vendre tous les objets d'utilité courante et de grande consommation, mais ces mille petits riens que le souffle passager de la mode crée pour un instant, ces marchandises dont la provision doit être très faible et constamment renouvelée, ces objets nouveaux ou dont la fabrication est perfectionnée et qu'il faut « lancer », n'entreront jamais dans le dépôt syndical. Et cependant les consommateurs les exigeront.

Pour nous, la solution serait d'installer le magasin coopératif chez le détaillant qui deviendrait gérant; l'approvisionnement coopératif ne comprendrait que les marchandises de grande consommation et non sujettes à s'altérer, comme les engrais, le matériel de ferme, de cave, le riz, les lentilles, la ficelle, etc. L'épicier-gérant aurait un tant pour cent sur la vente aux syndiqués et serait libre de vendre toutes autres marchandises comme il l'entendrait.

La seule difficulté d'application est celle-ci: comment éviter que l'épicier gérant vende à des non-syndiqués les marchandises du magasin coopératif?

Le Syndicat de l'Auxois avait essayé d'utiliser les épiciers locaux comme dépositaires ; il a dû renoncer à ce système parce que le contrôle était impossible.

Le problème n'est cependant pas insoluble. Peut-être pourrait-on le résoudre assez simplement par l'organisation suivante.

Les administrateurs de la Coopérative achètent les marchandises dont les quantités et qualités sont inscrites sur un livre d'entrée n° 1. Ce registre et les échantillons de marchandises restent au siège social. L'épicier dépositaire possède un registre n° 2 coté et paraphé par le Président, et dont chaque page est consacrée à une nature de marchandises. Le tarif syndical est affiché dans le magasin.

Lorsqu'un syndiqué achète un objet au dépôt, le gérant indique sur le registre n° 2, à la page convenable, par une mention signée de l'acheteur, la sortie de cet objet. Exemple :

Page 4	REGISTRE DE SORTIE	Riz
Le 1 ^{er} janvier 1899, entré au magasin	100 kil. de riz	100
SORTIES		
3 janvier. — Reçu	1 kil. riz. — Signé : Durand ..	1 k.
10 janvier. — Reçu	3 kil. riz. — Signé : Bertrand.	3 »
20 janvier. — Reçu	2 kil. riz. — Signé : Louis	2 »
30 janvier. — Reçu	10 kil. riz. — Signé : Durand ..	10 »
Au 31 janvier. — Vendu		16 » 16
Doit rester en magasin.....		84
Vérification des quantités en magasin.....		80
Manquant.....		4
<i>Le Directeur du Syndicat,</i>		
Signé : BERNARD.		

En comparant les quantités en magasin aux quantités sorties d'après le registre n° 2, les administrateurs savent donc si le gérant a vendu des marchan-

disés syndicales à des étrangers; d'après notre exemple, il manque quatre kilogrammes de riz au dépôt.

Pour établir le compte de l'épicier-gérant, il suffira de calculer sa remise sur les quantités vendues aux syndiqués et de lui faire payer les manquants suivant un tarif spécial, le tarif de vente aux syndiqués, par exemple; le gérant perdrait ainsi sa remise sur les quantités vendues aux étrangers et serait par là même obligé de majorer son prix de vente pour les non-syndiqués.

La vérification des qualités sera faite par comparaison avec les échantillons conservés au siège social.

Pour les objets qui se vendent par unités, comme les brosses, une empreinte, ou une marque spéciale, indiquera que ce sont des marchandises syndicales.

On arriverait ainsi à laisser vivre le détaillant local, — sa situation serait même souvent améliorée, — et à combiner ses services avec ceux de la Coopérative.

Il faudrait encore éviter que les non-syndiqués, profitant de la complaisance de certains sociétaires, puissent jouir des avantages de la Coopérative, mais cet abus paraît impossible à supprimer.

Les Sociétés coopératives sont tentées de violer la loi de 1865 pour s'exonérer de frais de patente et de taxes assez élevés. Les modifications réclamées en faveur des Coopératives ont surtout pour but d'alléger ou même de supprimer ces charges.

Voici sommairement indiquées les grandes lignes du projet qui est à l'étude, et sur lequel nous n'avons pas à insister.

Le projet de loi déposé le 16 juillet 1896 par M. Floquet fait le va-et-vient de la Chambre des députés au Sénat. Ce projet reconnaît quatre sortes de Sociétés :

1^o *Sociétés de consommation personnelle ou indus-*

trielle, relatives à la manutention d'objets destinés aux besoins personnels ou à ceux de la profession;

2° *Sociétés de crédit*, pour les opérations à effectuer entre associés ou avec d'autres Sociétés coopératives;

3° *Sociétés de production*, dont le but est l'exercice en commun d'un métier et la vente en commun d'objets fabriqués par les sociétaires;

4° *Les Sociétés mixtes*, agricoles ou autres, réunissant les caractères des trois Sociétés précédentes ou de deux d'entre elles seulement.

Ces Sociétés ne pourraient vendre qu'à leurs membres.

Le Sénat a reculé devant l'exemption totale des taxes, patentes et impôts dont le projet faisait bénéficier les Coopératives; l'amendement Nioche (mars 1896, Sénat) les soumet à la patente.

Une proposition tendant à édicter des pénalités contre les Coopératives qui dégénèrent en Sociétés commerciales a fait l'objet d'un rapport distribué à la Chambre le 25 janvier 1899 (1).

Le projet de loi sur les Coopératives a déjà subi un si grand nombre de modifications, il attire si peu l'attention des Chambres, que longtemps encore la loi de 1867 restera applicable à ces Sociétés.

(1) V. Yves GUYOT. *La vraie et la fausse Coopération*. — *Journal des Économistes*, 15 février 1899, p. 170.

CONCLUSION

De l'examen qui précède, se dégage cette conclusion que le département de la Côte-d'Or doit encore réaliser de grands progrès pour retirer de l'association agricole tous les effets utiles qu'elle comporte.

Si les Syndicats agricoles sont relativement nombreux, ils sont loin d'avoir atteint leur complet développement et paraissent se confiner dans les achats d'engrais et de machines. Ils n'ont pas compris que leur rôle est plus large, et qu'ils doivent servir de pivot au système coopératif et favoriser de toutes leurs forces l'éclosion des Sociétés de crédit agricole, d'assurances mutuelles et de production coopérative.

Le crédit agricole, indispensable auxiliaire de la coopération sous toutes ses formes, n'a pas encore de racines bien profondes, son utilité est encore contestée. L'agriculture ne se rend pas compte que la Caisse rurale est moins un instrument de crédit qu'un puissant moyen pour ramener l'union des classes agricoles. Une banque populaire doit avant tout restaurer l'esprit de solidarité entre ses membres, et cela détermine notre préférence en faveur des Caisses Durand à responsabilité illimitée. Le mouvement de fonds d'une Caisse rurale nous importe peu; nous esti-

mons que sa fondation est suffisamment justifiée, si elle réussit à ramener l'union dans un village.

Les assurances mutuelles sont l'objet de quelques tentatives intéressantes, mais bien peu nombreuses; elles hésitent à suivre les prescriptions légales et préfèrent tourner la loi ou la violer ouvertement, parce qu'elles se sentent soutenues par l'opinion publique, et espèrent voir bientôt adoucir des exigences trop sévères pour leur modeste organisation.

La coopération de production est à l'état embryonnaire; on peut dire que tout est à créer dans cette branche de l'association agricole; elle est représentée par un seul Syndicat de battage (Jallanges).

La transformation des produits par les Sociétés coopératives n'a même pas été tentée; cependant les régions qui produisent le lait en abondance (Fontaine-Française, par exemple), pourraient être dotées de laiteries coopératives, puisque la Haute-Saône et la Haute-Marne, à quelques kilomètres de distance et dans des conditions absolument identiques, ont obtenu un succès complet.

Dans beaucoup de régions, — en laissant de côté les vins fins, — on aurait avantage à copier les « Weinbauvereine » allemandes, et les Syndicats vignerons du Midi en créant des caves coopératives et en pratiquant la vinification en commun. L'expérience prouve que le vin est mieux fait, mieux soigné; il est d'une vente plus facile parce que les types sont égalisés et que le *vin du Syndicat* possède des qualités constantes qui le font rechercher des marchands.

La coopération dans la vente des produits agricoles n'a pas eu d'heureux résultats; mais l'insuccès des ventes des laines et des houblons est imputable à des circonstances étrangères au principe même de l'ins-

titution. On peut affirmer que la vente des produits agricoles, — sauf quelques ventes de vin par exposition d'échantillons, — n'a reçu aucune application dans la Côte-d'Or. •

La coopération de consommation n'existe pas en dehors des achats d'engrais et de machines; si quelques Syndicats ont essayé d'établir des magasins de vente, ils ont ouvertement violé les lois de 1867 et de 1884; leur excuse est dans la lenteur désespérante que mettent les Chambres à voter la nouvelle loi sur les Sociétés coopératives.

Quelques promoteurs de l'idée coopérative voudraient voir l'État intervenir et diriger la fondation des Sociétés. Nous avons dit plus haut que la conception socialiste de l'État-providence n'était pas la nôtre et que l'initiative individuelle a besoin d'être quelquefois protégée, mais jamais commandée par l'État. Nous repoussons même le système des subventions parce qu'elles créent des inégalités fâcheuses et constituent un gaspillage des finances publiques.

L'association coopérative n'a pas besoin des secours de l'État, elle les considère comme nuisibles parce qu'ils sont une cause de ralentissement pour l'activité et l'initiative individuelles.

Pourquoi réduire les frais d'administration si ces frais sont couverts par une bourse généreuse?

Pourquoi, si une subvention assure le résultat final, éviter les abus et les coulages?

Pourquoi les associés uniraient-ils tous leurs efforts en vue du succès s'ils peuvent compter sur des sympathies puissantes pour conjurer la catastrophe finale?

« Les associés ne compteraient plus sur leur énergie, sur leur dévouement pour assurer l'avenir de

« l'œuvre; ils compteront sur les philanthropes ou
« sur les secours de l'État (1) ».

La véritable cause du peu de développement de l'association agricole, aussi bien dans les autres départements que dans la Côte-d'Or, ce n'est pas le manque de subvention; ce n'est pas davantage la trop grande sévérité des lois françaises; c'est l'individualisme. Il faut bien reconnaître que les hommes intelligents sont le petit nombre; mais combien d'entre eux consentent-ils à se dévouer aux intérêts d'autrui et à montrer quelque désintéressement pour le bien commun? Or, cela va de soi, la prospérité d'une association dépend de celui qui la dirige, et l'on peut dire: tel président, telle société. Comment les Syndicats et les Coopératives pourront-ils se créer et avoir quelque chance de réussite, si ceux-là qui pourraient leur assurer le succès montrent à leur égard une égoïste indifférence?

Le peu d'importance des résultats actuels de la Coopération agricole n'est pas une excuse pour justifier ce rôle passif d'observateurs que prennent certaines personnes dont l'expérience et le savoir seraient grandement utiles aux associations. S'il est vrai, comme le prétend Le Play, « qu'un peuple grandit

(1) Louis DURAND, *Coopération et Subvention*, article paru dans le *Bulletin des Caisses rurales*, mars 1899. —

« Nous considérons, nous, que les Sociétés dites Coopératives
« ne sont que des Sociétés industrielles, financières ou commer-
« ciales, et qu'en France elles ne recevront un développement
« normal que si, comme en Angleterre, elles ne réclament rien
« de plus que le droit commun. Le plus grand service que
« peuvent leur rendre les hommes politiques et les « généreux
« philanthropes », c'est de ne pas s'en occuper ».

Yves GUYOT, *La vraie et la fausse Coopération*. — *Journal des Économistes*, 15 février 1899, p. 177.

« moins en perfectionnant la production des objets
« nécessaires à ses besoins qu'en s'efforçant de régler
« ses appétits et de contenir ses passions. » (1), la
Coopération syndicale, qui lie la prospérité matérielle
des individus au développement de l'union et de la
solidarité, qui coordonne les efforts de tous pour le
bien commun, doit réunir toutes les bonnes volontés,
parce que ce sera le plus puissant moyen de vaincre
l'antagonisme développé entre les classes sociales et
de refaire une France unie et prospère.

(1) LE PLAY. *Réforme sociale*, édit. Guillaumin, p. 11.

VU :

H. TRUCHY.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 29 mai 1899.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.



BIBLIOGRAPHIE

- Agriculture et Commerce** (ministère de l'). Enquête sur les engrais industriels, 2 vol. in-4°, Paris 1863-1866.
- A. Boissart.** Le Syndicat mixte, 1 vol. in-8°, Paris 1896.
- Boullaire.** Manuel des Syndicats professionnels agricoles, 1 vol. in-12. Paris 1888.
- Bry.** Législation industrielle, 1 vol. in-8°. Paris 1895.
- L. Duranl.** Le Crédit agricole, 1 vol. in-8°. Paris 1891.
- L. Durand.** Bulletin mensuel de l'Union des Caisses rurales et ouvrières. Lyon.
- Gide.** Principes d'Économie politique, 1 vol. in-12. Paris 1896, 5^e édition.
- Hautefeuille.** Annuaire des Syndicats agricoles et de l'agriculture française. Années 1890 et 1897-98.
- Abbé L. Noël.** Le Syndicat mixte paroissial, 1 broch. 44 pages. Calais 1898.
- Office du Travail.** Annuaire statistique de la France. Années 1888, 1890 et 1897.
- Office du Travail.** Annuaire des Syndicats professionnels. Année 1897.
- Comte de Rocquigny.** L'Assurance mutuelle du bétail, 1 vol. in-12. Paris 1898.
- Comte de Rocquigny.** La Coopération de production dans l'agriculture, 1 vol. in-8°. Paris 1896.
- Comte de Rocquigny.** Les Syndicats agricoles et le socialisme agraire, 1 vol. in-12. Paris 1893.
- Léon Say et J. Chailley.** Nouveau dictionnaire d'économie politique, 2 vol. et supplément. Paris 1891 et 1897.
- E. Seignouret.** Essais d'économie sociale et agricole, 1 vol. in-8°. Beaugency 1897.
-

DOCUMENTS ANNEXES

DOCUMENTS ANNEXES

Cartes Agronomiques.

Les analyses de terres, en faisant connaître la composition chimique du sol, apprennent à l'agriculteur quels éléments il doit ajouter à son champ pour faire une récolte abondante. Ces analyses sont coûteuses, et on a songé à créer, pour les propriétaires d'une même région, des *cartes agronomiques* indiquant la nature géologique et chimique du terrain de chaque commune.

Un tableau annexé à ces cartes fournirait tous les renseignements nécessaires à l'emploi des engrais. La Côte-d'Or est l'un des rares départements où l'on s'occupe avec succès de cette question.

Dès 1867, M. Gascon, agent voyer à Fontaine-Française, avait publié une étude accompagnée d'une carte, où il donnait la nature physique et chimique des terres de son canton (1); mais les engrais chimiques étaient alors inconnus, et l'auteur de cet ouvrage devait se borner à recommander l'emploi rationnel des méthodes anciennes.

Plus récemment, M. Coquillion, ancien professeur de lycée, a repris cette étude (2) et s'occupe très activement de résoudre le problème des Cartes agronomiques à bon

(1) *Géognosie du canton de Fontaine-Française*, par R.-E. GASCON, 1 vol. in-8°, Dijon, 1867. — *Cartes agronomiques*, par le même auteur, 1 broch. in-8°, Dijon, 1896

(2) *Emploi rationnel des engrais révélé par les Cartes agronomiques*, par M. J. COQUILLION, lauréat de l'Institut, 1 broch. in-8°, 72 p., Dijon, 1897.

marché; les cartes de Collonges-lès-Semur, Brazey-en-Morvan, Malain, Nuits, Talant, Magny-les-Aubigny, Pouilly-en-Auxois sont achevées et celles d'Essey, Lantenay et Montoillot sont en cours d'exécution. Chaque carte comprend : 1^o une carte géologique teintée, au 1/10000^e; 2^o un tableau contenant la composition chimique des divers terrains, et des conseils pour l'emploi raisonné des engrais; un exemplaire de la carte et du tableau est affiché à la mairie ou à l'école et un autre exemplaire déposé aux archives; 3^o un cahier renfermant quelques développements sur la géologie locale, sur les meilleurs plants à employer, etc.; ce cahier servira à faire des conférences et des cours à l'école. Voici, à titre d'exemple, les matières contenues dans le cahier de la carte de Talant :

- 1^o Analyse physique et chimique du terrain;
- 2^o Formation des couches géologiques;
- 3^o Interprétation des analyses;
- 4^o Prix des engrais;
- 5^o Adaptation des plants de vigne;
- 6^o Remarques pour calculer les engrais.

(Le tableau qui accompagne la carte reproduit les n^{os} 1, 3 et 4 qu'il est indispensable de bien connaître).

Le prix d'établissement d'une carte agronomique s'élève à 100 francs environ. (Voir le rapport de M. Ad. Carnot sur les cartes agronomiques. — Société nationale d'agriculture de France, 1898).

Le professeur départemental d'agriculture a, de son côté, exécuté quelques cartes (Renève, Pouilly-en-Auxois), mais leur prix de revient est beaucoup plus élevé.

Il est à désirer que les Syndicats comprennent l'importance d'un tel travail et possèdent ces cartes : faites par des hommes compétents, elles indiquent, mieux que ne sauraient le faire les cultivateurs, quels engrais sont préférables dans un cas donné, et évitent les dépenses d'analyses. M. Coquillion cherche actuellement un moyen

économique de tirer ses cartes et ses cahiers à plusieurs exemplaires qui seraient distribués aux cultivateurs les plus intelligents de chaque commune. Ce serait un excellent moyen de faire entrer dans la pratique les procédés nouveaux de la science agricole. (V. doc. ann. V^o Station agronomique).

Chaires d'Agriculture.

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

L'enseignement agricole n'est officiel en France que depuis 1848. Les textes législatifs sont : la loi du 3 octobre 1848, qui a créé les écoles nationales et les fermes-écoles ; la loi du 30 juillet 1875, qui a institué les écoles pratiques ; celles du 9 août 1876, qui a rétabli l'Institut agronomique ; celle du 9 juin 1879, qui a fondé l'enseignement départemental ; le décret du 25 mai 1898, portant création d'un Conseil supérieur de l'enseignement agricole.

Il existe donc actuellement :

1^o Un enseignement supérieur des sciences appliquées à l'agriculture, correspondant à l'enseignement des Facultés, donné par l'Institut agronomique ;

2^o Un enseignement secondaire représenté par les trois écoles nationales de Grignon, Montpellier et Rennes ; l'école des Industries agricoles, à Douai, et l'école d'horticulture à Versailles ;

3^o Un enseignement du 3^e degré donné dans 44 écoles pratiques d'agriculture, correspondant aux collèges et aux écoles primaires supérieures ;

4^o Un enseignement du 4^e degré, constitué par les écoles d'apprentissage et comprenant 14 fermes-écoles, 13 fromageries-écoles, 2 école d'aviculture, 2 écoles de laiterie et une magnanerie-école ;

5^o Un enseignement spécial donné par les professeurs départementaux et spéciaux dans les divers établisse-

ments d'instruction secondaire et primaire et dans les cours d'adultes.

L'enseignement agricole de la Côte-d'Or est ainsi organisé :

I. — *Chaire d'agriculture du département.*

La chaire d'agriculture du département de la Côte-d'Or, soumise au régime de la loi du 16 juin 1879 sur l'enseignement agricole départemental et communal, a été créée, en exécution de la circulaire du 17 octobre 1874, par arrêté de M. le Ministre de l'agriculture et du commerce en date du 1^{er} mars 1877.

Attributions. — Le professeur est chargé de faire (1) :

1. Un cours régulier d'agriculture à l'Ecole normale d'instituteurs de Dijon, pour les élèves de 2^e et 3^e années. (Cet enseignement didactique est complété par des démonstrations pratiques et des excursions agronomiques.)

2. Des conférences publiques, dans les différentes localités du département, aux cultivateurs et aux instituteurs sur des sujets d'agriculture et de viticulture (au moins 12 par an).

Il a, en outre, l'administration et la direction générale des champs d'expériences et de démonstration créés avec la participation des associations agricoles, des communes et des particuliers à l'aide des crédits alloués par l'Etat et le département.

En dehors des tournées nécessitées par ces services, le professeur départemental d'agriculture se rend bénévolement, quand ses occupations le lui permettent, aux invitations qui lui sont adressées, soit pour assister à des expériences et des réunions agricoles, soit pour visiter des exploitations ou étudier sur place toutes les questions qui touchent aux intérêts des agriculteurs de la région.

(1) Circul. du 15 janv. 1881. *J. O.*, 17 janv. 1881. — Circul. du 4 février 1899. *J. O.*, 7 février 1899.

II. — *Chaires spéciales d'agriculture.*

Les titulaires de ces chaires, dont l'action ne s'étend pas au-delà de l'arrondissement ou du canton, ont pour mission de faire un cours didactique d'agriculture dans les établissements universitaires (lycées, collèges, écoles primaires supérieures) auprès desquels elles sont instituées et des conférences ou cours d'adultes dans les principales communes de leurs circonscriptions.

Ils ont à fournir au professeur départemental d'agriculture, qui est chargé de leur inspection et auquel ils sont hiérarchiquement subordonnés, leur collaboration pour l'organisation et la surveillance des champs de démonstration, et ils doivent le seconder dans toutes les entreprises qui ont pour objet la vulgarisation des bonnes méthodes et des améliorations rurales.

Ces chaires existent à :

1^o Dijon (Ecole normale).

2^o Nuits-Saint-Georges.

3^o Nolay.

4^o Châtillon-sur-Seine.

5^o Semur.

Pour les écoles, v. doc. ann. V^o Ecoles.

Champs d'expériences et de démonstration.

La Station agronomique, pour être complète, doit avoir, à côté de son laboratoire, des champs d'expériences ; ces champs sont dispersés sur toute la surface du département pour embrasser toutes les qualités de terrain ; ils sont confiés au professeur départemental d'agriculture. (V. doc. ann. V^o Station agronomique).

Il y a 7 champs d'expériences ordinaires et 29 parcelles de vigne utilisées comme terrain d'essai. Chaque année, un crédit de 6,000 fr. est alloué par le Conseil général pour leur entretien et celui des champs de démonstration (Conseil général, 27 août 1898, p. 235.

Rap. M. Bouhey). Les champs de démonstration sont au nombre de 62 pour les céréales et de 33 pour la pomme de terre ; ces champs, soigneusement entretenus, contiennent plusieurs espèces de blé, d'orge, d'avoine, de pommes de terre, désignées par des étiquettes très apparentes. Le professeur fait, sur l'emplacement même de ces champs, un certain nombre de conférences où il donne des explications sur les résultats obtenus.

Le Comité central d'études viticoles a créé pour son propre usage des champs d'expériences, d'adaptation et de démonstration ; le Conseil général lui alloue 6,000 fr. (Conseil général, 24 août 1898, p. 39. Rap. M. Chauvelot), et l'Etat 6,000 fr. chaque année pour l'entretien de ces terrains et les expériences.

L'entretien de l'ensemble des divers champs coûte donc annuellement 12,000 fr. au département, somme à laquelle il faut encore ajouter les 3,000 fr. de la Station agronomique, soit au total 15,000 fr.

Comices Agricoles.

LISTE.

1. Aignay-le-Duc	1843
2. Arnay-le-Duc	1851
3. Auxonne.....	1843
4. Baigneux-les-Juifs.....	1881
5. Epoisses	1835
6. Flavigny.....	1835
7. Fontaine-Française	1851
8. Genlis	1886
9. Gevrey.....	1889
10. Grancey.....	1862
11. Laignes	1879
12. Liernais.....	1891
13. Mirebeau.....	1880
14. Montbard	1877
15. Montigny-sur-Aube.....	1889

16. Nolay.....	1886
17. Nuits.....	1881
18. Pouilly.....	1851
19. Précy-sous-Thil.....	1834
20. Recey-sur-Ource.....	1851
21. Saint-Jean-de-Losne.....	1840
22. Saint-Seine-l'Abbaye.....	1887
23. Saulieu.....	1877
24. Seurre.....	1888
25. Sombernom.....	1897
26. Vitteaux.....	1896

Concours Agricoles.

Les concours agricoles ont eu plusieurs objets :

1^o Exposer les divers produits agricoles et les instruments de culture ; c'est le véritable concours agricole, trop connu pour que nous insistions sur son utilité. Dijon, Beaune, Semur, etc., en organisent périodiquement ;

2^o Chercher la solution d'un problème difficile ; par exemple les concours de pulvérisateurs et de charrues pour la vigne. (*Syndicat viticole de la Côte Dijonnaise*) ;

3^o Encourager et récompenser l'habileté de certains ouvriers.

Le Syndicat des Agriculteurs de la Côte-d'Or avait institué en 1898 un concours de ferrage de chevaux. Chaque année, le Comité central d'études viticoles décerne des diplômes de maîtres-greffeurs aux vignerons les plus habiles. (V. doc. ann. V^o Examens agricoles).

Écoles d'agriculture de la Côte-d'Or.

1^o Ecole pratique d'agriculture et de viticulture de Beaune.

2^o Ecole d'agriculture de la Barotte, près de Châtillon.

Cette école n'est pas encore ouverte, on procède à son aménagement ; une somme de 126.000 francs est mise pour cette installation à la disposition de l'architecte du département. (Conseil général, 2^e sess. 1898, p. 382. Rapp. M. Siredey).

3^e Ferme école du pensionnat des Frères de Semur, fondée récemment.

Le département de la Côte-d'Or dispose annuellement d'une somme de 1,200 francs pour l'entretien de boursiers à l'école de Grignon. (V. doc. ann. V^e Chaires d'Agriculture).

Écoles de greffage de la Vigne.

Le renouvellement des vignes françaises par les plants américains oblige à recourir au greffage. Le Comité central d'Etudes viticoles de la Côte-d'Or encourage la création d'écoles de greffage dans toutes les communes qui possèdent des vignes. Chaque élève apporte un sécateur, un greffoir et une vingtaine de sarments de l'année ; un maître-greffeur indique la manière de procéder et corrige les fautes commises.

Les maîtres-greffeurs sont des vigneronns qui ont obtenu un diplôme aux concours de greffage organisés par le Comité central.

Examens Agricoles.

L'Union des Syndicats agricoles et viticoles de Bourgogne et de Franche-Comté, s'inspirant des exemples de l'Union Bretonne qui, depuis plusieurs années déjà, a organisé l'enseignement de l'agriculture en Bretagne, a constitué en 1896 une commission d'enseignement agricole pour rechercher comment cet enseignement serait encouragé dans les écoles rurales.

Cette commission a choisi le système des examens passés à la fin de l'année scolaire, suivant un programme

déterminé, devant un jury compétent et sanctionnés par la délivrance d'un diplôme aux candidats reconnus suffisamment instruits.

En 1898, trois jurys ont procédé aux examens à la fin de l'année scolaire. Le premier, présidé par M. Delimoges, assisté de MM. de Fontenay et Truchot, a examiné les candidats de Dijon, Nolay et Semur, et a délivré 14 diplômes de 2^e classe et 20 de 1^{re} classe; les deux autres jurys ont examiné les candidats du Jura et du Doubs et délivré 79 diplômes. Les élèves des écoles libres ont été seuls examinés parce que les écoles de l'Etat avaient cru devoir rester en dehors de cette tentative; et cependant M. Méline avait demandé au Ministre de l'instruction publique d'inviter les instituteurs des écoles primaires à présenter leurs élèves à ces épreuves, et avait offert aux professeurs départementaux de faire partie des jurys d'examen. De nouvelles démarches ont été faites auprès des inspecteurs d'académie, et il y a tout lieu d'espérer que le système des examens agricoles pourra régulièrement fonctionner cette année et donner d'excellents résultats.

Journaux Agricoles.

1^o *La Bourgogne agricole* — journal hebdomadaire. — *La Bourgogne agricole* entre dans sa 20^e année d'existence; fondée en 1879 par M. Jeanniot, elle appartient aujourd'hui à M. Delimoges. Ce journal est donc antérieur à la création des Syndicats agricoles et s'occupait plus spécialement de la culture du houblon. La loi de 1884 lui a permis d'élargir son champ d'action. C'est l'organe officiel de l'Union des Syndicats agricoles de la Côte-d'Or, et l'organe officieux de l'Union des Syndicats agricoles de Bourgogne et de Franche-Comté. Il compte près de 4,000 abonnés.

2^o *Bulletin du Syndicat Viticole de la Côte dijonnaise.* — Ce bulletin a été fondé au mois de janvier 1892; il

paraît tous les mois et a pour objet spécial les questions de viticulture théorique et pratique. En 1892 et 1893, il a été spécialement chargé de publier le cours de chimie agricole de M. Margottet, professeur de chimie et directeur de la Station agronomique de Dijon. Les membres du Syndicat viticole de la Côte dijonnaise reçoivent gratuitement ce bulletin.

Publications.

Il existe un grand nombre de brochures publiées par les membres des Syndicats, et nous ne pouvons en fournir une liste complète. Nous citerons à titre d'exemple la brochure *Instructions et observations pratiques sur la culture du Houblon en Bourgogne*, par R.-E. Gascon, 1 broch. in-8°, 30 p., 1898.

Chaque année, le Syndicat des agriculteurs du canton de Genlis publie des graphiques indiquant les résultats de ses champs d'expériences ; ces graphiques sont lithographiés en couleur et distribués aux syndiqués. Le service départemental a copié textuellement ces tableaux sans en indiquer l'origine.

Sociétés d'Agriculture.

1° Comité d'agriculture et de viticulture de Beaune (1831).

2° Comité de Semur (1831).

3° Société d'horticulture et d'arboriculture de la Côte-d'Or (1^{er} mars 1858).

4° Société Vigneronne de Beaune (22 février 1885).

5° Société Vigneronne de Nuits (28 avril 1888).

6° Société d'agriculture et de viticulture de Châtillon-sur-Seine (27 mai 1890).

7° Association horticole de l'arrondissement de Beaune (1893).

8° Comité central d'études viticoles de la Côte-d'Or.

Le Comité central d'études viticoles de la Côte-d'Or, institué par arrêté préfectoral du 9 novembre 1897, aux lieu et place du Comité central d'études et de vigilance contre le phylloxéra, a son siège à Dijon et étend son action sur tout le département. Il a pour objet de contribuer au développement et à la prospérité de la viticulture :

1° En créant des champs d'expériences, d'adaptation et de démonstration et en entreprenant tous les essais d'ordre scientifique qui intéressent la production viticole;

2° En centralisant les renseignements et documents concernant les travaux poursuivis à ce point de vue dans les diverses régions de la France et à l'étranger;

3° En propageant par des conférences, des réunions publiques, des excursions et des publications, les résultats pratiques découlant de ses recherches et les connaissances de tous genres ayant trait à l'amélioration de la culture de la vigne et de la vinification;

4° En encourageant, par l'organisation de concours spéciaux et par l'attribution de prix et récompenses, les progrès réalisés dans cet ordre d'idées;

5° En étudiant et proposant à l'administration les mesures qui paraissent devoir être recommandées pour la défense et la régénération du vignoble bourguignon;

6° En lui transmettant les informations nécessaires sur la situation viticole et économique du département et, s'il y a lieu, ses vœux et délibérations.

Le Comité comprend des membres titulaires, des membres correspondants et des membres honoraires.

Il se réunit en assemblée générale ordinaire une fois tous les deux mois et tient, en outre, dans le cours de l'année, plusieurs assemblées générales extraordinaires dont une au moins dans chacun des arrondissements.

Secours Mutuels.

*Extraits des statuts de la Société de secours mutuels
des Vignerons de Mâlain, fondée en 1856.*

Bul. — ART. 1^{er}. — L'Association a pour but :

1^o De venir en aide aux membres participants et honoraires atteints de maladies ou de blessures en leur remboursant les visites de médecin ;

2^o De faire en partie aux membres participants leur travail interrompu par les cas qui précèdent ;

3^o De fournir à tous ses membres des appareils et des instruments d'usage peu courant ;

4^o D'accorder, conformément au décret du 26 avril 1856, une pension de retraite à tout membre participant ou honoraire, suivant les ressources affectées à cet effet, et de contribuer aux funérailles des membres dans la mesure de ses moyens.

Composition. — ART. 2. — La Société se compose de membres participants, de membres honoraires et de membres d'honneur.

Les membres participants sont les vignerons de la commune qui, ayant souscrit l'engagement de se conformer aux présents statuts et règlements, ont été admis à jouir de tous les avantages de la Société, et peuvent en remplir toutes les obligations.

Les membres honoraires sont les membres participants qui, pour cause de vieillesse ou de maladie prolongée au delà d'un an, ne pourraient plus accomplir les travaux de la Société, et qui sont admis à ne jouir que partiellement de ses avantages.

Les membres d'honneur sont les personnes qui, par leurs souscriptions, contribuent à la prospérité de l'Association, sans participer à ses avantages de journées ni de médecin.

ART. 3. — Le nombre des membres participants et

honoraires ne pourra excéder 200; celui des membres d'honneur est illimité.

ART. 13. — Toute personne qui veut entrer dans la Société en qualité de membre participant doit :

1^o Remettre au président une demande écrite et s'engager à observer les statuts ;

2^o Justifier de son âge s'il n'est pas né dans la commune ;

3^o Joindre un certificat médical constatant qu'il n'est atteint d'aucune maladie chronique ;

4^o N'avoir pas moins de 16 ans ni plus de 40 ;

5^o Jouir d'une conduite régulière et être domicilié depuis six mois dans la commune.

ART. 14. — Sont reconnus et proclamés membres honoraires les membres participants qui, en cette qualité, ont fait 20 années de présence dans la Société, et en quittent les travaux pour des motifs indépendants de leur volonté, conformément à l'article 2 § 2.

Administration. — ART. 5. — La Société est administrée par un bureau composé de : Un président d'honneur, un président, un vice-président, un trésorier, un secrétaire, un secrétaire-adjoint et quatre membres.

Obligations des Sociétaires. — ART. 20. — Les Sociétaires sont astreints :

1^o A payer une cotisation annuelle de trois francs. — Celle des membres d'honneur ne pourra être inférieure à cinq francs ;

2^o A faire pour les membres malades des journées de travail d'une durée de 10 heures, sans que le nombre de ces journées puisse excéder cinq par an et par Sociétaire ;

3^o Assister en corps, avec leurs insignes, s'il y a lieu, aux obsèques d'un membre de l'Association, sur la seule convocation d'un membre du bureau, sous peine de deux francs d'amende. (La maladie ou l'éloignement dispensent de cette obligation).

Obligations de la Société. — ART. 22. — Aussitôt l'ad-

mission dans la Société, celle-ci paie à ses membres participants et honoraires, les frais de médecin pendant tout le cours de leur maladie, sauf les exceptions indiquées (opérations autres que pour fractures ou entorses et maladies résultant de rixes ou de faute personnelle). A cet effet, les visites leur sont remboursées au prix uniforme de deux francs l'une, sur la production de la note du médecin portant le genre de maladie et la date des visites.

ART. 23. — Lorsqu'un membre participant tombe malade, les travaux agricoles qu'il ne peut faire seront exécutés en partie par la Société dans la proportion de la moitié des journées de beau temps environ, et le surlendemain du jour où l'ordre en aura été donné par le bureau.

ART. 24. — Les secours en journées de travail commenceront le 1^{er} mars et se termineront le 31 octobre. Ils seront accordés par le bureau après quatre jours de maladie reconnue par un certificat médical, ou, à défaut, sur l'attestation de deux membres du bureau. En cas de doute, le certificat médical sera toujours exigé.

ART. 26. — Après la mort d'un Sociétaire, la Société aidera à faire l'ouvrage lui restant à finir pour la saison des travaux. A cet effet, le bureau statuera sur le nombre de journées nécessaires.

ART. 27. — La Société contribue aux frais funéraires eu égard à la position de l'intéressé et aux ressources de la Société.

Pension de retraite. — ART. 28 à 32. — Le fonds de retraite, composé de prélèvements, subventions, dons et legs, est placé à la Caisse des Dépôts et Consignations. — Les pensions sont servies par la Caisse de retraite pour la vieillesse. — Le droit à la retraite est déterminé par 60 ans d'âge et 20 ans de présence à la Société. — La pension, fixée par le bureau, ne peut être inférieure à 27 francs, ni supérieure au décuple de la cotisation.

La Société, composée de 40 membres, possède un fonds d'environ 3,000 francs ; elle ne sert de pensions qu'à deux Sociétaires

Elle met à la disposition de ses membres :

Une baignoire et un chauffe-bain ;

Un fauteuil pour les malades ;

Quatre veltes pour le vin et les eaux-de-vie ;

Quatre pulvérisateurs pour le sulfatage des vignes.

Station Agronomique.

« La Chimie a démontré que la
« ferme est une usine compa-
« rable à toutes autres, où rien
« ne se perd et rien ne se
« crée ». (DUMAS).

Historique. — Les laboratoires et les champs d'expériences agricoles sont d'origine française. Nous résumons ici leur histoire.

Lavoisier (1743-1794) introduisit le premier les méthodes scientifiques dans l'agriculture, et, dans ce but, il entreprit dans une de ses fermes du Perche, aux Fléchines, un ensemble d'expériences que la Révolution ne lui permit malheureusement pas d'achever.

Cinquante années plus tard, Boussingault (1802-1887) à Bechelbronn (Alsace), et sir J.-B. Lawes, aidé du docteur Garnier, à Rothamsted (Angleterre), reprirent l'idée de Lavoisier ; ils établirent dans leurs fermes expérimentales « des laboratoires permettant de suivre, jour
« par jour, la balance à la main, les admirables procédés
« que la nature met en jeu pour transformer la subs-
« tance minérale en matière vivante ». Ces deux institutions étaient entièrement privées et agissaient dans un but désintéressé, sans recevoir aucun subside.

J. de Liebig (1803-1873) en 1841 (1), montra que l'avenir

(1) *Die organische Chemie in ihrer Anwendung auf Agrikultur und Physiologie*, in-8°, Brunswick, 1840. — Traduc. franç. par GERHARDT, in-8°, Paris, 1841.

de l'agriculture était dans l'application la plus large de la méthode expérimentale à la production agricole, et que les cultivateurs auraient le plus grand intérêt à connaître les résultats d'essais conduits scientifiquement. Les théories de J. de Liebig furent rapidement mises en pratique; la première Station agronomique possédant des laboratoires mis, moyennant rétribution, à la disposition des cultivateurs, fut créée en 1852 à Mackern (Saxe) par MM. Crusius de Sahlis et E. Wolf, à l'instigation du professeur Stockhardt et sur le modèle de Bechelbronn et Rothamsted.

En France, M. A. Bobierre établit à Nantes, au mois de mai 1864, un laboratoire départemental pour l'analyse des engrais (1); mais ce n'était pas encore la véritable Station agronomique, puisque les champs d'expériences faisaient défaut.

L'Allemagne, sous l'impulsion donnée par Liebig, retira des avantages considérables de la création de nombreuses Stations agronomiques; les résultats remarquables obtenus par ces Stations figurèrent, en 1867, à l'Exposition universelle de Paris; ils attirèrent l'attention de M. Duruy, ministre de l'instruction publique, qui chargea M. Grandeau d'étudier cette institution en Allemagne pour l'introduire en France. M. Grandeau fut nommé professeur de chimie et de physiologie agricoles à Nancy et créa dans cette ville, en 1868, la première Station agronomique française.

C'est en 1876 que la ville de Dijon décida la création d'une Station, copiée sur celle de Nancy et, dans ce but, M. Ladrey, professeur de chimie à la Faculté des sciences de Dijon, fut chargé d'étudier sur place l'organisation due à M. Grandeau. (Rapport de M. Cunisset, 29 août 1876. — Conseil général, p. 175).

(1) *Enquête sur les Engrais industriels*, 2 vol. in-4°, 1865 et 1866, publiée par le Ministère du Commerce et de l'Agriculture, I, p. 214. — La première année, M. Bobierre fit 255 analyses; on lui doit l'emploi du microscope pour étudier la composition physique des engrais.

En principe, le Conseil général de la Côte-d'Or voulait doter le département d'une Station agronomique complète, comprenant un laboratoire d'analyse avec des champs d'expériences, et administrée par un personnel spécial. Un vaste terrain, situé près de l'Ecole normale d'institutrices, devait recevoir la nouvelle installation. (Consulter pour les détails : Rap. de M. Dubois, 24 août 1880, p. 205. — Rap. de M. Moreau, 1^{er} septembre 1881, p. 285, 22 avril 1882, p. 151. — Rap. de M. Joigneaux, 30 août 1882, p. 245. — Rap. de M. Belime, 6 avril 1883, p. 116, et 31 août 1883, p. 472). Mais le devis, dont toute dépense inutile était cependant écartée, était trop élevé pour les finances départementales, et la construction fut ajournée. (Voir le dernier rapport cité).

M. Margottet, professeur de chimie à la Faculté des sciences, n'avait pas attendu la création d'une Station pour faire bénéficier les agriculteurs des avantages de la chimie agricole. Dès le mois de décembre 1883, secondé par M. le Préfet, il avait annoncé qu'il mettait son laboratoire à la disposition des agriculteurs, commerçants et industriels; de décembre à avril, 80 analyses lui furent demandées.

M. Margottet fournissait ainsi au Conseil général une solution très économique de la question étudiée sans résultats depuis déjà huit années. La Station agronomique devint une annexe des laboratoires de la Faculté des sciences, et son budget fut constitué par des subventions de l'Etat et du département (Rap. Mauris, 23 avril 1884, p. 14 et 21, et 21 août 1884, p. 67). La première année, l'Etat donna 1,000 francs et le Conseil général 1,500 francs.

La Station agronomique, dirigée aujourd'hui par M. le doyen de la Faculté des sciences, M. Recoura, rend des services considérables aux agriculteurs en exécutant les analyses de terre, d'engrais et de toutes les denrées agricoles. Le nombre d'analyses effectuées suivait une progression ascendante très rapide, due en grande partie à

la gratuité de ce service. Pour limiter les travaux du laboratoire aux seules analyses réellement utiles, et en même temps diminuer le chiffre très élevé des dépenses, M. Recoura demanda l'établissement d'un tarif (Rapport de M. Bassot, 29 août 1895). Ce tarif, rendu exécutoire par arrêté préfectoral du 26 décembre 1895, a sensiblement diminué le nombre des analyses demandées, sans toutefois le réduire d'une façon exagérée. (Voir ce règlement à la fin de cet article).

1894-1895 (gratuité) ..	860 analyses	2.601 éléments dosés
1896-1897 (tarif)	492	1.786
1897-1898 —	586	2.585 —

La réduction des demandes adressées à la Station est donc insensible et cela montre avec évidence l'utilité de son rôle.

En dehors de la Station agronomique, — à côté de laquelle il faut placer, mais avec une bien moindre importance, le laboratoire œnologique de l'Ecole de viticulture de Beaune, — il n'existe pas, à notre connaissance, de laboratoires assez bien outillés pour faire de bonnes analyses chimiques. Beaucoup de communes, de particuliers et de Syndicats viticoles possèdent des calcimètres, mais la calcimétrie est une opération des plus simples et à la portée de tous.

Quelques personnes voudraient doter les écoles primaires d'une boîte-laboratoire scolaire contenant les appareils usuels de la chimie ; une telle dépense donnerait de bien médiocres résultats, et nous approuvons la décision du Conseil général qui a repoussé une demande de crédit faite pour l'achat de « laboratoires-scolaires « Petitot » (Conseil général, 30 août 1898, p. 324, rap. M. Girard). Un petit champ de démonstration et une carte agronomique dans chaque commune seraient beaucoup plus profitables aux cultivateurs que quelques ustensiles de verre, et, de son côté, l'instituteur éprouverait moins de difficultés à diriger les essais agricoles que les essais chimiques.

Le Conseil de l'Université de Dijon, cherchant à centraliser dans la capitale de la Bourgogne l'étude de tout ce qui, au point de vue artistique (1), scientifique, industriel et commercial, donne un caractère de profonde originalité à cette ancienne province, a voulu réserver à la vigne une place d'honneur. Il a pris l'initiative de la création d'un Institut œnologique dont le rôle serait l'étude de toutes les questions vinicoles. Le Conseil général de la Côte-d'Or (30 août 1898, p. 351, rap. M. Berthaut) est favorable à cette idée : toutefois, comme la ville de Beaune se prétend seule qualifiée pour être un centre d'études œnologiques, le Conseil général lui donne une satisfaction partielle en décidant que l'Institut sera créé à Dijon et une Station œnologique à Beaune.

EXTRAIT DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 26 DÉCEMBRE 1895

ARTICLE 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1896, les analyses effectuées au laboratoire de la Station agronomique seront payées au prix du tarif ci-après :

Analyses complètes de Terres

Pour les communes qui veulent établir des Cartes agronomiques.....	2 fr.
Pour les Syndicats et Comices.....	5
Pour les particuliers.....	10

Analyses simples de Terres

Pour le dosage du calcaire.....	1 fr.
---------------------------------	-------

Analyses d'Engrais

Pour les Syndicats et Comices.....	2 fr.
Pour les cultivateurs.....	2
Pour les industriels et fabricants d'engrais.....	5

(1) Les cours d'*Histoire de la Bourgogne* et d'*Histoire de l'Art Bourguignon* ont été créés dans cet esprit par le Conseil de l'Université de Dijon.

Analyses des Vins

Dosage de l'alcool.....	}	2 fr.
Plâtrage.....		
Coloration		
Dosage de l'alcool.....	}	5 fr.
de l'acidité.....		
de l'extrait sec		
Coloration		

Analyses d'Eau potable

De 5 fr. à 10 fr., suivant la nature des essais demandés.

Analyses diverses

Pour les urines, savons, fourrages et tourteaux alimentaires, liqueurs et eaux-de-vie, farines, lait et autres, 2 fr. 50 par élément dosé.

ART. 3. — Les personnes qui désireront faire effectuer des analyses devront adresser directement à M. le directeur de la Station agronomique du département (Faculté des Sciences), leurs échantillons accompagnés d'une demande visée par le Maire de la commune de leur domicile. Cette demande indiquera, avec la nature de l'analyse à effectuer, leurs nom, prénoms et domicile, et en ce qui concerne les analyses d'engrais, en quelle qualité (président de Syndicat ou de Comice, cultivateur ou industriel).

ART. 5. — M. le Directeur de la Station agronomique nous adressera, à la fin de chaque trimestre, un état en triple expédition, arrêté par lui, et contenant les noms, prénoms, domiciles et professions des personnes pour lesquelles des analyses ont été effectuées dans le cours du trimestre, la nature de ces analyses et le montant de la somme due par chaque intéressé.

ART. 6. — Cet état, rendu exécutoire par nos soins, sera transmis à M. le Trésorier Payeur-Général chargé d'en faire opérer le recouvrement au compte des produits éventuels départementaux par les percepteurs du domicile des intéressés.

Syndicats agricoles.

TABEAU DES SYNDICATS AGRICOLES DE LA CÔTE-D'OR

0.	1884.	Néant.
1.	1885.	Syndicat des Agriculteurs de la Côte-d'Or.
2.	1886.	— agricole de Seurre.
3.	—	— de Coulmier-le-Sec.
4.	—	— de Pontailler-sur-Saône.
5.	—	— de Beaune.
6.	—	— d'Auxonne (<i>Comice</i>).
7.	—	— du canton de Saint-Jean-de-Losne.
8.	—	— de Saint-Jean-de-Losne.
9.	—	— du Morvan et de l'Auxois. (Saulieu).
10.	—	— du canton de Genlis (<i>Comice</i> .)
11.	—	— des Agriculteurs du canton de Genlis.
12.	—	— d'Is-sur-Tille.
13.	—	— d'Aignay-le-Duc.
14.	—	— de Recey-sur-Ource.
15.	—	— de Nuits.
16.	1887.	— de la Bèze et de la Vin- geanne (Blagny).
17.	—	— de Saint-Seine-l'Abbaye (<i>Comice</i>).
18.	1888.	— de l'Auxois (Semur).
19.	—	— de Mirebeau.
20.	—	— et viticole de Gevrey-Cham- bertin.
21.	1889.	— agricole et viticole de Labergement- les-Seurre.
22.	—	— agricole de Baigneux-les-Juifs.
23.	—	— viticole de Meursault.
24.	1890.	— agricole de Fontaine-Française.
25.	—	— de Laignes.

26. 1890. Syndicat agricole et viticole de Molesme.
27. — — — de Châtillon.
28. — — — de Jallanges et Trugny.
29. 1891. Syndicat viticole d'Autricourt.
30. — agricole des Maillys.
31. — de Montliot et Courcelles.
32. — et viticole de Semur.
33. — de Bligny-sur-Ouche.
34. — — de Pouilly-en-Auxois.
35. — viticole de Toutry.
36. — viticole de la Côte Dijonnaise.
37. — agricole de Liernais (*Comice*).
38. 1892. — — de Selongey.
39. 1893. — — de Villiers-le-Duc.
40. — Petit Syndicat agricole de Molesme.
- »». 1894. Néant.
41. 1895. Association syndicale agricole de Seurre.
42. 1896. Union Syndicale agricole des Maillys.
43. — Syndicat viticole des médecins propriétaires
en Bourgogne.
44. — Syndicat fraternel agricole d'Aiserey.
45. — viticole de Genay.
46. 1897. — — et agricole de Sombernon.
(*Comice*).
47. 1898. — agricole de Nan-sous-Thil.
48. — — et viticole de Fleurey-sur-
Ouche.
49. — — — de Soussey.
50. — — — d'Epoisses.
51. — — — de Gomméville.
52. — — viticole d'Auxey.
53. — — — de Meuilley.

UNIONS DE SYNDICATS.

1. Union des Syndicats agricoles de la Côte-d'Or.
2. Union des Syndicats agricoles de Bourgogne et de
Franche-Comté.

Tabac.

La culture du tabac est autorisée, à titre d'essai, depuis 1894, dans un certain nombre de communes des arrondissements de Dijon et de Beaune.

SECTIONS DE L'ARRONDISSEMENT DE DIJON

1^o *Section de Dijon.* — Communes d'Arceau, Arc-sur-Tille, Beire-le-Châtel, Clénay, Couternon, Fénay, Longvic, Mirebeau, Neuilly-les-Dijon, Ouges, Sennecey, Saint-Julien.

2^o *Section d'Auxonne.* — Communes d'Athée, Auxonne, Fauverney, Flagey, Flammerans, Labergement, Larmarche, Poncey, Pontailler, Talmay, Tillenay, Varanges, Viêlverge, Villers-les-Pots.

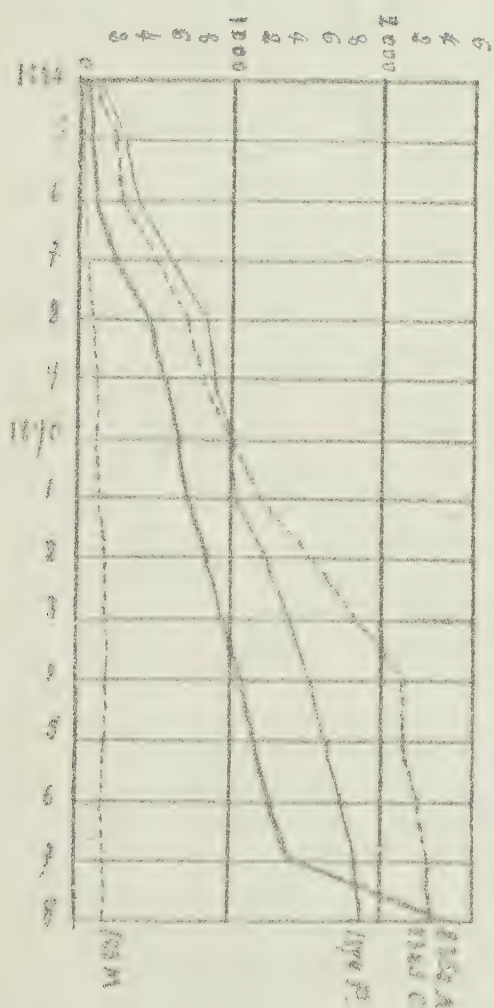
3^o *Section de Champdôtre.* — Communes de Chamblanc, Champdôtre, Échenon, Jallanges, Lechâtelet, Les Maillys, Pagny-le-Château, Pluvet, Pont, Pouilly-sur-Saône, Saint-Usage, Seurre, Tréclun, Trugny.

SECTION DE L'ARRONDISSEMENT DE BEAUNE

Section de Brazey. — Communes d'Aiserey, Aubigny-en-Plaine, Bessey-les-Citeaux, Brazey, Échenon, Esbarres, Izeure, Losne, Magny-les-Aubigny, Pagny-le-Château, Laperrière, Saint-Symphorien, Saint-Usage, Saulon-la-Chapelle.

I Syndicats Professionnels

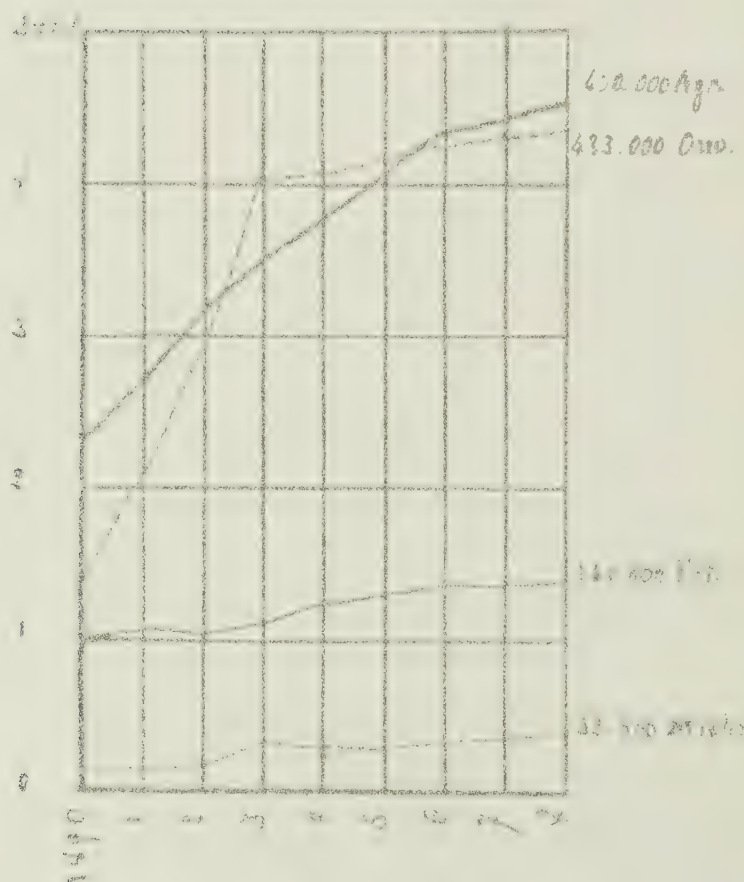
Mouvement général jusqu'au 31 décembre 1922
(statistiques de l'Office du Travail et du M. J. O. U.)



5
Syndicats
professionnels
agricoles
industriels

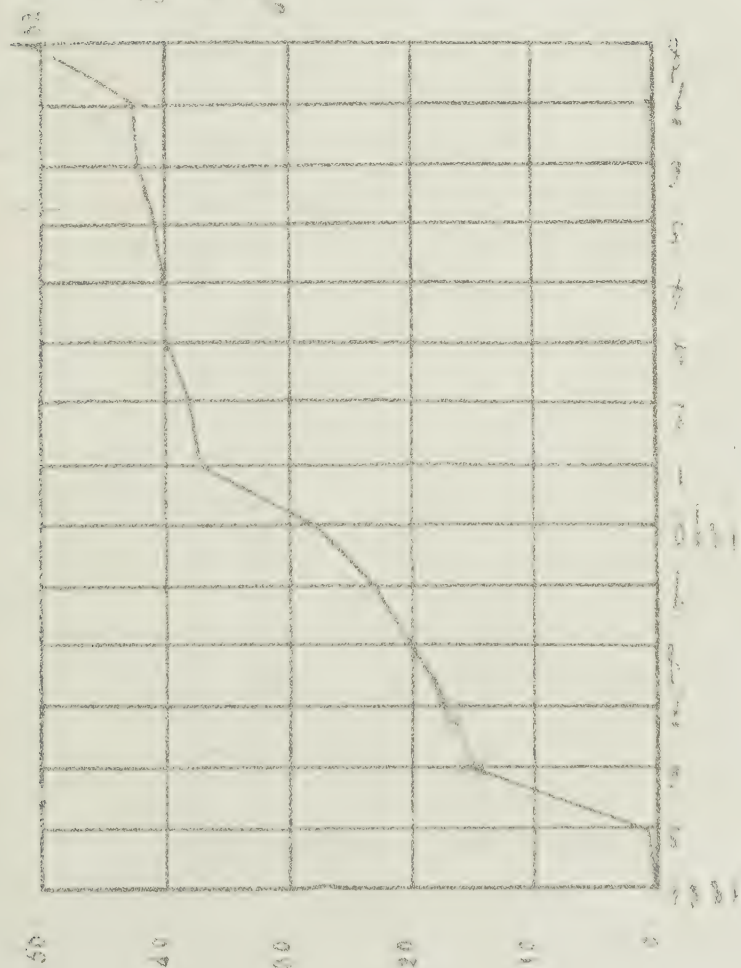
L'ouvrage était imprimé lorsque
l'Office du Travail et du M. J. O. U.
a publié les statistiques de 1922.
Comme nous l'avons fait pour
les autres des syndicats agricoles
est fortement augmenté, par
une conséquence de la création des
petits syndicats. (V 2^{ème} Partie)

I.
Syndicats professionnels
Mouvement général du
personnel
jusqu'au 31 décembre 1896.



II

Measurement of 6
 degrees separated
 from the side of 69 -
 1424 - 1424



III

Importance relative des Syndicats dans la Côte d'Or 1897.

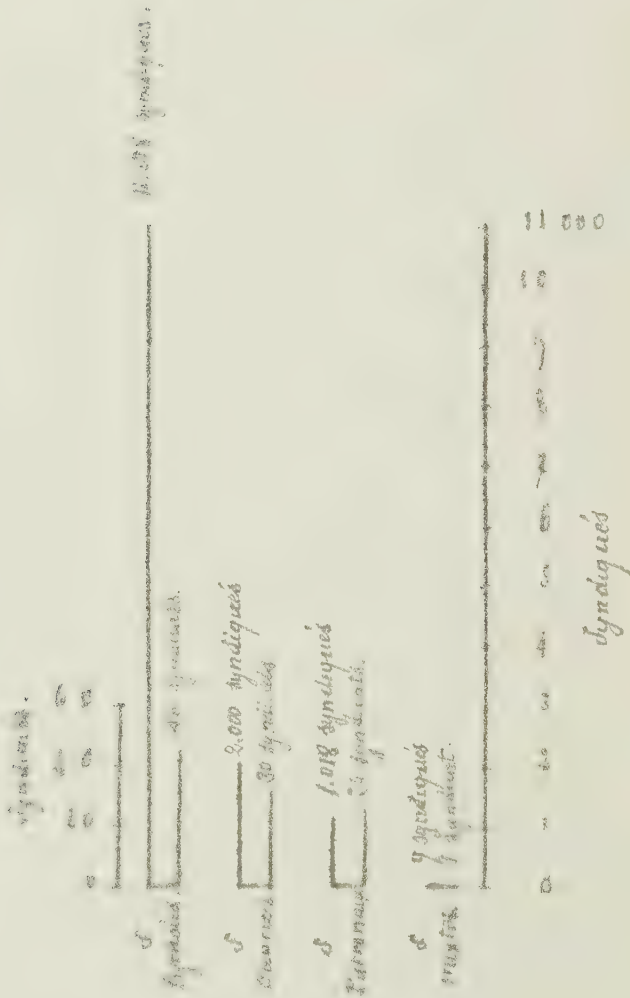


TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	V
INTRODUCTION. — Historique et plan.....	IX
PREMIÈRE PARTIE. — Les Syndicats agricoles	1
CHAPITRE PREMIER. Notions préliminaires	1
CHAPITRE DEUXIÈME. Situation actuelle. Résultats	5
Section I. Étude et défense des intérêts communs par les publications et l'enseignement.....	7
Section II. Suppression des intermédiaires	9
§ 1. Achats directs	10
1 ^o Engrais	10
2 ^o Machines, etc.....	19
3 ^o Marchandises diverses	21
§ 2. Ventes directes	22
Section III. Crédit mutuel.....	25
— IV. Assurances mutuelles.....	25
V. Arbitrage.....	25
— VI. Achat de matériel commun.....	26
— VII. Améliorations.....	28
CHAPITRE TROISIÈME. Examen critique et réformes.....	31
Section I. Recrutement des Syndicats.....	31
II. Actes de commerce.....	36
— III. Rôle des Syndicats. Les grands et les petits Syndicats.....	36
DEUXIÈME PARTIE. — Les Sociétés de Crédit agricole.....	45
CHAPITRE PREMIER. — Notions préliminaires et situation actuelle de la Côte-d'Or.....	45
Section I. Caisses Durand	49
— II. Caisses Méline	58
III. Autres Caisses.....	62
CHAPITRE DEUXIÈME. Critique de quelques réformes	65

TROISIÈME PARTIE. — Les Sociétés d'Assurances mutuelles	71
CHAPITRE PREMIER. Notions préliminaires	71
CHAPITRE DEUXIÈME. Situation actuelle de la Côte-d'Or	78
Section I. Sociétés régionales	78
§ 1. Assurances-Accidents	78
§ 2. Assurances-Gelée	82
§ 3. Assurances-Grêle	83
§ 4. Assurances-Incendie	86
§ 5. Assurances des planteurs de tabac	87
Section II. Sociétés locales	89
§ 1. Mortalité du bétail	89
§ 2. Secours mutuels	97
CHAPITRE TROISIÈME. Examen critique et réformes	100
QUATRIÈME PARTIE. — Les Sociétés coopératives	107
CHAPITRE PREMIER. Notions préliminaires	107
— DEUXIÈME. Situation de la Côte-d'Or	109
— TROISIÈME. Examen critique et réformes	113
CONCLUSION	125
DOCUMENTS ANNEXES	135

